Le Scandale d'Inégalités 2

Les multiples faces d'inégalités en Amerique Latine et dans les Caraibes
Mars 2017

christian aid

INSPIRACTION

Auteurs:

Sophie Richmond, Christian Aid

Gaby Drinkwater, Christian Aid

Luisa Fulcher, Christian Aid

Caroline McCarthy, Christian

Nous voudrions remercier ces collègues dont les noms suivent de la Christian Aid pour leurs conseils et ajouts à ce rapport : Ana Guisella Arellano, Karol Balfe, Cecilia Córdova, Andrew Croggon, Alison Doig, Emma Donlan, Sophie Efange, Moisés González, Eric Gutierrez, Victoria Jean-Louis, Amilcar Kraudie, Pedro Lazaro, Priya Lukka, Mara Luz, Alexis Moncada, Thomas Mortensen, Jocelyn Numa, Toby Quantrill and Sarah Roure

Nous voudrions dédier ce rapport à toutes les organisations partenaires de la Christian Aid en Amérique Latine et dans les Caraïbes pour leur travail acharné quotidiennement en s'attaquant aux différentes formes d'inégalités.

Christian Aid est une organisation chrétienne qui insiste sur le fait que le monde peut et doit être changé en un environnement où tout le monde peut y vivre la plénitude la vie sans pauvreté.

Nous travaillons profondément afin d'éradiquer les causes de la pauvreté, tout en œuvrant d'arriver à l'égalité, la dignité et la liberté pour tous sans tenir compte de foi religieuse ou la nationalité.

Nous participons à un mouvement de justice sociale de grande envergure.

Nous subvenons de l'assistance urgente, pratique et effective où il y a un grand besoin, attaquer les effets de la pauvreté ainsi que ses dérivées.

christianaid.org.uk

Nous contacter:

Christian Aid
35 Lower Marsh
Waterloo
London
SE1 7RL
T: +44 (0) 20 7620 4444
E: info@christian-aid.org
W: christianaid.org.uk

Eng and Wales registered charity no. 1105851 Scot charity no. SC039150 Company no. 5171525 Christian Aid Ireland: NI charity no. NIC101631 Company no. NI059154 and ROI charity no. 20014162 Company no. 426928
The Christian Aid name and logo are trademarks of Christian Aid © Christian Aid March 2017 J9095

Christian Aid is a key member of actalliance

Table des matières

Avant-propos 5

Résumé 6

Vue d'ensemble sur l'inégalité en Amérique Latine 9

1. Inégalité, ethnique 15

2. Inégalité, gouvernance et pouvoir 23

3. Inégalité et violence 32

4. Inégalité et justice fiscale 40

5. Inégalité et travail décent 49

6. Inégalité et développement faible en carbone 55

7. Conclusion et recommandations 64

Page de couverture: Protestation à São Paulo pour réclamer de meilleurs règlements dans la constitution pour les jeunes.

Photos: Cover: Christian Aid/Clare Paine; page 9: Christian Aid/Federico Rios; page 15: Christian Aid; page 16: Christian Aid/Paula Plaza; page 22: Christian Aid/Thomas Mortensen; page 27: Christian Aid/Amy Smith; page 31: Christian Aid/Paula Plaza; page 37: Christian Aid; page 39: Christian Aid; page 48: Christian Aid/Thomas Lohnes; page 49: Christian Aid/Tom Price; page 54: Christian Aid/Tom Price; page 59: Christian Aid/Amy Smith

Liste des acronymes

CEDLA	Centre d'Etudes et de Documentation pour l'Amérique Latine
CGGDH	Centre Gaspar Garcia pour les droits de l'homme
CODEFEM	Collectif pour la Défense des droits des Femmes au Guatemala
COPINH	Conseil Civic des Organisations Populaires et Indigènes d Honduras
CPI	Commission Pro-Indien de São Paulo
CREAS	Centre Régional Œcuménique de Conseil et de Services
ECLAC / CEPALC	Commission Economique pour l'Amérique Latine et la Caraïbe.
FARC	Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie
FDI	Investissement Etranger Direct
GATJ	Alliance Globale pour la Justice Fiscale
GBV / VBG	Violence Basse sur le genre (Violence sexiste)
GDP /PIB	Produit Intérieur Brut
HRD /DDH	Défenseur des Droits de l'Humain
ICEFI	Institut Centre-Américain d'Etudes Fiscale
IEEPP	Institut d'Etudes Stratégique et Politique Publique
ILO /OTI	Organisation International de Travail
INESC	Institut d'Etudes Socio-Economiques
CIJP	Commission Inter-ecclésiastique pour la Justice et la Paix
LGBTI	Lesbienne, Gay, Bisexuel, Transgenre et Intersexué
MAB	Mouvement national des personnes touchées par les barrages
MISSEH	Mission Sociale des Églises Haïtiennes
MSME /PME	Petites et Moyennes Entreprises
NGO /ONG	Organisation Non-Gouvernementale
OECD/OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développent Economique
SADD	Service Anglican et Diaconal de Développement
SDG /ODD	Objectif de Développement Durable
UN /NU	Nation-Unies
UNOHCHR	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
UNDP /PNUD	Programme Nations-Unies pour le Développent
UNFCCC/CCNUCC	Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
UNITAS	Union Nationale des Institutions pour le Travail et l'Action Sociale

Avant-propos

La version à jour du rapport de Christian Aid de 2012 est à la fois opportune et topique. Pendant trop longtemps, les profondes et envahissantes inégalités qui définissent et anéantissent les sociétés en Amérique Latine ont été acceptée comme étant des faits normaux de la vie. Autant que notre niveau de compréhension augmente, nous sommes conscients et comprenons mieux les différents aspects des inégalités, plus précisément comment ceci peut être transformé en des occasions ratées, manque de potentiel et des effets néfastes directs lié à la pauvreté et à la violence, et dans le pire des cas, une combinaison de tous ces éléments.

Notre compréhension de la nature et des manifestations des inégalités ont considérablement évolué. Travaillant avec nos partenaires, particulièrement en obtenant une plus profonde compréhension de la nature générée par les inégalités, nous a donné une meilleure vision, comme sur le plan racial, ethnique, et plus récemment sur le plan sexuel. Dans nos travaux avec nos partenaires nous pouvons mieux comprendre comment améliorer les stratégies et de meilleures réponses visées.

L'adoption générale des "Objectifs de Développement Durables" sous le slogan unificateur «Ne laisser personne en arrière » nous offre une opportunité unique de prendre une nouvelle allure face aux inégalités en Amérique Latine et dans les Caraïbes s'étalent dans les plus vastes régions, au niveau de la communauté locale, fournissant ainsi à la société civile l'analyse et les outils nécessaires pour demander des comptes aux gouvernements et aux autres organes pour leurs actions.

Les récents développements ont montré que suite à de nombreuses tentatives officielles de lutter contre l'inégalité ou de faire face aux conséquences dans les régions, il y a maintenant une importante réaction des forces qui ont constamment bénéficié la continuation de l'inégalité sociale.

Une fois encore, des lignes de bataille sont en train d'être tracées et une polarisation politique entre en jeu. Au lieu de retomber dans les erreurs du passé, il importe à tous les champions de la justice sociale de chercher à apprendre et appliquer des leçons, et de rappeler à tous ce qui a déjà été convenu.

Paul Valentin, Directeur International, Christian Aid

Résumé

L'Inégalité en Amérique Latine et dans les Caraïbes est profonde et vaste; elle affecte énormément la vie de plus d'un dans la région. En 2012, Christian Aid a publié *Le Scandale de l'Inégalité dans l'Amérique et dans les Caraïbes* car elle (Christian Aid) voulait mettre en évidence sa situation inacceptable et son impact sur le développement. Alors que l'inégalité est en avant de la scène dans nos paroles, nous croyons que les niveaux d'inégalité sont basés sur l'identité, le genre, la situation économique ou la localisation géographique qui sont un scandale et peu de changement a été réalisé dans la vie de millions de gens affectés par la discrimination et la marginalisation.

Les Objectifs de Développement Durables (ODD) ont fermement mis le problème d'Inégalité au cœur des discussions de développement. L'ODD dont tous les pays de la région ont signé contient un but spécifique relatif à l'inégalité.

L'impact croissant du changement climatique, les problèmes politiques imprévisibles et la polarisation dans beaucoup de pays et le pouvoir détenu par une élite et les compagnies multinationales à travers le globe, tous ceux-là font des structures de changement visant la réduction de l'inégalité un défi. Toutefois, nous croyons en des opportunités. L'Inégalité est un point dans l'agenda du développement, la violence contre les femmes et l'inégalité de genre sont sur le point d'être débattu davantage par rapport aux décennies précédentes le changement climatique, et le besoin urgent de trouver des modèles de développement alternatif à faible carbone doit rester en avant-garde de l'agenda politique mondial, indépendamment de l'évolution de la géopolitique.

Au chapitre 1, nous expliquons comment la discrimination raciale et ethnique s'est répandue et comment les indigènes et les groupes d'origine Afro ont expérimenté le pire niveau de la pauvreté et sont exclus, n'ayant pas accès aux services de base de qualité, à la propriété, aux opportunités d'emploi décents et au système politique. Nous mettons également l'emphase sur comment les indigènes et les femmes de souche africaines qui sont affectées par ces inégalités qui les dépassent.

Au chapitre 2, nous explorons le panorama de la politique actuelle et comment la séparation injuste des pouvoirs exacerbe l'inégalité de bon nombre de personnes dans les régions. Les institutions, incluant les institutions locales, gouvernementales, les compagnies multinationales et les élites locales ont régulièrement abusé de leur pouvoir, ce qui mène à la concentration des terres ou le développement de mégaprojets non durable sur le plan écologique contre des groupes vulnérables et marginalisés. Nous donnons des exemples comment les défenseurs des droits de l'homme et de l'environnement sont souvent réduits au silence, et comment les femmes font face à un défi permanent à leur participation à la vie politique. Nous croyons que si la pauvreté doit prendre fin, les voix des personnes vulnérables et marginalisées doivent être entendues, et les institutions doivent être tenues responsables par tous les citoyens.

Au chapitre 3, nous discutons de l'extrême niveau de violence éprouvée en Amérique Latine et dans les Caribes. Les inégalités sociales et économique sont perçues comme étant la cause principale des violences régionales commises par les gangs est une facette, mais le niveau violences basé sur le genre, le sexe et sur l'identité sont extrêmement haut. La norme sociale et la structure

Christian Aid croit qu'en considerant la manière dont les inégalités divisent et affectent la vie des gens, il est plus qu'important d'éradiquer les fondements des inégalités dans la région. Cela signifie une approche spécifique du contexte est nécessaire pour comprendre comment améliorer la vie de ceux qui en sont affectées. Christian Aid s'est engagée au principe "Ne laisser perssonne en arriere"

patriarcale renforce la violence basée sur le genre. Pour s'attaquer à la violence, les gouvernements doivent aller au-delà des principes purement légaux et se concentrer sur la mise en place de politiques visant à créer des emplois, à la protection, à accès à la justice et à s'attaquer au changement de comportement.

Au chapitre 4, nous expliquons la politique du système fiscal, incluant les clauses de taxes (système fiscal plus progressif, suppression des partialités de genre du système fiscal, combattre la résiliation et une transparence des revenus et dépenses relatives à la fiscalité) et les dépenses sociales, ont une part importante dans la réduction de l'inégalité. La justice fiscale devrait être une priorité en raison du déclin de l'assistance internationale pour le développement et de la nécessité de financer les services publics essentiels pour garantir le développement inclusif et les droits de l'homme dans la région, comme envisagé par les ODD.

Au chapitre 5, nous décrivons la façon dont l'accès à l'emploi de qualité constitue un des grands défis à relever dans la région et également un obstacle à l'accomplissement d'actes pour la réduction de l'inégalité. Nous mettons en évidence comment les femmes, les indigènes, les personnes d'origine Afro ont un accès minime au travail décent. Le travail informel et le maigre salaire, la faiblesse des lois sur les conditions de travail (incluant les règles sur le droit de travail et de l'investissement des Petites et Moyennes Entreprises [PME]), tous ceux-là contribuent au manque d'opportunités d'emplois pour les groupes marginalisés. Le problème de l'environnemental de travail durable y est également discuté.

Au chapitre 6, nous faisons le point sur le besoin urgent de passer à un modèle de développement faible en carbone. L'impact du changement du climat est déjà ressenti dans la région, particulièrement par les plus pauvres et les plus vulnérables. Si rien n'est fait, le changement du climat aura de graves effet sur l'accroissement de l'inégalité. Nous y touchons également l'accès à l'énergie. Nous croyons que le développement durable ne doit pas être uniquement dans le contexte économique, mais aussi sur le plan environnemental et une dimension sociale. Nous affirmons que le modèle de développement de la région, qui est basé au prime abord sur l'industrie de l'extraction et l'expansion de l'agro-industrie doit changer. Les investissements publics et privés doivent se tourner vers les énergies fossiles afin de supporter des alternatives faibles en dégagement de carbone.

Ce rapport met en lumière sur les zones clés ou Christian Aid travaille avec des partenaires en Amérique Latine et dans les Caraïbes pour évoquer l'implémentation d'action pour la réduction des inégalités. Nous ne traitons pas toutes les inégalités et les différentes manières de se présenter mais nous faisons le point sur certains des principales façons dont nous pensons que les inégalités affectent le développement dans la région, comme en témoigne notre travail avec les organisations partenaires locales.

Les femmes sont touchées de manière disproportionnée par la pauvreté, la marginalisation, la discrimination, la violence, le changement climatique et le manque politiques ou d'opportunités d'emploi. Au lieu d'avoir un chapitre se basant sur le genre, nous considérons les façons dont nous discutons les problèmes d'inégalité qui impacte différemment les hommes et les femmes.

Pour que le changement survienne, les gouvernements doivent développer et implémenter des règlements de politique publique afin de combattre les diverses faces de l'inégalité. Souvent les règlements sont paraphrasés mais le gouvernement ne les implémente pas ou ne prend pas la peine de bien les

implémenter. Il y a une importante fonction que jouent les mouvements sociaux, les réseaux, les ONG et les organisations religieuses afin de suivre et d'accompagner l'implémentation, et d'attirer l'attention des gouvernements régionaux sur les problèmes, et au niveau global, les institutions qui ont un impact sur les politiques fiscales, environnementales, afin de les forcer à rendre des comptes pour apporter des changements.

Vue d'ensemble sur l'inégalité en Amérique Latine et dans les Caraïbes

En haut: Foyer typique au Buenos Aires, Colombia. Corambiente un partenaire de la Christian Aid filtre et fournit aux enfants des médicaments et des aliments avec suppléments.

Les chances de la vie en Amérique Latine et dans les Caraïbes sont intimement liées aux origines régionales et identitaires, sans oublier le genre, le groupe ethnique, la race, la foi et la sexualité. L'inégalité des revenus est une partie du problème, mais l'accès aux services de base (soins de santé et éducation), à la sécurité sociale (pensions et couverture maternelle) et accès à l'emploi ou aux marchés pour vendre des produits. Les femmes souffrent de manière disproportionnée des effets de la pauvreté, la marginalisation, la discrimination, la violence, le changement climatique et de la violence.

Le Docteur Rowan William, Président de la Chirstan Aid, ancien Archevêque de Canterburry, a rejoint un corps grandissant dont font partie l'ancien Président des Etats-Unis, Barack Obama et l'Economiste Français Thomas Piketty, qui s'intéressent de plus en plus à la menace croissante de l'inégalité dans la cohésion sociale, la prospérité et la démocratie. Les niveaux de d'inégalité prennent place un peu partout à travers le monde, même dans les soi-disant pays développés comme le Royaume–Uni, l'Espagne et les Etats-Unis.

Bien que l'inégalité ne soit pas plus une affaire d'Amérique Latine et dans les Caraïbes, il ne fait aucun doute que ce soit la région la plus inégalitaire au monde. Les inégalités comportant celles du genre, de sexe, de race, d'ethnicité, de foi, de condition économique et de zone géographique, continuent de retenir la région et beaucoup de gens retranchés dans la pauvreté

'Que le cri de ceux qui sont exclus en Amérique Latine soit entendu et de partout dans le monde…

La globalisation de l'espoir, un espoir qui jaillit des peuples et qui s'enracine parmi les pauvres, doit remplacer la globalisation de l'exclusion et de l'indifférence.'

Pape François

Nous soutenons la lutte contre l'inégalité et particulièrement les diverses manières qu'elle affecte la vie des gens, et cela reste encore vital dans depuis notre premier rapport sur l'Amérique Latine et les Caraïbes a été publié. *Le Scandale de l'Inégalité dans l'Amérique Latine et dans les Caraïbes* en 2012, a montré clairement les inégalités dont fait face la région. Cela était particulièrement pertinent au moment où les donateurs se détournaient de plus en plus des pays dits à revenu intermédiaire et où le sujet n'était pas aussi intégré dans le contexte du développement que de nos jours. Ce rapport était fondamental pour placer l'inégalité sous toutes ses formes dans l'Agenda de politique et de plaidoirie de Christian Aid.

L'inégalité prend de nos jours une place plus importante dans le discours général sur le développement et elle est intimement liée aux ODD. Les 17principes de l'ODD, auxquels tous les pays de la région se sont engagés, incluent un objectif spécifique relatif à l'inégalité et ont placé l'égalité mondiale au cœur du débat sur le développement.[3]

Le contexte actuel sur le plan régional et global présente une bataille en amont visant à mettre des politiques pour réduire l'inégalité. L'impact croissant du changement climatique, la polarisation croissante de la politique et les problèmes imprévisibles de la politique, le pouvoir détenu par des élites et des compagnies multinationales à travers la planète, avec un espace de plus en plus restreint en Amérique latine et dans les Caraïbes pour que la société civile puisse faire entendre sa voix, tous ceux-là constituent un défi dans les changements structurels réels.

Nous croyons que nous devons être à la hauteur du défi. L'inégalité est bien plus présente qu'auparavant. Au niveau mondial, des problèmes comme le rôle de l'impôt dans la réduction des inégalités, la violence contre les femmes et l'inégalité entre les sexes et le support à ceux qui subissent l'impact du changement climatique sont plus présents dans les agendas politiques mondiaux.

Ce rapport met en lumière les zones clés ou l'inégalité se fait sentir, lié aux domaines d'intervention stratégiques de Christian Aid et fournit des suggestions quant à l'endroit et la manière dont Christian Aid et ses partenaires pensent que le changement doit se produire.

Pauvreté et inégalités économiques

Dans le Scandale de *l'inégalité en Amérique latine et dans les Caraïbes*, nous avons parlé de certaines des améliorations observées dans la région durant la décennie jusqu'à 2012. Depuis 2003, plus de 72 millions de personnes se sont libérées de la pauvreté. Les politiques publiques visant à une croissance des dépenses publiques (en particulier les programmes de transferts d'argent conditionnel) et les améliorations de l'enseignement primaire ont été jugées importantes pour provoquer ce changement. Pendant que les inégalités ont également diminué, la croissance du PIB a eu un impact limité sur l'inégalité des revenus. Cette réduction des inégalités aurait pu être attribuée aux des matières premières et aux taux de croissance élevés, mais elle a diminué dans les pays à croissance rapide et à croissance lente. Les recherches disponibles suggèrent que ce sont les politiques gouvernementales (en particulier les politiques sociales inclusives et distributives) qui ont joué une importante fonction dans la réduction des inégalités économiques.

En dépit de certaines améliorations, les revenus, la richesse et les inégalités sociales demeurent profondément enracinés dans de nombreux secteurs de la société et dans tous les pays dans lesquels nous travaillons. Après une décennie de croissance économique et l'amélioration de divers indicateurs sociaux (tels que services de base), le défi de surmonter les inégalités structurelles

Le nouvel Agenda de développement durable pour 2030 comble les fossées qui demeurent irrésolues dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement. Le pilier social de l'Agenda est plus large et plus ambitieux, tout en établissant un lien plus fort avec les piliers économiques et environnementaux du développement durable.

Les 17 principes de l'ODD, au coeur du plan d'action de l'Agenda met l'emphase sur le retrait des populations la pauvreté et de leur garder à l'ecart de la pauvrete et sur l'importance de lutter contre les inégalités au-delà de l'économique.Le premier principe de l'ODD appelle à mettre fin à la pauvreté sous toutes ses formes partout à travers le monde, ce qui est complété par le 10eme principe de l'ODD, afin de réduire les inégalités parmi des pays même.

Les ODD cherche l'égalité pas seulement des opportunités, mais aussi des extrants comme résultats. Le rapport de Christian Aid ''Ne laisser personne derrière'' des objectifs à la mise en œuvre a démontré que le concept est implicite dans l'ambition d'éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes d'ici 2030.

Pour des pays comme le Brésil ou les inégalités est cachée derrière ses statistiques macroeconimiques, cela est vital.

Par exemple, à l'échelle nationale 3% des Bresiliens gagnent moins que la moitié du salaire minimum, mais il y a un gain de 18 % dans les territoires de Quiilombola.

Christian Aid a pour objectif à ce que personne, sans tenir compte de l'ethnicité, du genre, de la provenance géographique, de l'infirmité, de race ou autres etats,ne soit privée des droits universels de l'homme ou d'opportunités économiques fondamentales. Lorsqu'une cible s'applique aux résultats pour les individus, elle ne devrait être considérée comme satisfaite que si chaque groupe, défini par le quintile de revenu, le sexe, l'emplacement ou autre, ait atteint la cible.

Il y a un besoin pressant à ce que les pays de l'Amerique Latine et des Caraibes implementent l'ODD, ce qui signifie que les communautées marginalisées et vulnérables ne seront pas laissées en arrière.

1 Développent Social Inclusif, ECLAC, 2015

pèse dans la balance à travers la région. Bien que des millions de personnes de la région se soient retirées de la pauvreté, la réalisation des ODD est un défi car, pour la première fois depuis de nombreuses années, une partie de la population se trouve dans une situation d'extrême vulnérabilité. Les gens sont retombés dans la pauvreté ou risquent de le faire. Le recours à un modèle axé sur les exportations à la merci des prix des produits de base a rendu la région vulnérable et un modèle de développement écologiquement durable est vital. La région connaît actuellement les plus hauts niveaux de violence dans le monde et les investissements dans des domaines critiques tels que la santé, l'éducation et la sécurité sociale restent souvent négligeables.

Le Programme de Nations-Unies pour le Développement (PNUD) estime que 1.7 million de personnes dans les régions sont retombées dans la pauvreté en 2014, et qu'avant la fin de 2016 1.5 million les rejoindront. Christian Aid reconnait que l'inégalité ne résulte pas seulement de situation économique, mais aussi que les gens risquent de retomber dans la pauvreté en raison de chocs environnementaux ou par manque de politiques sociales de soutien. Des politiques sociales qui s'attaquent aux inégalités fondées sur l'identité, le sexe, l'appartenance ethnique, la sexualité ou l'emplacement géographique sont vitales.

Cette baisse a montré que l'importance est non seulement d'accentuer sur les moyens de sortir les gens de la pauvreté, mais aussi sur les stratégies visant à assurer que les gens restent hors de la pauvreté. Le PNUD souligne que: ''Les facteurs associés aux personnes qui fuient la pauvreté ne sont pas les mêmes que ceux associés à la résilience des personnes, à des événements économiques, personnels et environnementaux défavorables. Le premier tend à être lié au niveau d'éducation et au marché du travail. Ces derniers ont tendance à être liés à l'existence de la protection sociale (sous forme de transferts sociaux ou de pensions non contributives) et d'accès à des actifs physiques et financiers.'' [10]

Les niveaux de pauvreté dans la région représentaient 29,2% de la population en 2015 (contre 28,2% en 2014) ou 172 millions de personnes, selon une estimation de la Commission Economique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)[11.]

L'augmentation du taux de pauvreté a été principalement en Honduras, au Mexique et au Venezuela. Des millions de personnes dans la région n'ont toujours pas accès aux services de base, à l'emploi ou à la protection sociale. L'indice de développement humain du PNUD classe Haïti à 163 sur 188 pays.[12] La Colombie, le Guatemala, Haïti et le Honduras ont encore des niveaux d'inégalité de revenus extrêmement élevés et sont plus de 55 sur l'indice de Gini.[13,14] Dans l'ensemble de la région, en 2014, le revenu par habitant des personnes du décile le plus riche était 14 fois plus élevé que celui des quatre déciles inférieurs[15]. Cela cache également d'extrêmes différences, par exemple, au Brésil, en Colombie et au Guatemala, le revenu des déciles les plus riches[16] est au moins de 17% plus haut et en Honduras 21.4% plus haut de ceux qui sont plus bas de quatre déciles. En outre, en Colombie, les 1% les plus riches de la population gagnent 20% du revenu total, comparé moins de 10% en Europe.

Ce rapport souligne que l'inégalité et l'exclusion sont vécues en raison d'un grand nombre de facteurs d'intersection fondés sur la race, le sexe, la sexualité, l'âge, l'origine ethnique, le handicap, les différences géographiques et économiques. Cela nécessite une attention dans la région et il reste beaucoup à faire pour lutter contre les inégalités à ces niveaux.

Historique des racines de l'inégalité en Amérique Latine et dans les Caraïbes.

La situation actuelle des inégalités a de profondes racines historiques en ce qui concerne la distribution des terres et autres formes de richesse et le pouvoir politique contrôlé par une oligarchie commerciale. Toutefois, il n'y a pas de doute que les politiques implémentées récemment au cours du Consensus de Washington ont beaucoup à répondre.[1]

Les preuves des deux dernières décennies de cette région montrent comment l'égalité y a actuellement diminué.[2]

La crise des dettes dans les années 1980, suivie par les programmes d'ajustement structurel et la mise en œuvre d'un modèle de marché libre, a conduit à une réduction généralisée de la dette publique, les dépenses sociales, la déréglementation des marchés du travail et la privatisation généralisée. Les impacts négatifs incluent la création d'emplois médiocres, le sous-emploi élevé, la croissance rapide de l'économie informelle, l'affaiblissement des syndicats, la baisse des salaires, l'augmentation de l'insécurité de l'emploi et l'aggravation des prestations sociales.

Depuis la crise financière de 2008,la crédibilité du Consensus de Washington a été ébranlée quoique malheureusement bon nombre de ses structures sont restées en place dans ces régions

---

1 Le consensus de Washington a mis l'emphase sur le libre-échange libéralisation financière, l'annulation des règlements et la privatisation.

2 *Temps pour l'égalité. Closing Gaps, Opening Trails*, ECLAC, 2010.

Le Rapport sur le développement humain (PNUD) pour la région mène une bataille contre les inégalités au-dessus et au-dessous du seuil de pauvreté et de l'importance de se concentrer sur l'emploi décent, la protection sociale, les systèmes de soins et les divisions de sexe associé au soin de travail.[17,18]

Inégalité ethnique raciale et violence

Les peuples indigènes et les descendants Afro n'ont pas fait l'expérience de croissance économique et la réduction de la pauvreté dans les décennies précédentes comme d'autres populations de l'Amérique Latine et les Caraïbes. Ils font face à la discrimination vis-à-vis à l'accès à la propriété, l'éducation, les services de base, la participation politique et l'emploi décent, aussi souffrent-t-ils de racisme structurel et les niveaux croissants de la violence. La question de l'inégalité ethnique et raciale est discutée dans le chapitre suivant. Ce rapport explore les problèmes d'inégalités et de la violence, tout en mettant en lumière la violence dont les peuples indigènes est confrontée, comme le sexisme et les façons dont l'inégalité contribue à la position de la région comme l'un des endroits les plus violents du monde

Inégalités des genres

L'inégalité basée sur les genres a plusieurs facettes dans la région. Alors que les femmes ont assumé plus de rôles dans la politique au cours des dernières années, elles sont sous-représentées dans des postes de direction. Un plus grand nombre de filles et de jeunes femmes fréquentent l'école et ont accès à l'enseignement supérieur, mais les filles autochtones pauvres des zones rurales sont souvent plus pauvres que leurs homologues urbaines qui sont plus aisées. Alors qu'un nombre croissant de femmes entrent sur le marché du travail, leurs revenus sont inférieurs à ceux des hommes et elles travaillent souvent dans le secteur informel ''invisible'' dans de mauvaises conditions. Les femmes consacrent un temps colossal à s'occuper des enfants et des membres de la famille et à effectuer des tâches domestiques par rapport aux hommes, ce qui affecte leurs possibilités d'emploi, leur autonomie économique, leur indépendance et leur qualité de vie.

La violence sexiste est en vogue dans la région, y compris le viol et l'assassinat de femmes, qui sont souvent commis sous couvert d'impunité. Au Brésil, 52% des juges et de la police ne pensent pas qu'une telle violence soit un problème.[19] Par conséquent, même avec des lois visant à soutenir les victimes de cette violence, comme ''Lei Maria da Penha'' au Brésil, la mise en œuvre a échoué. Des politiques publiques et sociales sont nécessaires pour changer la donne, mais il faut un changement culturel dans le système patriarcal à fond, qui favorise le machisme. Les médias, l'éducation formelle et les services de santé peuvent être des outils de promotion, mais ils peuvent aussi être déterminants à l'amélioration de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Inégalités territoriales

Il y a de nombreuses divergences entre les pays en termes de progrès, et les grandes divergences au sein des pays sont également importantes. Les inégalités territoriales au sein des États font rarement l'objet d'une attention suffisante dans l'élaboration des politiques nationales, et la réduction de ces écarts devrait être une priorité nationale si l'égalité était à l'ordre du jour. Par exemple, en 2013, un peu plus de 40% de la population rurale d'Amérique latine et des Caraïbes vivait dans une pauvreté monétaire, contre 20% de la

Côte à côte: la foi et la justice de genre

Christian Aid soutient ''Side By Side'', le mouvement mondial de la foi pour la justice de genre. Beaucoup de nos partenaires d'Amérique latine et des Caraïbes en sont membres. Au cours de leur Symposium latino-américain, tenu à São Paulo en 2015, ils ont publié une Déclaration d'engagement, dans laquelle ils ont souligné comment l'inégalité entre les sexes joue un rôle central dans l'inégalité de la région et leur engagement à surmonter cette dernière.

Ils ont fait cette déclaration:

''Nous reconnaissons que les organisations religieuses ont fait divers efforts pour surmonter l'oppression vécue par les femmes, à travers des actes prophétiques de condamnation et de proclamation. Cependant, nous reconnaissons également qu'ils existent des situations où les institutions religieuses renforcent les valeurs qui soutiennent la subordination et sont complices des systèmes patriarcaux. De telles situations exigent une autocritique et soulignent la nécessité de réaffirmer le rôle transformateur des organisations confessionnelles dans la promotion de valeurs telles que l'équité, l'inclusion et la solidarité.''

population urbaine. Si les personnes vivant dans des situations économiquement vulnérables sont ajoutées à cette analyse, les pourcentages augmenteront davantage, soit à 80% de la population rurale et 59% de la population urbaine[20]. L'accès à la propriété est également un grand problème dans la région; la garantie des droits fonciers et culturels pour les groupes ethniques ruraux est essentielle et une demande structurelle pour lutter contre les inégalités. Le sujet de la terre et de l'inégalité est discuté plus en détail dans le chapitre sur la gouvernance et le pouvoir.

Politique de développement, politique fiscal et inégalité

La localisation joue un rôle très important dans la pauvreté et l'inégalité, de sorte que cela devrait avoir une importance égale pour les politiques publiques. Les taxes de transferts, les dépenses sociales pour le bien-être, les services sociaux de qualité comme la santé et l'éducation et les stratégies de développement économique, qu'incluent au minimum des programmes de formation professionnelle, de soutien aux MSME et de programmes de développement agricole, devraient être privilégiés. Ce rapport traite comment l'inégalité joue un rôle dans la détermination des opportunités d'emploi et des politiques nécessaires pour améliorer l'accès plus équitable au travail décent. L'inégalité de ceux qui vivent dans des endroits subissant le choc des impacts du changement climatique et la nécessité d'un développement à faible émission de carbone sont considérées.

La justice sociale a une grande partition à jouer dans la réduction de l'inégalité dans la région, non seulement par la taxe sur les transferts mais par l'application d'un système fiscal plus progressiste, l'investissement des revenus budgétaires dans des services sociaux universels plus juste et plus transparent pour de meilleurs investissements dans le pays.

Un décalage par rapport à la gauche?

Le virage des gouvernements vers une idéologie de centre-gauche à la fin des années 90 et au début de 2000 est parfois marqué comme étant important, étant donné l'accent mis sur les questions sociales. Ce virage à gauche avec l'élection des leaders comme Hugo Chávez au Venezuela, Luiz Inácio 'Lula' da Silva suivi par Dilma Rousseff au Brésil, Evo Morales en Bolivie et Rafael Correa en Equateur, apparait s'être inversé.

Le renversement de Dilma Rousseff, l'élection de Mauricio Macri pour remplacer Cristina Kirchner à la présidence de l'Argentine, la triomphe de l'opposition à l'Assemblée nationale du Venezuela, l'élection d'un ancien banquier d'investissement au Pérou et le non au référendum sur les accords de paix sont tous vus comme des signes de régression par rapport à la tendance progressive observée dans la région ces dernières années. Dans une région où les élites économiques et politiques (aux côtés des sociétés transnationales) contrôlent une grande partie de la richesse, des ressources naturelles et des médias, un nouveau déplacement du pouvoir politique vers eux représentera des défis supplémentaires pour ceux dans la région qui appellent à des politiques fiscales, sociales et environnementales plus juste et la réduction des inégalités.

Au Brésil et comme dans d'autres pays, puisque les positions politiques évoluent dans la région, les populations marginalisées risquent réellement de perdre leurs politiques et leurs droits acquis récemment. Haïti mérite également une mention spéciale à cause de son manque de stabilité politique et de ses effets sur les structures de prise de décision et la planification du développement dans le pays.

Les problèmes politiques ont une fonction importante dans l'élaboration des décisions de développement prises dans la région. Par exemple, le processus de paix colombien aura sans aucun doute un effet sur la prochaine politique de développement. Au Brésil, le partenaire de Christian Aid Instituto de Estudos Socioeconômicos (INESC) (Institut d'Etudes Socio-Economiques[IESC]) a souligné

qu'après la destitution de Dilma Rousseff en 2016, le gouvernement a réduit les domaines clés du budget visant à lutter contre les inégalités, ainsi qu'une réduction de 23% du budget alloué à la Fondation Nationale des Peuples Indigènes et une réduction de 56,3% des ressources discrétionnaires allouées au Secrétariat brésilien des politiques pour la Promotion d'Egalité Raciale[21]. Le Secrétariat aux Droits de l'Homme a aussi subi une coupe de budget de 56,3%. L'IESC fait le point concernant une plus grande menace pour les droits sociaux au Brésil, le projet de modification constitutionnelle (PEC) 241, qui empêche une augmentation réelle des dépenses publiques primaires (dépenses sociales qui favorisent les droits) pendant 20 ans, bien qu'il y ait de fortes augmentations des budgets pour l'agro-industrie et l'investissement militaire.

L'Importance d'une approche régionale

Christian Aid reconnaît l'importance d'une approche régionale en Amérique latine et dans les Caraïbes. Par exemple, nous soutenons notre partenaire Centro Regional Ecuménico de Asesoría y Servicio [(CREAS) Centre Régional Œcuménique de Droits et Service], la Banque Interaméricaine de Développement, la Banque de Développement d'Amérique Latine, des économistes et des théologiens importants, pour travailler conjointement à construire un dialogue de haut niveau d'architecture financière sur le plan international: explorer les opportunités pour une économie plus inclusive et éthique pour la région. Aussi, le partenaire de Christian Aid, Latindadd, continue à s'exprimer sur les problèmes fiscaux affectant la région et à travailler dans le but d'ouvrir les espaces de la société civile des organismes régionaux, comme l'Union des nations sud-américaines.

Dans toute la région, les organisations de la société civile rapportent une réduction de l'espace de la société civile, par des restrictions dans les médias, des changements dans les lois sur les ONG et les organisations de la société civile, et la violence et l'assassinat contre les militants.

La tourmente politique et économique, la polarisation et la confrontation entre le gouvernement et l'opposition et la violence croissante au Venezuela affectent non seulement ses proches voisins (en particulier la Colombie), mais aussi les perspectives d'accords bilatéraux avec des pays comme le Nicaragua, Haïti et la République dominicaine et les espaces régionaux tels que l'Alliance Bolivarienne pour les Amériques(ALBA).

Conclusion

L'Amérique Latine et les Caraïbes demeurent la région ayant la plus d'inégalité au monde. Les expériences ont montré que même si la réduction de la pauvreté et de l'inégalité peuvent découler de la croissance économique, il faut considérablement bloquer ce processus. S'attaquer à l'inégalité sous toutes ses facettes exige un changement politique pour garantir des politiques sociales inclusives qui ne laissent personne en arrière et un changement économique pour promouvoir des systèmes fiscaux plus progressifs.

Le développement durable ne doit pas être une menace pour l'environnement. La société civile, les organisations religieuses et les mouvements sociaux ont un rôle majeur à jouer pour demander aux gouvernements de rendre des comptes, exiger des changements et parler des expériences d'inégalité. Toutes les politiques sociales et environnementales doivent inclure les besoins des plus vulnérables et viser à réduire les inégalités. Un changement dans les rapports de pouvoir est vital afin d'assurer les droits de tous.

1. Inégalité ethnique, raciale et identitaire.

Ci-dessus: Membres des communautés Ch'orti' au Guatemala.

L'Amérique latine et les Caraïbes sont une région radicalement et ethniquement diverse. Il y a au moins 44,8 millions d'indigènes et 150 millions Afro[22], pour une représentation de 30% de la population regionale[23]. Les populations des indignes les plus importantes sont au Mexique, au Pérou, en Bolivie et au Guatemala[24], et environ 420 langues autochtones sont parlées dans la région.[25] Dans les pays d'Amérique latine, comme au Brésil, au Venezuela et en République dominicaine, plus de la moitié de la population est noire.[26]

La discrimination raciale est souvent peu reconnue dans bon nombre de pays, les groupes indigènes et Afro ont une expérience directe du racisme, font face aux abus, aux menaces, à la violence et souffrant lourdement de politiques sociales, économiques et environnementales discriminatoires. Beaucoup pays d'Amérique latine et des Caraïbes sont indexés pour leur pauvre performance en matière d'égalité des revenus, mais il est communément reconnu que les niveaux de pauvreté des groupes ethniques sont significativement inférieurs au reste de la population. Les populations indigènes et Afro sont les plus pauvres, plus exclues à l'accès aux services sociaux de bonne qualité et du système politique.

Christian Aid a déclaré son attachement au principe ''ne laisser personne derrière'' avec l'ambition d'éradiquer la pauvreté sous toutes ses formes d'ici 2030 et dans une approche du développement fondée sur les droits humains. Toutefois, le suivi des performances en matière d'ethnicité est problématique en Amérique latine et dans les Caraïbes, car il est souvent difficile de trouver des données désagrégées actualisées pour chaque pays[27].

'La discrimination basée sur l'identité empêche les opportunités d'une vie digne, laissant la population de préférence dans un état de pauvreté ou de dépendance.'

Christian Aid

Pour les groupes indigènes, résidant principalement dans les zones rurales éloignées, les problèmes fonciers sont également critiques car la terre est la principale ressource dont dépendent leurs moyens de subsistance. Environ 45% de l'Amazonie, la zone de plus grande diversité ethnique et avec la plus grande proportion de langues indigènes dans la région est protégée par différentes juridictions. Alors que 21,5% des terres sont considérées comme des territoires indigènes, il existe peu de garanties de fait pour ces populations, même dans ces aires protégées[28]. Au Brésil, la société civile a développé le terme ''racisme environnemental'' pour décrire les constructions racistes et les stéréotypes utilisés pour rejeter les droits que les indigènes et les Afro ont à leurs terres.

Guatemala

Le Guatemala est un pays modelé à tous égards par ses niveaux épouvantables d'inégalité. Des niveaux élevés de pauvreté et d'inégalité ont alimenté l'un des conflits armés les plus sanglants de la région, avec des violations des droits de l'homme commises massivement et qui ont touché de manière disproportionnée les communautés indigènes. Il y en a plus de 6 millions au Guatemala (60% de la population du pays), constitués de 22 groupes mayas, les Xinka et les Garifuna[29].

La pauvreté au Guatemala est premièrement vécue dans les zones rurales, avec des estimations à 79% pour la population indigène, loin au-dessus des 46,6% vécus par les autres[30]. Cette situation s'étend aux personnes vivant dans l'extrême pauvreté, qui est passée de 13,3% en 2011 à 23,4% en 2014. 4 personnes sur 10 vivant dans des zones rurales ou appartenant à des groupes indigènes sont dans la pauvreté extrême, seulement 1 sur 10 non-indigènes ou vivant dans les zones urbaines sont dans la pauvreté extrême[31].

Les indicateurs sociaux du Guatemala continuent de refléter le sous-investissement du gouvernement pour son propre peuple. Le Guatemala fait très peu sur de nombreux indicateurs des besoins fondamentaux. Son taux de malnutrition chronique chez les enfants de moins de cinq ans était d'environ 46% en 2014[32] et, bien qu'il ait légèrement progressé depuis 2000, il n'a connu qu'une baisse de 6,3 points de pourcentage en 15 ans.[33] Comme pour le taux de pauvreté, une fois désagrégé par sexe et appartenance ethnique, une image beaucoup plus inquiétante émerge.

Le taux de malnutrition des enfants indigènes est de 61,2%, soit presque le double de celui des enfants non-indigènes qui est de 34,5% [34]. Il y a deux fois plus de possibilités qu'une femme de race indigène meurt en accouchement qu'une femme non indigène. Chez elles, taux d'alphabétisation (âgées de 15 ans et plus) n'est que de 57,6%, soit le taux le plus bas selon l'origine ethnique et le sexe[35]. Le chiffre pour les filles non autochtones est de 83,7% .[36]

Les potagers, transformation de vies

Sandra (à droite) et Ingrid sont sœurs. Sandra était très malade et diagnostiquée de malnutrition chronique dès son jeune âge.

Le partenaire Guatémaltèque de Christian Aid, Bethania, a aidé la mère des filles Irma à créer un potager, où elle cultive des tomates, des radis, des chipilín et des solanacées. Ces légumes apportent les vitamines et minéraux qui manquaient au régime familial et qui sont essentiels à la croissance des enfants.

Bethania a également enseigné à Irma l'hygiène et comment améliorer le régime alimentaire de la famille. Cela a fait une différence significative pour Ingrid, qui à l'âge de quatre ans est presque aussi grande et pèse plus que sa sœur de six ans. Irma attribue cela à la meilleure alimentation disponible pour sa famille.

Christian Aid, Famine et Violence Urbaine au Guatemala, rapport de voyage (document interne), 2014.

Les disparités relatives au sexe au Guatemala en matière d'éducation est également frappant, la plus grande est celle entre garçons et filles ayant achevé l'école primaire en Amérique latine. Comme beaucoup de pays de la région, le Guatemala a progressé vers la réalisation de la couverture universelle de l'enseignement primaire et les statistiques nationales montrent un progrès acceptable. Cependant, les données sur le taux d'achèvement des études primaires pour les filles dans les zones rurales ne sont pas disponibles. Selon un rapport publié par de la Banque mondiale, plus d'un cinquième des filles abandonnaient trop tôt avant d'achever leurs études, et le Guatemala n'a pas pu atteindre son objectif de 100% des enfants ayant terminé leurs études primaires en 2015.[37]

Les décès infantiles causés par la malnutrition au Guatemala restent une question très importante. C'est l'un des cinq pires pays du monde en termes de malnutrition, seulement surpassé par des pays comme l'Afghanistan et le Yémen[38]. En dépit d'une réduction soutenue de la malnutrition de 62% en 1987 à 46,5% en 2014 et 2015,[39], il n'est pas palpable les actions qui sont en train d'être menées pour pallier à ce problème urgent. Au cours des 11 dernières années, Bethania, partenaire de Christian Aid, a travaillé avec les communautés Ch'orti sur la malnutrition infantile.

Brésil

Quand il s'agit de l'inégalité, le Brésil peut réclamer l'honneur douteux d'enregistrer un coefficient de Gini de 0,62 en quelques années, ''presque un record historique et mondial'' [40].

En dépit des progrès, il y a encore des inégalités galopantes au Brésil. La scolarisation et l'amélioration des résultats scolaires des femmes et des filles ont augmenté, à l'exception, dans les communautés indigènes et afro-descendantes, où les filles sont plus susceptibles d'être laissées pour compte et rien de tout cela ne se traduit par de meilleures perspectives de carrière. Il existe encore un écart de rémunération et d'emploi ainsi qu'une ségrégation professionnelle et hiérarchique[41].

L'ethnicité et l'inégalité est un problème qui gagne du terrain au Brésil. La population totale est de 270 millions.[42] Les descendants Afro sont plus de 53.6% de la population, contre 45.5% pour les blancs.[43]

Les Quilombola sont des descendants de peuple Noirs qui se sont émancipés de l'esclavagisme au 19ème siècle et ont construit une vie nouvelle dans la forêt. Parmi les communautés de descendances Afro, ils méritent une attention particulière en raison des taux élevés d'exclusion et de criminalisation dont ils sont victimes.[44] Il y en a plus de 2800 communautés réparties dans tout le Brésil[45], principalement situées dans les zones rurales, représentant environ 1,7 million personnes.[46]

La population des indigènes du Bresil est peu mais divisée. Il y a environ 350 groupes ethniques et 274 langages.[1] Les Tikúna est la plus peuplé des groupes indigènes. Il y a environ 51 000 des Guarani qui vivent dans 7 etats.[2] Selon les estimations, 80 groupes indigènes vivent en marges ou en isolation volontaire.[3].

[1] 'No Brasil, população indígena é de 896,9 mil', Portal Brasil, 2015.
[2] Brazilian Indians, Survival International.
[3] *The Indigenous World 2011*, International Work Group for Indigenous Affairs, 2011.

En se basant sur la réputation progressiste du Brésil ces dernières années, il est pertinent de se demander comment les politiques publiques favorisent l'égalité fondée sur la race. Les communautés Quilombola fournissent une étude de cas utile. Il y a eu des succès indéniables, par exemple l'article 68 de la Constitution du Brésil, qui octroie des droits aux propriétés collectives à ces communautés. Il existe également des programmes gouvernementaux ciblés spécifiques, tels que le Projet Quilombola Brésil. Ce dernier et bien d'autres, de soutiens spéciaux mis en place au niveau de l'État ont fourni de l'eau, de l'électricité, des logements, des services de nutrition et de santé et des services d'éducation. Ces projets étaient attendus depuis longtemps, compte tenu de l'état critique dans lequel vivaient nombreuses communautés. La malnutrition chronique chez les enfants Quilombola a diminué de 38,2% ces dernières années (18,6% en 2012 à 11,5% en 2014) [47], mais la malnutrition reste une grave inégalité.

Au cours de la dernière décennie, le mouvement Quilombola est apparu plus fortement et visiblement que jamais. La garantie constitutionnelle concernant la propriété foncière des Quilombola est unique, car c'est la seule forme de droit à l'habitation collective au Brésil. Plus d'un quart de siècle après les changements constitutionnels, seulement environ 230 communautés Quilombola ont acquis des titres sur leurs terres, [48] représentant juste 8% de ce que l'on estime être plus de 3 000 communautés. Ceci est discuté plus loin au 3ème chapitre.

Parmi les obstacles il y a une agence de régularisation des terres inefficace qui est financée, mais ne parvient pas à dépenser son budget, et la présentation de processus bureaucratiques plus lents et coûteux. Cette inertie a rendu les communautés Quilombolas vulnérables aux pressions du secteur privé et du secteur public. En conséquence, cela a provoqué des conflits locaux, la criminalisation des dirigeants communautaires et des défenseurs des droits de l'homme, et des campagnes diffamatoires contre les communautés Quilombola et indigènes qui aggravent davantage leur exclusion sociale.[49]

L'action politique visant à combattre ce problème a été vraiment inconsistante et mal gérée. En fait, comme nous avons mentionné avant, il y a eu une réduction de budget en 2016 de 56.3% des ressources discrétionnaires pour le Secrétariat brésilien des politiques de Promotion de l'Egalité Raciale. Le partenaire de Christian Aid, INESC, déclare que cette réduction entravera la capacité à coordonner des politiques positives pour promouvoir l'égalité raciale et des actions de développement local pour les groupes Quilombola et d'autres communautés traditionnelles.[50]

Les conflits terriens impliquent également des communautés indigènes. Un rapport de ''Conselho Indigenista Missionário'' (Conseil Missionnaires Indigénistes) en 2014 a souligné que plus de 130 meurtres de populations indigènes ont été signalés, dont beaucoup étaient liés à des conflits terriens dans le but de saper la résistance et d'effrayer les leaders indigènes[51]. Le même rapport a également souligné que 600 territoires étaient revendiqués, par des familles indigènes, mais seulement deux ont été officiellement reconnus par les autorités comme des territoires: Xeta Herarekã, à Paraná, et Xakriabá, à Minas Gerais. Cependant, aucun d'entre eux n'a été officiellement remis aux familles[52].

Femmes ''Quilombolas'' et marchés institutionnels

L'incapacité de commercialiser des produits ou d'accéder à des programmes de marché institutionnel constitue des problèmes particuliers rencontrés par les femmes Quilombola. Ceci est en partie dû au fait que la documentation officielle requise est attribuée uniquement à leurs maris, bien que l'accès à l'éducation et la responsabilité pour les soins et le travail domestique soient également des problèmes.

Le partenaire de Christian Aid CPI (Commission Pro-Indien de São Paulo) a travaillé avec une communauté dans la région éloignée d'Oriximiná, dans le nord de l'Amazonie brésilienne, créant les conditions pour que ces femmes se sentent fortes et prêtes à demander aux fonctionnaires gouvernementaux la mise en œuvre des programmes de marché institutionnel dans leurs communautés.

En 2016, 30 femmes ont obtenu des licences leur permettant de commercialiser officiellement leurs produits sur les marchés réguliers et institutionnels. Cela leur permet d'émettre des factures et de vendre leurs produits à des programmes gouvernementaux tels que le programme national de repas scolaires et le programme national d'approvisionnement alimentaire.

CPI-SP, 'Mulheres Quilombolas de Oriximiná comemoram a emissão da DAP', www.cpisp.org.br/html/atuacao.html

La force de l'opposition au progrès de l'inégalité de la propriété foncière, en particulier dans le cas des minorités ethniques, ne peut être sous-estimée. Elle est forte, bien organisée et accompagnée de violence quand c'est nécessaire. Cette situation instable met en évidence ''deux des plus anciennes plaies nationales: l'accès à la terre et au racisme'' [53]. La lutte inégale des travailleurs ruraux, des paysans sans terre, des Quilombolas et des peuples indigènes contre les puissantes élites agraires et commerciales ne montre aucun signe de faiblesse.

Bolivie

L'inégalité politique est un autre champ capital en Amérique latine et dans les Caraïbes. Historiquement, le racisme et la discrimination ont exclu les peuples autochtones et les Afro de la prise de décision. Cette situation est sur le point de changer à certains endroits de la région, alors que les mouvements indigènes et Afro émergent en tant qu'acteurs politiques clés.

Le changement a été rapide, et depuis l'élection d'Evo Morales en 2005, le gouvernement a commencé à mettre en œuvre un projet ambitieux de réformes visant à consacrer les droits politiques, sociaux et économiques des communautés indigènes et descendants-Afro. Evo Morales a reçu un soutien majoritaire considérable de la part des indigènes du pays (et de la petite population afro), avec un mandat clair pour renverser les inégalités historiques rencontrées par la majorité qui est marginalisée en Bolivie. Mais le gouvernement a dû faire face à une opposition politique féroce pour s'attaquer aux inégalités structurelles dès le départ[54].

Alors que la nouvelle constitution reconnaît les 36 groupes autochtones dans le pays et vise à garantir de nombreux droits pour ces communautés, le processus de réforme de Morales a été assailli par problèmes, non seulement dus à l'opposition politique, mais aussi à la taille et l'ambition du projet. Cependant, il y a eu quelques changements, particulièrement en ce qui concerne la participation politique des groupes indigènes.

En dépit des progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté, de 63,1% en 2004 à 39,3% en 2014, et en réduisant l'extrême pauvreté dans les zones rurales de 65,6% (2005) à 36% (2014)[55], des inégalités dramatiques persistent. La discrimination socioéconomique continue à affecter les populations autochtones, en particulier les femmes et les personnes vivant dans les zones rurales[56].

La Bolivie demeure une société profondément conflictuelle, avec de mouvements de protestation fréquents. Les conflits surgissent à la fois des conflits du gouvernement avec les élites, qui résistent aux réformes structurelles qui pourraient remettre en cause leur pouvoir politique et économique, et des affrontements entre Morales et les groupes souvent considérés comme ses principaux soutiens. Cela a été récemment illustré par le projet routier controversé connu sous le nom de TIPNIS (voir encadré).

L'expansion des industries d'extraction fait également le point sur certaines des contradictions majeures du discours de l'administration du Président Evo Morales sur les droits indigènes et environnementaux de la terre mère. Sous Morales, les opérations d'hydrocarbures ont été considérablement développées dans le nord du bassin amazonien.[57] Bien que la propriété des entreprises extractives ait bien changé , compte tenu de la participation accrue de l'État et de sa participation dans le secteur ,les implications environnementales et sociales demeurent les mêmes. L'expansion des hydrocarbures a également générée des tensions importantes entre les groupes indigènes et les autorités, et il est fort possible que les conflits sur l'utilisation des terres continuent.

Amazonie en danger

En octobre 2011, le président Bolivien a fait un retour spectaculaire sur la construction d'un projet routier en Amazonie qui avait déclenché des protestations de la part des populations indigènes.
La construction de la route a été bloquée en 2011, quand les organisations indigènes se sont engagées dans une marche astreignant de deux mois, 425 km (264 miles) de marche de protestation depuis le bassin d'Amazonie aux sommets des Andes et au siège du gouvernement de la Bolivie à La Paz. La marche, qui a attiré des milliers de partisans urbains et l'attention des médias mondiaux, a forcé le gouvernement à mettre le projet en attente.

Cependant, plus de quatre années de conflits politiques sporadiques ont éclaté en juin 2015, quand le président Evo Morales a annoncé son intention de reprendre la construction d'une autoroute controversée qui passerait directement à travers un parc national et une réserve indigène protégée connue sous le nom de territoire indigène sécurisé d'Isiboro et le parc national (TIPNIS).

Le Président de la Bolivie, Morales, veut faire avancer l'autoroute controversée de TIPNIS ', Mongabay , 2015.

République Dominicaine

Malgré le partage de l'île d'Hispaniola, il existe des contrastes marqués entre Haïti et la République Dominicaine. Haïti a été le premier État indépendant des Caraïbes et la première république dirigée par les Noirs, tandis qu'au XVe siècle, la République dominicaine est devenue la première colonie permanente d'Européens dans les Amériques. Dans les dernières décennies, le développement économique et social inégal entre les deux pays a incité un flux constant d'Haïtiens à émigrer vers la République dominicaine, espérant que ce pays relativement plus riche leur offrira des opportunités économiques non disponibles dans le leur pays.

En dépit, leur contribution à l'économie dominicaine en pleine croissance, les immigrants haïtiens et leurs descendants représentent les plus pauvres des pauvres. Ils sont traités inégalement, souffrent de racisme et de discrimination généralisés en raison de leur pays d'origine et de la couleur de leur peau.

Bien que l'objectif 16 des ODD (paix, justice et institutions fortes) soit de fournir une identité légale pour tous, y compris l'enregistrement des naissances d'ici 2030, des milliers de Dominicains d'origine haïtienne (Haïtiano-Dominicains) vivent sans la reconnaissance de leur nationalité dominicaine et n'ont pas accès aux services sociaux basés sur leur manque perçu ou réel de statut légal dans le pays.

Même s'ils apportent une contribution importante à l'économie dominicaine et restent une source essentielle de main-d'œuvre pour de nombreux employeurs, comme dans l'agriculture, la construction et le service domestique, les migrants illégaux haïtiens et Haïtiano-Dominicains sont souvent maltraités par les employeurs en raison de mande de documentation juridique.

Les modèles migratoires historiques ont amené un bon nombre de migrants et de leurs descendants vivant dans des bateys (communautés temporaires de travailleurs des plantations de sucre à l'origine). Comme l'industrie du sucre est refusée par certains, ces communautés sont restées, avec des niveaux de chômage en augmentation. Les conditions de vie dans les bateys sont visiblement mauvaises et peuvent seulement être décrites comme sombres. Plus récemment, les migrants haïtiens et leurs descendants se sont également concentrés dans les quartiers urbains plus pauvres.

Le 23 septembre 2013, la Cour constitutionnelle de la République dominicaine a rendu une décision qui révoqua la citoyenneté des enfants de migrants non autorisés nés en République Dominicaine depuis 1929, les considérant comme ''en transit'' et donc inéligibles à la citoyenneté. Le gouvernement a proposé un plan de naturalisation auquel certains pourraient postuler[58].

Pour les Dominicains de souche haïtienne, les voies menant à la reconnaissance de leur citoyenneté ou de leur naturalisation restent extrêmement difficiles en raison du manque de documentation et de coût requis, et même autres raisons.

Des milliers autres sont encore dans un vide juridique, malgré le discours du gouvernement dominicain, il y a que des effets contraires. Le soutien public et l'action politique visant à assurer le rétablissement de la pleine citoyenneté pour les enfants d'origine dominicaine des migrants haïtiens ont diminué. Pour les travailleurs migrants haïtiens, la situation reste également incertaine avec le risque d'un rapatriement forcé ou ''volontaire'' de la République Dominicaine.

Intersection des inégalités en République dominicaine

La situation des femmes dominicaines de souche haïtiennes est pire que celle des hommes. Les femmes pauvres, non-éduquées et de couleurs noires, vivant souvent dans les zones rurales, font l'objet d'une discrimination et d'une marginalisation accrues en raison de la manière dont ces différentes inégalités se recoupent et ont un impact dans leur vie.

Souvent, ces femmes développent des relations avec les hommes pour établir une figure masculine dans leur vie qui peut les protéger de la persécution locale et les aider à obtenir leurs papiers d'identité officielle en République dominicaine.

La persécution contre ces femmes peut avoir différentes facettes. Certaines qui vivent seules ont été obligées de quitter leur communauté pour aller en Haïti, un pays dont ils ne connaissaient pas grand-chose, sauf que leurs grands-parents venaient de ce pays.

Dans les bateys (anciennes plantations de canne à sucre), où vivent beaucoup d'enfants, 43% des enfants qui sont en dessous de 5 ans n'ont pas d'acte de naissance et 35% qui ont plus de 16 ans n'ont pas de pièces d'identité[1] ce qui les empêche d'accéder à l'université, à ouvrir un compte bancaire et autres activités civiles.

[1] Encuesta Sociodemográfica y sobre VIH/SIDA en los Bateyes Estatales de la República Dominicana 2013, USAID, 2015.

Dans les deux pays, l'accès aux documents d'identité est un problème critique, et il manque une volonté politique claire pour le résoudre. Du côté dominicain, des décennies d'objections systémiques constituent la principale opposition à l'obtention de documents de nationalité dominicaine. En Haïti, la négligence de la plupart des droits humains, la faiblesse et l'incapacité du gouvernement pendant des décennies sont principalement à blâmer.

Cependant, l'effet est le même dans les deux pays: des milliers de personnes n'ont pas de documents d'identité haïtiens ou dominicains nécessaires à l'exercice des droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques fondamentaux. Du même coup, le refus des deux pays d'élaborer une politique migratoire conjointement acceptée et mutuellement détenue a compromis la vie et les moyens de subsistance de centaines de milliers de personnes, qui ont très peu accès à des recours légaux.

Christian Aid, en collaboration avec des partenaires locaux tels que le Service Jésuite des réfugiés et des migrants et le Mouvement des femmes haïtiano-dominicaines, a mené une campagne pendant de nombreuses années pour protéger et défendre les droits des migrants haïtiens et de leurs descendants.

En 2016, Christian Aid, de concert avec l'Eglise Épiscopale Dominicaine, World Vision, Norwegian Church Aid et Centro Bonó, a organisé la première conférence œcuménique sur les migrations dans la région, avec 25 représentants de pays comme la République Dominicaine, Haïti, Cuba, Porto Rico, États-Unis, Panama, Costa Rica et Guatemala. L'objectif premier était de collaborer à la construction d'une culture de la paix dans les sociétés des Caraïbes et de promouvoir une culture de la migration fondée sur les droits, la solidarité et la foi. Cette conférence a permis aux participants de voir comment améliorer l'action pastorale envers les migrants du point de vue des droits et de la perspective de la foi chrétienne.[59]

Quoiqu'il en soit, le pays est encore loin de mettre en application les réformes nécessaires et d'attaquer véritablement à la discrimination et aux inégalités généralisées qui persistent en République Dominicaine. Les violations des droits de l'homme subies par les immigrés haïtiens et les Haïtiano-Dominicains semblent passer à côté et peu remarquées sur cette île, une destination touristique de premier choix pour les Européens. La situation abyssale mérite davantage d'attention de la part de la communauté internationale qu'auparavant.

Conclusion

La discrimination raciale et ethnique est clairement une question présente dans la région, menant à des actions racistes. Les inégalités entre groupes ethniques prévalent. Les fossés sont importants et ils existent des preuves qu'ils augmentent dans certains cas. La région devrait être très préoccupée par le fait que, bien que les progrès aient été modérément positifs au cours de la dernière décennie, les groupes indigènes et descendants-Afro sont laissés de côté. Le manque de données fiables, cohérentes et désagrégées empire la situation, rendant plus difficile l'évaluation et la résolution de ce problème.

La question de la propriété reste encore entière. Cela touche de manière générale les groupes indigènes et afro. Il y a une forte lutte inégale entre les élites politiques et économiques blanches privilégiées et les populations pauvres, isolées, indigènes ou afro-descendantes, souvent considérées comme ''inférieures'' et comme une classe paysanne marginalisée. Dans l'ensemble, les inégalités ethniques et la discrimination raciale qui prévalent dans la région sont loin d'être suffisamment reconnues officiellement. Il existe peu de politiques publiques spécifiquement visant à résoudre ces problèmes et à corriger les déséquilibres en faveur des groupes et territoires défavorisés.

2. Inégalité, gouvernance et pouvoir

Ci-dessus: Des enfants indigènes et descendants-Afro à l'événement marquant l'extension de "l'espace humanitaire" à Buenaventura pour inclure le port communautaire de Punta Icaco. Ils brandissent un signe qui se traduit par "Que l'on oublie pas", se référant à l'histoire des violations des droits de l'homme

L'inégalité ne concerne pas seulement la mauvaise distribution des revenus, mais surtout la question de savoir qui contrôle le pouvoir. L'utilisation d'indicateurs macro-économiques pour mesurer l'inégalité est insuffisante, car elle ne tient pas compte de cela. L'abus de pouvoir a conduit à de grands scandales de corruption au Brésil, au Honduras et au Guatemala, déclenchant des protestations généralisées. Et pourtant, au lieu de les réformer, ils ont conduit à la répression et à la réduction de l'espace de la société civile. Ceci fournit un avertissement sévère à propos de l'augmentation du populisme ou du soutien croissant aux leaders moins démocratiques d'Amérique latine et des Caraïbes. À moins de mener des réformes, il est probable que l'électorat de la région votera non seulement pour un comédien comme Jimmy Morales (au Guatemala), soit pour reporter le vote, comme en Haïti, mais plus inquiétant pour des candidats au pouvoir comme Donald Trump aux États-Unis ou Rodrigo Duterte aux Philippines. Cela suggère que la région a beaucoup de travail à faire pour remplir le point 19 de l'ODD: ''Promouvoir des sociétés pacifiques et inclusives pour un développement durable, assurer l'accès à la justice pour tous et bâtir des institutions efficaces et responsables à tous les niveaux''[60].

Les sociétés créent des institutions puissantes, des gouvernements locaux et nationaux, le secteur privé et les agences intergouvernementales. Ces institutions ont la capacité de répondre aux besoins des citoyens, mais peuvent également devenir irresponsables, au détriment des groupes vulnérables et marginalisés. Si la pauvreté doit prendre fin, les voix des personnes vulnérables et marginalisées doivent être entendues et les institutions doivent être tenues pour responsables par tous les citoyens sur une base égalitaire.

'La société civile défie les formes de leadership établies mais n'a pas encore inventé de nouvelles formes. Bien que les Latino-Américains aient peu d'appétit pour les dictateurs du passé, de nouveaux types de politiques anti-démocratiques pourraient émerger. À moins que les politiciens élus n'offrent des réponses à la criminalité, à la croissance faible, à l'inégalité et à la corruption, les dirigeants moins démocratiques peuvent leur en fournir d'autres en échange.'

Marta Lagos, PDG de Latinobarómetro.

Chacun a le droit d'exercer son pouvoir pour modeler son avenir et prendre part à la prise de décisions clés affectant sa vie, sans tenir de sa richesse, de son statut, de son sexe ou de son identité sexuelle ou ethnique et raciale.

S'il est vrai que l'argent achète le pouvoir, en Amérique latine et dans les Caraïbes, des structures de pouvoir inégales préexistantes donnent lieu à des résultats socio-économiques très inégaux. Le rôle et l'influence de l'élite, à la fois économique et politique, ont pendant des siècles exacerbés un déséquilibre dans les structures de gouvernance, ce qui a conduit à une inégalité accrue et à un conflit social plus important. Cela a été aggravé par l'influence croissante des entreprises multinationales sur les gouvernements de la région et leurs effets sur la prise de décision dans ces pays. Haïti, le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental, est entre les mains d'un gouvernement provisoire depuis février 2016, quand les manifestants et l'opposition ont imposé un report après que le candidat de l'opposition Jude Célestin a dénoncé une fraude et refusé de participer au second tour. Des élections ont finalement eu lieu, mais plus d'une demi-année plus tard, contrairement à la prevision.[61]
Dans le rapport précédent, nous avons analysé l'influence des élites et, plus spécifiquement, la relation sur la réforme agraire dans le cadre des règlements politiques.[62] Le document occasionnel de Christian Aid sur les règlements politiques a observé que ''les puissantes élites locales et nationales pratiquent ''la politique de l'autruche'' lors des discussions sur le développement international. Ils sont toujours en position et, par définition, ont le pouvoir de bafouer, de coopter, de contrecarrer ou même d'inverser les réformes de bonne gouvernance et les changements institutionnels favorisant le développement.'' [63]

Le droit à la propriété

La propriété foncière est un autre secteur clé responsable de l'inégalité structurelle enracinée dans la région. L'accent mis sur l'agro-industrie orientée vers l'exportation et les industries d'extraction a conduit à une ré-concentration de la propriété foncière durant les 10 dernières années dans une région où la richesse et la propriété foncière ont été des sujets d'importance majeurs pendant des décennies.

Les élites (avec une bonne connexion aux corporations multinationales) bénéficient grandement de la situation, pas seulement parce que la propriété est concentrée entre les mains d'un petit groupe (avec prédominance masculine de race blanche) d'individus et d'hommes d'affaires, mais aussi parce que le système fiscal leur est profitable.

De plus, des démarches ont été tentées en vue d'améliorer la situation, mais à la réforme agraire bénéfique à la classe rurale défavorisée a rencontré une violente opposition.

Christian Aid Ireland a fait la lumière sur les déséquilibres de pouvoir liés à la terre et a mentionné: "Les déséquilibres de pouvoir sur la terre peuvent perpétuer l'inégalité entre les sexes. Dans de nombreux pays, l'accès et les droits terriens sont basés sur des systèmes hiérarchiques, patriarcaux et divisionnistes dans lesquels les pauvres, les moins éduqués et la majorité des femmes ne sont pas accès à la sécurité foncière[64].

Beaucoup de ces problèmes affectent gravement les populations indigènes et les descendants Afro. Quant aux groupes indigènes, qui habitent principalement dans les zones rurales, le problème foncier est critique car la terre est leur unique ressources stratégique sur lesquels foyers se reposent.

L'expansion de l'agro-industrie, les industries d'extraction, le tourisme, les industries pétrolières et autres ne fait au mieux pas l'objet d'une surveillance active, au pire activement, même si cette activité est directement préjudiciable aux communautés ethniques pauvres.

Cette expansion de territoriale rapide est une caractéristique de beaucoup de pays où Christian Aid travaille (Bolivie, Colombie, Brésil et de plus en plus en Amérique centrale, en particulier au Honduras, au Guatemala et au Nicaragua).

Les gouvernements ont échoué généralement à protéger ces communautés contre les menaces et les dommages, et la question de la concentration des terres est une question qui a été mal abordée dans la région.

Le Brésil: la plus grande concentration terrienne au monde

Au cours des anciens gouvernements, Lula et de Dilma, il y a eu une certaine expansion des programmes de distribution des terres rurales et augmenté le nombre d'enregistrements de petites et moyennes exploitations rurales, l'ensemble de la zone est encore minuscule.

Au verso

Suite de la page 24

En fait, le Brésil qui est déjà le pays où la concentration de terres est la plus forte au monde, il y a eu une augmentation de la concentration des biens entre les mains de grands propriétaires fonciers nationaux et internationaux au cours de la dernière décennie. Les grands propriétaires terriens utilisent maintenant leurs capitaux et la technologie plus intensivement, ce qui leur permet de gagner rapidement des parts sur les marchés externes et de concentrer davantage leur domination. Il y a un énorme potentiel d'impôts fonciers pour améliorer l'égalité si elle est faite correctement. Les 5 000 familles les plus riches possèdent des biens qui représentent environ 40% du PIB du pays, mais les impôts fonciers continuent d'être négligés en tant que source directe de recettes fiscales. Actuellement, l'impôt foncier principal contrôlé par le gouvernement fédéral est l'impôt foncier rural. Sa contribution à la perception à la fiscalité est dérisoire et représente 0,06% du recouvrement de l'impôt en 2008.[65]

Le régime foncier comme obstacle au développement en Haïti

Haïti est un exemple typique où les droits de la propriété et le régime foncier font opposition à la croissance et à la réduction des inégalités. La terre est concentrée entre les mains de quelques-uns. En outre, un système informel de droits fonciers combiné à un système juridique complexe et archaïque constitue un sérieux blocage au développement. Le Fonds monétaire international note qu'un système clair qui délimite exactement chaque parcelle de terre et qui établit clairement la propriété permettrait d'utiliser la terre comme garantie et de réduire les conflits coûteux et longs sur les droits fonciers[66]. De plus, un système clair et transparent de la propriété foncière définirait également les paramètres d'une taxation plus juste des terres et des biens.

La propriété, au cœur des conflits en Colombie

Les conflits armés interne à la Colombie tournent autour des intérêts économiques et terriens. ABColombia, partenaire de la Christian Aid a publié un rapport récent ou il mentionne qu'en Mai 2016,7 millions de personnes ont été déplacées de force.[67]

On espère que, finalement, l'accord de paix révisé, approuvé par la chambre du Sénat et le Congrès[68], mettra fin à la grave violence qui conduit à la perte de leurs terres et de leurs foyers. A titre d'exemple, ABColombia mentionne que dans deux mois au cours de la première moitié de l'année 2016, plus de 6 000 personnes ont fui leurs maisons à Chocó (l'un des 32 départements de la Colombie).

Ils fuyaient les luttes armées, alors que les groupes se disputaient le contrôle du territoire. De nombreux propriétaires qui avaient obtenu leurs terres à la suite du déplacement forcé de paysans par des groupes paramilitaires de droite figuraient parmi ceux qui avaient voté ''Non'' au référendum sur l'accord de paix colombien.

De plus, il y a toujours un besoin de soutien pour ceux qui ont réussi à recouvré leurs terres. En vertu de la loi 1448, qui reconnaît la propriété foncière et le droit des victimes à recouvrer leurs terres, les communautés peuvent s'embarquer dans le processus de restitution des terres. Cependant, ABColombia a également noté que les paysans et les groupes ethniques qui récupèrent des terres en vertu de cette loi font état d'un manque de soutien de l'État sur long terme.[69]

Mégaprojets

L'avancement des soi-disant mégaprojets (grands projets miniers ou d'infrastructure) est un autre exemple de déséquilibre des pouvoirs dans ce cas, le pouvoir des entreprises multinationales sur les communautés et le contrôle de leurs terres et moyens de subsistance. Cette question préoccupe de plus en plus les communautés (principalement les populations indigènes ou afro) dans toute de la région. Des projets miniers d'extraction extensifs, des barrages hydroélectriques pour la production du courant électrique ou des liaisons de transport à grande échelle, telles que des autoroutes ou le canal proposé pour le Nicaragua, menacent les communautés de la région. Cette question est intimement liée aux droits fonciers, mais elle va au-delà pour menacer le développement durable, l'environnement local et les droits humains.

L'application d'incitations fiscales à des accords sur des mégaprojets avec des sociétés internationales signifie que les recettes fiscales pour le pays sont souvent perçues.

Les mégaprojets sont vus par beaucoup comme étant une menace pour la justice sociale en Amérique latine. En proposant de grands projets de production énergétique, de transport ou d'exploitation minière, ils s'appuient également sur la déréglementation, la concentration de la richesse et des politiques fiscales injustes pour leur succès, l'inégalité croissante et, dans certains domaines, la violence et le sexisme.

La législation et le contrôle des terres, ainsi que l'absence ou l'insuffisance des consultations locales et même la criminalisation des manifestants sont de plus en plus utilisés par les gouvernements pour faire avancer les mégaprojets. *(Au verso)*

Suite de la page 25

Ceci en dépit de l'adhésion de nombreux gouvernements à la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT C169) sur les droits des peuples indigènes et tribaux. En octobre 2015, 12 organisations de femmes (dont le partenaire colombien de Peace Aid, Peace Brigades International) ont présenté un rapport sur la violence faite à des femmes défenseures des droits environnementaux à la Commission interaméricaine des droits humains. Ils ont présenté des cas documentés d'abus et d'action au niveau régional. Les partenaires de Christian Aid tels que le Mouvement des personnes touchées par les barrages au Brésil se sont engagés dans la sensibilisation et la lutte contre les menaces à la terre, à l'environnement et aux droits de l'homme.

Au Brésil, en Avril 2016, environ 160 hommes et femmes de Quilombola ont voyagé deux jours de leur communauté à Oriximiná, dans la forêt d'Amazonie jusqu'à la ville de Santarém pour protester contre le retard dans la réception des titres de propriétés, sous couvert constitutionnel. Les Quilombolas ont rapporté que les procédures avaient commencé il y a plus de 10 ans et étaient paralysées. Cette situation rend cette population plus vulnérable à l'avancement de l'exploitation minière sur leurs terres.

''Pour autoriser l'exploitation minière et l'exploitation forestière, le gouvernement n'a aucun problème à signer, mais quand il s'agit d'accorder des titres à la terre Quilombola, le gouvernement semble ne pas avoir cette même volonté. Nous voulons que notre terre soit titrée. Je suis ici ensemble avec tous les Quilombolas pour dire "Propriété Maintenant! "',déclare Aluízio Silverio dos Santos,chef des Quilombola.

Il y a environ 10 000 Quilombolas à Oriximiná, qui ont le droit à la propriété été obtenu en 1988 dans la Constitution brésilienne et sont définis par le C169 l'OIT. En dépit de tout, les Quilombolas ont du mal à obtenir leur propriété et à protéger leurs forêts. Cependant, l'exploitation forestière et l'extraction de la bauxite ont été autorisées, ce qui menace les Quilombolas et les familles riveraines dans ces zones.

Suite à une visite dans les zones touchées par le partenaire de Christian Aid CPI, la ''Special apporteur'' sur les droits des peuples indigènes a souligné la situation des Quilombolas au Brésil dans son rapport en 2016 que ''Plusieurs mégaprojets ont des implications sérieuses pour les droits des peuples indigènes.'' Parmi ceux-ci figurent des projets pour lesquels aucune consultation préalable n'a eu lieu avec des peuples indigènes ou d'autres groupes minoritaires, tels que le Quilombola à Oriximiná, à Pará'' [70].

Le partenaire de Christian Aid MAB travaille également au Brésil avec des femmes touchées par des barrages, soutenant leur capacité à influencer la communauté et les autorités locales pour leurs droits. Touchées par ces projets d'infrastructure, elles signalent que les changements dans la communauté ont lieu avant même qu'un projet ne soit lancé.

En raison des nouveaux barrages qui allaient être construits, les gens ont eu peur d'investir dans leur production agricole et de tout perdre avec le barrage. Certaines personnes commencent déjà à vendre leurs terres. ''Je ne veux pas partir.'' Lance Josefina Maria das Graças Oliveira, retraitée, résidente de 50 ans de la communauté Pimental, menacée par la construction d'un barrage hydroélectrique.

L'ICEFI déclare que les problèmes liés à l'exploitation minière au Guatemala provoquent des conflits sociaux et environnementaux dans les communautés rurales proches des mines.[71]

Le déplacement, la contamination de la terre, de l'aire, de l'eau des sources, l'augmentation des rapports de violations des droits de l'homme, le manque de consultation et de transparence autour des accords et des profits contribuent tous au conflit sur de tels projets. Au Guatemala, les sociétés minières étrangères ont régulièrement des accords avec le gouvernement, ce qui signifie qu'elles ne paient que très peu ou pas de taxe sur l'exploitation ou d'autres taxes, générant peu de revenus à réinvestir dans des projets de développement.

"ICEFI'' souligne la nécessité d'un débat public accru sur les coûts et les avantages de l'exploitation minière en tant qu'option de développement. Cette déclaration est vraie pour les mégaprojets dans l'ensemble de l'Amérique latine et des Caraïbes. Leurs coûts en termes sociaux et environnementaux, en particulier pour les communautés indigènes et descendantes, ne peuvent être sous-estimés.

Les résultats de sondage d'opinion publié par Latinobarómetro 2016, permet d'approfondir les perceptions régionales de ce problème de gouvernance, de pouvoir et d'inégalité[72]. La proportion de Latino-Américains qui pensent que les élites gouvernent dans leur propre intérêt est en moyenne 73%, le plus haut niveau en 12 ans. Pour la première fois, la part des personnes qui disent que leur pays recule est plus grande que celle des personnes qui pensent qu'elles progressent.[73]

Dans les pays sous la direction des dirigeants politiques bouffons, il y a beaucoup plus de répressions et le soutien à la démocratie a diminué. Dans un retournement choquant, mais compréhensible, de 2015 à 2016, le soutien à la démocratie au Brésil a chuté de 22%, à seulement 32%, et est extrêmement lié à la lutte actuelle contre la corruption et la crise politique. Dans trois des quatre pays d'Amérique centrale où travaille le Christian Aid, le Salvador, le Guatemala et le Nicaragua, c'est le plus bas niveau depuis 10 ans.[74]

Les Guatémaltèques ont élu un comédien comme président comme réponse à la situation. Jimmy Morales n'avait pas de passé politique. Il a fait de l'anti-corruption son fer de lance lors de la campagne, à un moment où les scandales de corruption, en particulier l'affaire de corruption de La Línea, ont conduit à la démission du vice-président et du président. La Línea (The Line) fait référence à un réseau de fraude douanière qui a réduit les taxes imposées aux importateurs en échange de pots-de-vin financiers. Les preuves de l'écoute électronique semblent indiquer que le président et le vice-président ont supervisé les opérations du réseau.[75] Les procureurs déclarent que des millions de dollars ont été payés sous forme de pots-de-vin.

Tenant compte de l'élection de Donald Trump aux États-Unis en novembre 2016, on pourrait soutenir que les réactions à l'égard de ''l'élite politique'' dans la région reflètent une tendance mondiale. Bien que l'e sondage Latinobarómetro montre que 54% des répondants croient toujours que la démocratie est meilleure que les autre systèmes, cela représente une chute de deux points comparativement à 2015.[76]. Les événements régionaux soulignent les frustrations croissantes du public face à l'absence de réformes peuvent amener à soutenir tactiquement les ''dirigeants moins démocratiques''. Ils peuvent dire que la démocratie est meilleure, mais comme elle ne peut pas résoudre les problèmes, essayons autre chose. La société civile dans toute la région focalise son indignation sur les politiciens et les institutions corrompus à travers des manifestations massives, par exemple au Brésil, au Guatemala et au Honduras.

Dans certains cas, tels qu'au Guatemala, les protestations de rue ont conduit à des changements politiques de haut niveau. Cependant, les manifestations sont souvent répondues par une réponse violente de l'État, ce qui indique généralement à la réduction de l'espace de la société civile. Au cours des dernières années, en se capitalisant sur son rôle en accueillant deux grands événements sportifs mondiaux, la Coupe du monde de football 2016 et les Jeux olympiques de 2016, le Brésil a connu une augmentation des manifestations de rue. Initialement, cela était dû à l'indignation du public contre la corruption, la médiocrité des services publics, l'augmentation du taux de criminalité, les des dépenses publiques énormes (supposées) pour ces événements. Progressivement, les protestations sont devenues une opposition farouche contre le système politique établi à mesure qu'un nombre croissant de scandales de corruption ont été révélés. Les organisations de défense des droits de l'homme ont exprimé leurs préoccupations face à la criminalisation de la contestation sociale et au ciblage de la société civile et des mouvements sociaux.[77]

En Bolivie et au Brésil, la corruption occupe la première ou la deuxième place parmi les préoccupations des populations, et dans la région, les deux cinquièmes des personnes pensent que la corruption augmente. Il sera important de surveiller si et / ou comment ces pays démontrent une volonté politique de ''réduire sensiblement la corruption et la corruption sous toutes leurs formes'', comme déclaré dans l'ODD 16 (Target 16.5).

Inégalité et participation politique en Bolivie

En Haut: Blanca Pia Poma Coronel (à gauche), Conseillère locale auprès du gouvernement dans sa municipalité à Laja.

La participation politique des femmes et des populations indigènes reste un défi dans la région. En Bolivie, les lois sur les quotas et la parité entre les sexes peuvent réussir à faire élire des femmes, mais une fois au parlement, les femmes sont poussées à voter selon leur parti, les empêchant de contester le statu quo et limitant leur potentiel à promouvoir les ''intérêts des femmes'' et faire progresser le plan d'égalité des sexes. Des cas d'harcèlement et d'humiliation publique ont été signalés contre de femmes élues pour les forcer à démissionner afin que le candidat alternatif, habituellement un homme, prenne le poste[78].

Certes, il existe des domaines importants de progrès politique pour les groupes autochtones et d'ascendance africaine, et des signes d'une tendance nationale en matière d'améliorations socio-économiques apparaissent.

Le 11 octobre 2016, Journée nationale de la femme bolivienne, le gouvernement a adopté une loi visant à: ''Mettre en place des mécanismes pour prévenir, poursuivre et sanctionner les cas de harcèlement politique et / ou de violence contre les femmes, afin de garantir leurs droits politiques.

L'introduction de ces lois sur les quotas depuis 1997 a entraîné une plus grande présence des femmes dans les scrutins, les femmes qui occupent 47% des postes dans les conseils municipaux en Bolivie.

Toutefois, il y a de nombreux défis dans la mise en application de cette loi. Cela n'inclut pas la protection des femmes qui participent aux organisations de la société civile et beaucoup de fonctionnaires ne sont pas au courant de cette loi ou de ce qu'elle implique. De plus, le harceleur devient parfois le juge, et les femmes qui souhaitent signaler un cas d'harcèlement ou de violence contre eux, doivent d'abord démissionner.

Bien que progressiste, cette loi n'affecte pas les rôles traditionnels des hommes et des femmes dans la société et ne contribue donc pas à éliminer les obstacles à la participation des femmes. Souvent, les femmes ne sont pas perçues comme meilleur choix de leadership car elles ont un double fardeau de travail. La responsabilité des tâches domicile leur incombe, mais accomplissent également des tâches productives; leur laissant peu de temps pour la participation politique.

Malgré l'amélioration des niveaux d'éducation en Bolivie, les femmes des zones rurales ont encore du mal à atteindre des niveaux d'éducation comparativement aux hommes. Dans certains cas, ils ne savent ni lire ni écrire aussi facilement l'espagnol et ils n'ont pas le même accès aux réunions où les hommes apprennent les lois et les politiques de l'État. En outre, les hommes sont souvent considérés comme les chefs de famille parce que ce sont eux qui peuvent posséder la terre; cela signifie que ce sera habituellement le mari ou le fils aîné qui sera invité à représenter la famille.

La diminution de l'espace de la société civile: les organisations de la société civile menaces

La diminution de l'espace de la société civile est une tendance observée générale dans des pays comme les Philippines, la République démocratique du Congo et les États-Unis, entre autres. Cependant, elle affecte de manière disproportionnée l'Amérique latine et les Caraïbes, comme l'illustrent les conclusions du ''Civicus'' 'Civil Society Watch Report 2016.[80]

Le rapport documente sur de graves violations des libertés d'association, d'expression et de réunion pacifique dans 109 pays en 2015, dont 14 en Amérique latine. Des pays commet El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, la Bolivie, le Brésil et la Colombie en font partie.

Oxfam fait retentir ce sentiment dans son rapport intitulé ''Les risques de la défense des droits de l'homme'', qui documente l'augmentation des attaques contre les militants des droits de l'homme dans la région. Oxfam croit que cela ''est lié à un modèle économique qui crée une inégalité extrême et bafoue les droits fondamentaux des personnes. Parmi les autres facteurs clés, citons l'accaparement des institutions étatiques par des groupes puissants et la faible attention accordée par les gouvernements à leurs obligations de respecter, de protéger et de promouvoir les droits de l'homme[81].

La Bolivie faite à une sérieuse bataille

Le président indigène de la Bolivie, Evo Morales, a été élu en 2005. Avec un grand soutien populaire et une majorité au gouvernement, il a été en mesure de faire passer des réformes transformationnelles à des reformes politiques, économiques et sociales. Cependant, au cours des dernières années, les médias indépendants, les ONG nationales et internationales qui remettent en question le gouvernement ont été accusés par le gouvernement de poursuivre des programmes de libre-marché dirigés par des étrangers pour passer outre les intérêts de l'État. Les mouvements sociaux, en particulier ceux de la région amazonienne, ont été délégitimés par des accusations constantes et des entités parallèles soutenues et établis par l'État.

''Civicus Civil Society Watch Report'' raporte que l'nnée 2015 a été une année lugurbre pour la société civile dans le monde. Les collègues de Civicus ont enregisté des menaces sérieuses à une ou plusieurs formes de libertés civiques dans plus de 100 pays. En particulier pour les activistes qui osent défier les élites économiques et politiques, l'environnement dans lequel évolue la société civile n'a cessé de se détériorer. Certains des activistes les plus braves et inspirants, du Brésil, de Colombie, du Honduras, du Pérou, des Philippines et d'Afrique du Sud, ont payé le prix ultime en 2015, simplement pour exercer leurs droits de citoyens à s'organiser et à se mobiliser.

Dangers pour les défenseurs des droits Humains

La Colombie est toujours l'un des pays les plus dangereux du monde pour les défenseurs des droits de l'homme[82]. Depuis le début officiel des pourparlers de paix en 2012 à La Havane entre le gouvernement colombien et le groupe de guérilla de gauche, les Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie – Militaire du Peuple (FARC), le nombre de ''DDH'' tués chaque année a augmenté chaque année et est resté le plus élevé au monde en 2015.[83]

Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à Bogota, 729 défenseurs des droits de l'homme ont été tués en Colombie de 1994 à 2015, et l'impunité est presque totale pour ces crimes.84 il a eu une moyenne de 33 assassinats par an. Même avec le début du processus de paix en octobre 2012, les défenseurs des droits de l'homme ont été toujours tués en grand nombre. Par exemple, en 2015, 63 DDH ont été tués et 682 attaqués (soit une augmentation de 9% par rapport à 2014), 85 dont 310 femmes86. Les DDH les plus visés dans ces attaques sont les victimes travaillant sur les questions foncières et environnementales; Récemment, des attaques ont été lancées contre les personnes impliquées dans l'activisme de paix et le leadership politique87. Pendant l'administration du président Juan Manuel Santos, certains responsables gouvernementaux ont reconnu publiquement l'importance du travail entrepris par les DDH, mais les messages ne sont pas cohérents88.

Les DDH ruraux ont souffert de manière disproportionnée d'être attaqués et tués. ''Somos Defensore''s a rapporté qu'au cours des cinq dernières années, les DDH les plus fréquemment tués étaient des peuples autochtones[89].

Des preuves documentées montrent que les principaux auteurs des attaques et des meurtres contre les défenseurs des droits humains des zones rurales sont des groupes paramilitaires démobilisés de droite, qui ont mené 66% des attaques en 2015.90

Toutefois, l'accord de paix avec les FARC ne garantira pas nécessairement une réduction des attaques contre les DDH. Le partenaire de Christian Aid, ABColombia, estime qu'un élément clé pour créer un environnement plus sûr et plus favorable pour les DDH est de s'attaquer à l'impunité. Bien que les défenseurs des droits humains des zones rurales aient été touchés de manière disproportionnée, ceux qui vivent en milieu urbain, comme Buenaventura, ne sont pas protégés.

Attaques contre les défenseurs des droits humains en Colombie

Le HCR indique que les attaques et les meurtres de défenseurs en 2015 ont principalement porté dans quatre domaines:

- Les conflits fonciers, en particulier les territoires afro-descendants et autochtones, dans le contexte de l'opposition à l'exploitation minière illégale et légale et des actions visant à protéger leurs territoires.
- Exigences de justice par des défenseurs pour leur victime .Les représentants des victimes sont ciblés, en particulier ceux qui plaident les violations des droits de l'homme par les acteurs étatiques. La surveillance des ''DDH'' et le vol d'informations coïncident avec les moments clés de la procédure pénale.
- Leader social et politique.
- Militants pacifistes, participant au dialogue des victimes d'Havane.

Rapport Annuel du Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les Droits Humains. Addendum, Problèmes des Droits Humains en Colombie, 2016.

Le public guatémaltèque résiste à la mauvaise gouvernance.

Le rapport sur la corruption de 2015, l'organisation partenaire locale Christian Aid, ''ICEFI'', a déclaré que les pays de la région considèrent toujours la corruption comme un obstacle presque insurmontable pour consolider leurs systèmes démocratiques.[91] Au Guatemala, la corruption est la caractéristique constante du secteur de gestion public, en particulier au niveau gouvernemental, avec la complicité du secteur privé. Néanmoins, l'année 2015 a été marquée par un changement radical lorsque, entre avril et août, de graves cas de corruption ont été découverts impliquant le président et le vice-président, les ministres, les juges, le parlement, les maires et les hommes d'affaires[92]. La commission Internationale contre l'Impunité au Guatemala et le Ministère Public ont dévoilé une structure de corruption au sein du ministère de la santé et de la douane.

La réaction du public a été rapide et les réseaux sociaux sont devenus des plates-formes pour un appel à manifester le mécontentement du public[93]. Des dizaines de manifestations ont eu lieu sur la place constitutionnelle de Guatemala. Tous les samedis pendant plusieurs, une foule se réunit pour exprimer leur répudiation du président d'alors, Otto Pérez Molina, et de la vice-présidente Roxana Baldetti, ainsi que du parlement. Dès lors, la société guatémaltèque a vigoureusement rejeté la corruption et exigé des changements profonds pour garantir la transparence des services publics (conformément à l'ODD 16, objectif 16.6: développer des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux) .[94]

Les femmes honduriennes les plus ciblés parmi les défenseures des droits humains.

Une autre illustration de la réduction de l'espace pour la société civile se manifeste par l'augmentation des menaces contre les DDH. La dirigeante indigène hondurienne et coordinatrice du Conseil civique des organisations populaires et autochtones du Honduras à Lenca, Berta Cáceres, a été assassinée à son domicile le 3 mars 2016[95], bien qu'elle ait bénéficié des mesures de précaution accordées par la Commission interaméricaine. Elle avait dénoncé à plusieurs reprises la situation de grand risque dans laquelle elle se trouvait. Cáceres défendait les droits territoriaux et culturels du peuple autochtone Lenca, le peuple Garifuna et les paysans. Elle a été reconnue à l'échelle nationale et internationale comme défenseur des droits de la personne, en particulier pour les droits des femmes et des peuples indigènes.

Récemment, Cáceres fut victime d'harcèlement, de persécution, d'intimidation, de stigmatisation et de discrimination, tant de la part des acteurs étatiques et autres, pour défendre les droits territoriaux et humains des communautés opposées aux projets hydroélectriques et des mines. En tant que défenseur des droits humains, Cáceres a également encouru des risques supplémentaires associés à son genre, tels que des menaces de viol et des actes d'intimidation contre les membres de sa famille, y compris ses enfants, pour la décourager de poursuivre son travail.

''Les crimes contre les journalistes et les activistes de la société civile, en particulier les défenseurs des droits des personnes LGBTI et les femmes défenseurs des droits humains, ont augmenté. Bien qu'une loi ait été promulguée pour protéger les défenseurs des droits de l'homme, elle n'a pas été appliquée de manière adéquate et la société civile n'a pas été largement consultée.Le gouvernement aurait acheté un logiciel espion. La société civile continue à faire face à des exigences administratives lourdes.'

Civicus

'L'assassinat de Berta Cáceres n'est pas le résultat d'un crime ordinaire, mais s'inscrit dans une tendance intimidante d'attaques sérieuses au Honduras pour faire taire les activistes qui défendent les droits des autres', a déclaré Inés Pousadela, Responsable des politiques et de la recherche de Civicus.

Cáceres, une militante écologiste de longue date et cofondatrice du ''COPINH '', menait une lutte contre un projet de barrage hydroélectrique qui aurait inondé les terres indigènes et déplacé la population locale.[98] Elle a dénoncé à plusieurs reprises la prétendue collusion entre intérêts économiques et politiques, entraînant le harcèlement judiciaire avec l'intimidation croissante et l'agression de divers fronts

Conclusion

A moins de s'attaquer aux inégalités, l'Amérique latine et les Caraïbes, comme ailleurs dans le monde, s'en vont vers des directions moins démocratiques. Il est urgent que les gouvernements et la société civile de la région commencent à faire la preuve convaincante que l'égalité est bonne pour tout le monde.

Les citoyens ordinaires veulent des réformes et des changements profonds pour combattre le crime, la croissance faible, l'inégalité et la corruption. Alors qu'il existe encore un soutien à la démocratie, la frustration contribue à un détour peut-être irréversible vers le populisme. Les gouvernements alternatifs, comme celui d'Evo Morales, en Bolivie, ont été incapables de tenir leurs promesses et réagissent aux manifestations avec une répression croissante. Dans l'ensemble de la région, nous avons assisté à la tendance mondiale croissante de la réduction de l'espace pour la société civile imposée par les autorités, ce qui, pour sa part, rend le soutien à la plaidoirie internationale encore plus sévère.

L'inégalité ralentit la croissance ainsi le développement du secteur privé, car les marchés internes sont sous-performant, ce qui n'est pas surprenant en raison du pouvoir d'achat extrêmement limité de millions de familles pauvres et de la faible productivité des travailleurs sous qualifiés.

L'inégalité dans la région est au-delà de la richesse et est profondément ancré dans des structures de pouvoir inégales qui détient le pouvoir et qui en exclu d'autres. Les pays ayant les taux de pauvreté les plus élevés sont aussi les sociétés les plus polarisées de la région, à la fois politiquement et économiquement. L'instabilité politique est alimentée par des niveaux d'inégalités de revenus extrêmement élevés, et les élites continuent d'opposer une forte résistance aux changements structurels nécessaires pour lutter contre l'inégalité. La réalisation de réformes structurelles profondes qui peuvent apporter des avantages significatifs aux plus pauvres ne sera possible (et durable) qu'avec la coopération de l'élite de la région. Sans cela, les tentatives de réformes continueront à se terminer dans l'impasse et mèneront très probablement à une polarisation encore plus grande au sein de la société.

Il est urgent que les gouvernements et la société civile, y compris les élites, se réunissent pour négocier un nouveau règlement politique pour les pays de la région. Les voix d'élite progressistes ne peuvent pas toujours être entendues, mais elles existent certainement. Ces voix doivent être encouragées et exploitées dans la lutte permanente pour le changement.

3. Inégalités et Violence

Ci-dessus: De jeunes hommes exposent leurs armes rudimentaire dans un quartier défavorisé de Managua

Mettre fin à la violence est un des points clé des ODD[99].Par exemple, le point 5.2 vise à ''Éliminer toutes les formes de violence contre toutes les femmes et les filles dans les sphères publiques et privées, incluant la traite et l'exploitation sexuelle et autres''.

La violence, qui règne dans toute l'Amérique latine et les Caraïbes, est l'une des principales préoccupations des habitants de la région et constitue un obstacle majeur au développement.

Selon un sondage de 2016,[100] les latinos déclarent que la violence de la rue est le type le plus courant; le problème le plus important d'un pays est l'économie et le type de violence le plus dommageable pour ces pays est la violence domestique. Par conséquent, l'inégalité sociale et économique est perçue comme la racine de la violence.

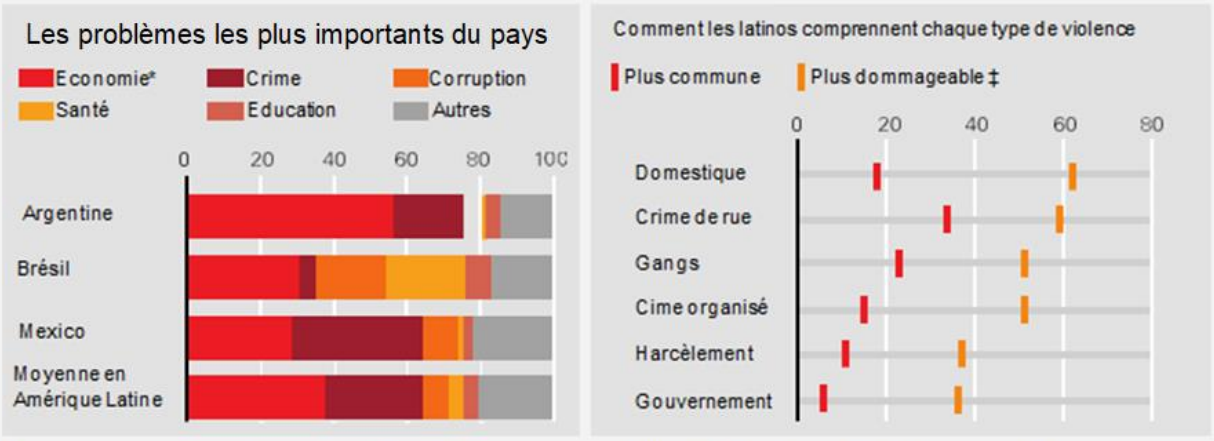
L'Amérique latine a les taux d'homicides les plus élevés au monde. Un tiers des personnes tuées intentionnellement est tuée en Amérique latine selon les approximation[101], même si seulement 8% de la population mondiale y vit. Environ 25% de tous les homicides ont lieu dans seulement quatre pays de la région: le Brésil, la Colombie, le Mexique et le Venezuela. Sur les 50 villes les plus violentes de la liste, 41 sont situées en Amérique latine, dont 21 au Brésil[102].

'Les inégalités de pouvoir, sous la forme d'un accès radicalement inégal à la prise de décision, au processus juridique, à l'éducation et aux libertés civiques, sont souvent décrites étant comme des formes de violence dite ''structurelle''. Et cela devrait nous aider à comprendre pourquoi les inégalités dans ces domaines génèrent si souvent d'autres formes de violence.'

Rowan Williams, Une redistribution de pouvoir est vitale pour combattre la violence et la pauvreté, Mai 2014

Figure 1: Perception du crime et de la violence en Amérique

Part de réponse des sondé.es de Latinobarometro,2016,%



Sources : Latinobarometro Economie, inflation, chômage, pauvreté †Plusieurs réponses ‡ Au développement du pays

Définition de la violence

L'objectif de changement stratégique de Christian Aid de lutter contre la violence et de construire la paix, reconnaît l'importance de lutter contre la violence dans un monde où la majorité des morts violentes surviennent en dehors des conflits armés. Mais la violence physique directe est souvent soutenue par une violence structurelle qui survient lorsque les structures de la société exposent systématiquement certains groupes à des risques ou empêchent leur accès aux services ou aux opportunités. Cette forme insidieuse de violence a des résultats presque identiques à ceux de la violence plus directe ; blessure, traumatisme, invalidité et décès précoce. Et la violence culturelle se manifeste dans des attitudes, telles que le machisme en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui normalisent la violence directe ou structurelle.

Violence en Amérique Latine et dans the Caraïbes

A Christian Aid, la lutte contre la violence et la consolidation de la paix sont au centre des programmes en Colombie et en Amérique centrale. Nos programmes en Bolivie, en Haïti, en République dominicaine et au Brésil s'attaquent également à la violence.

La lutte contre la violence et l'édification de la paix est également notre objectif dans d'autres parties du monde, comme en Égypte, en Israël et dans les territoires palestiniens occupés, en Syrie, en Iraq, en Angola, en République démocratique du Congo, au Soudan du Sud et au Myanmar. Un grand nombre de ces pays font face à de pareils défis à ceux de l'Amérique latine et des Caraïbes concernant la répression des défenseurs des droits de l'homme et les niveaux élevés d'inégalité.

Une fin formelle des conflits et le retour à la croissance économique ne signifient pas nécessairement la fin de la violence. Les accords de paix ont officiellement mis terme aux guerres civiles au Guatemala, au Salvador et au Nicaragua. Mais aujourd'hui, selon la Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement, davantage de personnes en Amérique centrale meurent violemment à cause de la criminalité que pendant les guerres civiles de ces trois pays[103]. La violence est omniprésente dans ces sociétés.

La violence et le déplacement ont tendance à toucher les plus vulnérables et les plus pauvres. La proportion de personnes contraintes de quitter des municipalités violentes en Amérique centrale est de quatre à cinq fois plus élevée que celle des personnes quittant des municipalités non violentes ayant des conditions socioéconomiques similaires[104].

Il y a des déplacements forcés de populations, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières, et des migrations de mineurs non accompagnés. La plupart des 566 700 déplacés internes au Salvador, au Guatemala et au Honduras ont été contraints de fuir à cause du crime organisé et de la violence des gangs[105]. Le Guatemala ne veut non plus accepter que ses citoyens soient déplacés de force. Aucun des pays du Triangle du Nord (El Salvador, Honduras et Guatemala) n'ont adopté une loi nationale sur le déplacement.

Haïti et la République dominicaine ont des niveaux criminalité critiques et de violence sexuelle, et sont également des pays de trafic de drogue. Il y a de la violence en cours en République dominicaine contre les immigrants haïtiens et des dominicains d'origine haïtienne.

Selon ONU-Femmes, la Bolivie a le taux le plus élevé de violence physique contre les femmes en Amérique latine[106] et la deuxième est Haïti en ce qui concerne la violence sexuelle. Le Brésil souffre de la violence des gangs et de la criminalité à des niveaux critiques, en particulier dans les bidonvilles des grandes villes du pays. La violence contre les femmes et les filles est répandue et au Brésil, profondément radicalisée, tandis que les meurtres de femmes noires et métisses ont augmenté de 54% entre 2003 et 2013, les meurtres de femmes blanches ont diminué d'environ 10% au cours de cette même période[107].

La Colombie se remet récemment d'un conflit armé interne qui a duré plus de 50 ans, faisant 8 millions de victimes, qui ont été tuées, disparus, blessées, déplacées ou ont survécu à des violences sexuelles. Elle a également le nombre le plus élevé de personnes déplacées à l'intérieur du monde. En parallèle, le pays connaît également un niveau élevé de criminalité organisée, qui devient dans une certaine mesure invisible et difficile à combattre car le conflit armé interne éclipse d'autres problèmes. Récemment, le gouvernement a conclu un accord de paix avec le plus grand groupe d'insurgés, les FARC. En octobre 2016, il a officiellement entamé des négociations de paix avec le deuxième groupe insurgé de Colombie, l'Armée de Libération Nationale[108].

Comme vu précédemment dans ce rapport, les groupes marginalisés, les défenseurs des droits de l'homme, les activistes et les travailleurs des ONG font face à de violentes persécutions dans la région. Malgré les progrès du parlement, il y a un taux alarmant de harcèlement, de violence physique et d'assassinats ciblés contre ces groupes, par des acteurs étatiques et non étatiques. Ces événements sont étroitement liés à la violence structurelle grave dans la région, de nombreux États ne parviennent pas à protéger les espaces de la société civile et leurs acteurs. Au Brésil et au Guatemala, les militants des droits des peuples indigènes et les problèmes environnementaux sont devenus des cibles privilégiées pour les attaques et les assassinats. La Colombie est l'endroit le plus dangereux au monde pour être journaliste ou défenseur des droits de l'homme. Au Salvador et au Honduras, les défenseurs des droits des femmes sont particulièrement persécutés.

Pourquoi un tel niveau de violence?

L'inégalité est la cause principale de la violence dans la région. Alors que les niveaux de pauvreté ont diminué en termes économiques au cours de la dernière décennie, les inégalités sociales et politiques persistent. L'Amérique latine a la répartition des revenus la plus inégale du monde[109] et la qualité de la mobilisation sociale a été médiocre, par exemple la prévalence des rôles mal rémunérés et des transferts monétaires au lieu du travail décent.[110] Les normes sociales liées aux relations de genre comme le machisme exacerbe la violence, en particulier dans la sphère domestique.

Les faibles investissements dans l'éducation financée par les gouvernements de la région exacerbent les niveaux de violence. La qualité et l'accès à ce droit humain fondamental sont affectés; entre 2000 et 2010, il n'y a eu qu'une légère augmentation de l'investissement de 14% à 16% [111], malgré une croissance économique substantielle dans la région.

Cela a limité les opportunités des jeunes marginalisés, en particulier pour les hommes, dont certains se sont tournés vers la violence pour la sécurité économique et le sentiment d'appartenance (dans le cas des gangs) car ils supportent le poids des inégalités sociales profondément enracinées.

Le taux de chômage chez les jeunes est élevé et persistant (13% en Amérique latine et dans les Caraïbes) [112], particulièrement en zones rurales, déclenchant la migration de jeunes hommes mécontents vers des bidonvilles où ils sont parfois recrutés par des gangs.

Les institutions faibles n'appliquent pas la primauté du droit et, pire encore, perpétuent la violence au nom de la protection des élites puissantes et du maintien des structures des périodes de domination militaire et de conflit.

Le crime organisé prospère dans un environnement de gouvernance faible, en particulier le trafic de drogue. L'urbanisation non réglementée et la possession d'armes à feu sont également des problèmes clés.

Violence sexiste

Le constat, mentionnée précédemment dans ce chapitre, selon laquelle les personnes interrogées considèrent que la violence domestique est plus préjudiciable que la criminalité de rue, les gangs et la criminalité organisée souligne la nécessité d'accorder une priorité à la violence sexiste[113]. Même si le sondage n'est pas et le manque de données ne permettent pas de connaître l'ampleur du problème, nous savons que la violence sexiste persiste et, dans certains cas, peut s'aggraver.

Selon une étude faite en 2013[114] dans toute la région, les femmes qui ont signalé des violences physiques ou sexuelles par un partenaire intime étaient également plus susceptibles de signaler des grossesses non désirées ou non intentionnées. En Bolivie, plus de 50% des femmes ont déclaré avoir été victimes de violence physique ou sexuelle d'un partenaire intime.

En Colombie, selon les chiffres du PNUD, 37,4% des femmes âgées entre 15 et 49 ans déclarent avoir souffert, dont 9,7% physiquement et les autres sexuellement. Ces chiffres sont également élevés pour la Bolivie: 24,2% et 6,4%, Haïti: 20% et 10,8%, République dominicaine: 17,2% et 5,5% .[115]

Le Dr Rowan Williams a souligné le rôle que les femmes dans le monde jouent dans la construction de la paix tout en subissant des niveaux de violence excessif. Selon lui, l'un des éléments les plus puissants et les plus troublants de la résolution des conflits est ''la prévalence de la violence et de la discrimination à l'égard des femmes dans tant de situations de conflit ou de privation ou les deux, qui prive la race humaine de la liberté de se nourrir, de s'éduquer et développer sa propre capacité et celle de la prochaine génération future''.

La nécessite de redistribuer le pouvoir pour combattre la violence at la pauvreté. Rowan Williams, Christian Aid, 2014.

Les politiques publiques et les normes sociales sont en cause, car les deux peuvent affecter les niveaux d'inégalité entre les sexes dans tous les pays. Les politiques du marché libre, le conservatisme religieux, une culture dominante du machisme basée sur un système patriarcal global et d'autres attitudes sociétales ont toutes aggravé l'inégalité entre les sexes.

Sexisme et gangs au Salvador

En août 2015, El Salvador a été témoin d'un taux de mortalité qui a dépassé la guerre en Irak. Sur 5,7 millions de personnes vivant au Salvador, 70 000 personnes sont membres de gangs, et 280 000 autres sont indirectement affiliées à des réseaux de gangs ou en dépendent. Un rapport récent souligne qu'entre 2007 et 2012, El Salvador a enregistré le taux le plus élevé d'assassinat contre les femmes au monde, avec une moyenne de 14 assassinats pour 100 000 femmes.

Alors, pourquoi la violence? Les causes comprennent l'exclusion sociale et l'inégalité qui touchent principalement les communautés pauvres et marginalisées et les jeunes; la rupture de la famille à cause de la migration; une culture du machisme; et l'impunité, en raison d'un système de justice pénale inefficace.

Les femmes subissent souvent des violences physiques de la part de membres de gangs masculins qui disent ne pas s'être ' bien comportée', renforçant le modèle de domination perpétué dans la société au sens large. Les membres des gangs envahissent également des maisons qui n'ont pas de personnage masculin afin d'échapper aux patrouilles de police ou d'exiger des soins.

Souvent, la violence psychologique est infligée aux femmes qui refusent de répondre aux demandes, et parfois les partenaires des femmes qui n'appartiennent pas à des gangs sont tués pour obtenir des désirs sexuels ou des besoins économiques. Si une femme n'a pas de partenaire et refuse les avances d'un membre de gang, elle peut être tuée. Les écoles n'ont pas échappé à cette violence, il y a des cas où des étudiants sont forcés de se prostituer.

Parmi les formes de violence les plus répandues, il y a la violence sexiste contre les femmes et la violence des gangs, souvent associée au crime organisé. Au cours des 20 dernières années, le phénomène des gangs s'est développé à la suite de la déportation de jeunes hommes salvadoriens des États-Unis. La zone la plus touchée est la capitale, San Salvador.

Les recherches récentes du partenaire de Christian Aid, ORMUSA, explore la violence que vivent les femmes dans les communautés où elles vivent et où les gangs opèrent.[116] Les politiques de sécurité publique de Salvador sont très axées sur le phénomène des gangs, mais ne tiennent pas compte de l'impact différent de la violence sur les hommes et les femmes et le grave problème de la violence, en particulier sexuelle, contre les femmes et les jeunes Salvadoriens.

Dans les prisons, les femmes des détenus sont forcées d'avoir des rapports sexuels avec d'autres membres de gangs parce que les corps de ces femmes sont considérés comme la 'propriété' de tous. En raison de la violence sexuelle exercée par les gangs, El Salvador a un taux élevé de grossesses chez les adolescentes, basé sur la croyance socialement tolérée que les femmes devraient commencer tôt l'activité sexuelle et les cycles reproductifs, ce qui démontre une culture patriarcale qui favorise le machisme.

ORMUSA et d'autres partenaires de Christian Aid au Salvador travaillent sans relâche pour démanteler les structures institutionnelles qui reproduisent des rapports de force inégaux où les hommes sont perçus comme supérieurs et la violence tolérée.

La foi en action sur le sexisme

La violence sexiste est massivement sous-notifiée en Colombie et donc difficile à traiter. Plus de la moitié des 8 millions de victimes du conflit armé colombien sont des femmes. Les cas de violence domestique contre les femmes ont augmenté de 36% entre 2014 et 2015[117], 147 assassinats contre des femmes ont été signalés.

Selon l'Institut national colombien de médecine légale et de sciences juridiques, chaque jour, trois à quatre femmes sont tuées, 156 sont victimes de violence domestique et 45 sont victimes de violences sexuelles.

L'accord de paix national entre le gouvernement et les FARC a conduit à la mise en place d'un sous-comité spécial sur le genre qui a écouté les témoignages de victimes de violences sexuelles, grâce au plaidoyer incessant des groupes de femmes.

Malgré la fin du conflit, la violence sexuelle continue, en raison de la discrimination profondément ancrée et de l'inégalité qui tolère la violence de genre et l'impunité, en particulier des auteurs militaires.

En dépit de tout, des progrès importants aient été réalisés ces dernières années en matière d'autonomisation des femmes en termes d'accès à l'éducation, de prise de décision, de participation politique et de justice, l'accord de paix reconnaît la violence sexuelle comme un crime grave dans le contexte des conflits armés. L'ordre patriarcal prononcé persiste en Colombie, ce qui favorise l'inégalité entre les sexes et la violence sexiste.

Christian Aid a soutenu la Commission InterJustice pour la Justice et la Paix (CIJP), afin de développer son travail sur la lutte contre la VBG, au bénéfice de près de 400 personnes jusqu'à présent. Le CIJP a échangé son savoir avec le Service Anglican de Diaconie et de Développement (SADD) au Brésil et avec la Mission Sociale des Eglises d'Haïti (MISSEH).

Toutes ces organisations ont rejoint Side by Side, un mouvement régional et mondial de leaders religieux et de communautés, d'organisations confessionnelles et d'individus de foi qui s'engagent à éliminer les obstacles à la justice de genre.

Ces organisations religieuses travaillent dans des pays où la GBV est liée aux plus hauts niveaux d'inégalité dans le monde.

Le CIJP représente les victimes de violations des droits humains et accompagne les communautés déplacées et marginalisées. Grâce à cette expérience d'apprentissage, le CIJP a mené une étude de base sur la documentation de cas; l'attention psychosociale pour les victimes; litige stratégique; communication et campagne; réflexion sur le féminisme, les masculinités, l'autonomisation des femmes et le leadership; ainsi qu'une réflexion sur les croyances religieuses, les traditions et les valeurs culturelles qui peuvent perpétuer l'exclusion des femmes et la violence sexiste.

Cela a permis au CIJP de renforcer son analyse sur l'élément de foi pour obtenir un changement significatif dans les perceptions religieuses qui légitiment un ordre patriarcal et l'exclusion des femmes.

En Amérique latine comme ailleurs, le discours religieux a été utilisé pour opprimer les femmes. Cependant, la théologie de la libération a contribué à changer les structures injustes et à construire de nouvelles relations sociales. La théologie a été utilisée de manière positive pour sensibiliser et influencer les normes sociales qui contribuent à l'inégalité des sexes.

MISSEH et SADD ont également appris de l'expérience du CIJP. La SADD a souligné la capacité du CIJP à travailler dans divers contextes et avec différents groupes sociaux, tels que les peuples indigènes, les communautés afro-colombiennes, les agriculteurs et les victimes de la violence urbaine, qui inspireront et amélioreront son travail au Brésil. L'approche générique du CIJP pour la construction de la paix est maintenant plus précise, l'organisation approfondit son analyse sur la relation entre l'identité de genre et la foi.

Le CIJP collabore également avec d'autres partenaires colombiens de Christian Aid, y compris des organisations laïques, sur les réactions à la violence sexuelle dans un environnement post-paix.

Un intérêt théologique pour repenser les masculinités dans une perspective sexuelle au Nicaragua

Au Nicaragua, Christian Aid a collaboré avec le ''Centro Intereclesial de Estudios Teologicos y Sociales' ;', un partenaire confessionnel, en collaboration avec l'Université évangélique pour la conception et la mise en œuvre d'un cours avec 30 leaders religieux représentant diverses églises au Nicaragua.

Le cours, «Repenser les masculinités à partir d'une perspective de genre: un focus biblico-théologique», qui part du principe que les églises jouent un rôle dans la construction de normes socioculturelles, symboliques et religieuses dans la société à travers le discours et l'imagerie.

Les questions de savoir, de pouvoir et de sexualité ont une dimension de genre où la question de la masculinité nécessite une réflexion et un dialogue sérieux qui contribuent à la déconstruction des représentations sociales hégémoniques (légitimement) affirmées par les enseignements théologiques.

Travailler avec les chefs religieux locaux, qui maintiennent des liens communautaires étroits et dont la parole est respectée, offre à Christian Aid une opportunité unique de contribuer à la réduction de la VBG. Les participants, désormais sensibilisés et formés sur les questions de masculinité, peuvent se positionner en faveur de l'égalité des genres, en rejetant la VBG et en soutenant de nouveaux modèles de masculinité dans une perspective biblique libératrice.

Violence et diversité sexuelle

De nombreuses personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées (LGBTI) savent ce que c'est de souffrir à cause de leur sexualité ou de leur identité de genre. L'exclusion, l'humiliation et la violence sont monnaie courante. L'injustice de l'inégalité est basée sur l'identité, où les puissants discriminent les autres à cause de qui ils sont.

En dépit de réalisations importantes concernant les droits des personnes LGBTI, le niveau élevé de violence à leur encontre augmente dans la région, selon un rapport de 2015.[118] Les hommes et les femmes gays et les personnes transgenres ont subi la majorité des meurtres. Les femmes lesbiennes et bisexuelles étaient plus touchées par la violence domestique et sexuelle. Les femmes sont les plus touchées par la violence perpétrée par la police, principalement à l'encontre des travailleurs du sexe. Ils font partie d'un cycle de violence, de discrimination et de criminalisation qui débute très tôt dans la vie à cause de la violence subie dans leur foyer et leur communauté.

Transgenre au Salvador

Ci-dessus: Karla Avelar, Directrice Exécutive de Comcavis Trans.

Karla Avelar, activiste transgenre salvadorienne modèle, a survécu au viol, tentative de meurtre, enlèvement et à incarcération dans une prison pour hommes. Maintenant, elle est directrice exécutive de Comcavis Trans, une organisation qui se bat pour les droits de la population transgenre du Salvador.

Les ennuis de Karla ont commencé dans la maison de son enfance. 'J'ai fui ma maison quand j'avais 11 ans", dit-elle. 'J'étais terrifiée à l'idée que ma famille découvre ma vraie identité de genre. J'avais aussi été violée par des cousins.'' L'un d'eux m'a jeté hors de la maison en disant, "dans cette famille, il n'y a pas de clope". ''J'ai déménagé dans la capitale et j'ai commencé à faire du travail sexuel. Quand tu n'as rien à manger ou n'importe où, c'est ta seule option.''

Dans les rues de San Salvador, Karla a trouvé la violence de tous les côtés. Les femmes transgenres âgées impliquées dans le travail du sexe étaient jalouses et abusaient d'elle, alors que les membres des gangs notoires de la ville essayaient de lui prendre de l'argent en échange de la sécurité. ''Je ne leur ai jamais rien donné'', se souvient Karla, ''et c'est pourquoi ils ont essayé de me tuer. Après une tentative de meurtre, j'avais 14 balles dans mon corps, juste parce que je ne ferais pas d'extorsion. Quand j'étais à l'hôpital en convalescence, ils m'ont diagnostiqué le VIH. Cela m'a vraiment détruit, mais je n'ai jamais perdu espoir.''

Prise dans la violence, que Karla affirme être en état de légitime défense, elle s'est retrouvée enfermée dans une prison pour hommes pendant six ans. Elle a été immédiatement ciblée par les autorités et les membres de gangs. "Le jour où j'ai été emprisonné, plus de 100 hommes m'ont violée. Ma santé s'est détériorée rapidement.

Quand Karla a été relâchée, elle était déterminée à agir. Avec d'autres activistes transgenres, elle a mis sur pied Comcavis Trans, une organisation pour la défense et les droits humains des personnes trans au Salvador et est soutenue par Christian Aid à travers son partenaire FESPAD.

''Je pense qu'il y a quelque chose de fort qui nous unit. C'est notre réalité. La meilleure chose que nous pouvons faire est de travailler ensemble. Cherchez des stratégies qui permettent la reconnaissance de l'égalité et de nos droits.

Le travail de Karla et d'autres les met constamment en danger. Alors, qu'est-ce qui la maintient, quand elle a tant enduré? Je survis pour l'amour, pour la lutte, pour la dignité. On m'a donné l'opportunité de quitter ce pays mais j'ai refusé par fierté. Pour moi, ce n'est pas juste qu'ils nous traitent comme ça. Et cela me donne de la force et du courage. C'est pour quoi je ne pars pas.

L'orientation sexuelle rejoint d'autres éléments identitaires, comme l'ethnicité, la race, le statut migratoire, le statut économique, etc., et ces groupes subissent un processus continu de discrimination imputable à l'impunité et au manque d'accès à la justice.

Les LGBTI qui vivent dans la pauvreté sont les plus vulnérables au harcèlement policier, avec les plus hauts niveaux d'emprisonnement. L'impuissance du gouvernement à prévenir, enquêter et punir les meurtres et autres crimes est étroitement liée aux niveaux élevés de préjugés que les agents de l'État ont contre les personnes LGBTI. Chaque fois que l'impunité gagne, un message fort à la société est que cette violence est tolérée.

Conclusion

Les climats économiques de l'Amérique latine et des Caraïbes masquent des inégalités profondément enracinées qui conduisent à des niveaux stupéfaits de violence physique et structurelle dans la région. Les inégalités croisées, fondées sur le sexe, la race, la sexualité, ethnicité et la situation économique, aggravent le problème.

La Christian Aid et ses partenaires se focalisent à la mise en œuvre de programmes qui s'attaquent aux causes profondes de la violence. L'application uniquement de la loi est très insuffisante pour lutter contre la violence.

Le gouvernement doit considérer que les politiques visant à créer de l'emploi, à fournir une protection, à accéder à la justice et à s'attaquer au changement d'attitude sont tout aussi importantes. Les institutions gouvernementales à différents niveaux doivent travailler ensemble pour garantir le respect et l'exercice des droits humains pour vivre dans une société où règnent la justice, la paix et la démocratie, avec des femmes libres de toute violence. Les lois doivent prendre en compte les différents impacts de la violence sur les hommes et les femmes.

4. Inégalité et justice fiscale

Ci-dessus: Iara Pietricovsky de Oliveira de l'INESC, l'un des partenaires de Christian Aid au Brésil, lors d'une campagne fiscale de Christian Aid à Londres

Des politiques fiscales justes ont la capacité de jouer un grand rôle dans la réduction des inégalités en Amérique latine et dans les Caraïbes. Tenant compte de la baisse des niveaux de l'aide internationale au développement et de la nécessité de financer les services publics essentiels pour garantir le développement inclusif et les droits de l'homme dans la région, la justice fiscale devrait être une priorité pour ces gouvernements comme le souhaite les ODD.

Les ODD représentent des ambitions claires, mais s'ils doivent être réalisées, le monde doit combler un manque à gagner de estimé à 2,5 billions de dollars par an.[119] Pour pallier à cette situation, le rôle de l'investissement privé dans les secteurs liés aux ODD est au premier plan, avec des appels pour que les pays les moins développés recherchent deux fois le taux de croissance actuel de l'investissement privé.

Système fiscal injuste

Actuellement, la région est affaiblie par les faibles niveaux de perception fiscale et les structures fiscales régressives. Le tableau 1 montre les recettes fiscales en pourcentage du PIB dans les pays où travaille Christian-Aid (sauf pour Haïti où ces données ne sont pas disponibles).

La plupart des pays d'Amérique latine ainsi que la République dominicaine perçoivent un niveau d'imposition beaucoup plus bas par rapport à ce qu'ils devraient être pour leur niveau de développement. Selon la CEPALC, 20% est le montant minimum qui doit être collecté pour atteindre les ODD.[120]

Globalement, l'Amérique latine est l'une des régions les plus pauvres en termes de collecte de l'impôt, avec une moyenne de 21,7% du PIB en dessous de l'Afrique subsaharienne, des États-Unis, de l'UE et de l'OCDE[121]. Cela signifie qu'il y a des possibilités considérables d'augmenter les recettes fiscales.

'La collecte des impôts ... ne devrait jamais être utilisée pour soutenir les structures de l'Etat au détriment de ses citoyens, et ne devrait certainement pas être utilisée comme un mécanisme pour maintenir les privilèges parmi une élite.

Les taxes utilisées pour le bien-être de la société permettront la redistribution des richesses et la réduction des inégalités.'

Christian Aid, taxe pour le bien *commun: une étude de la fiscalité et de la moralité*, 2014

Tableau 1: Recettes fiscales en % du PIB

Pays	Recette fiscales en % du PIB[122]
Bolivie	28.7
Brésil	33.4
Colombie	20.3
République Dominicaine	14.1
Salvador	16.5
Guatemala	12.6
Haiti	n/a
Honduras	19.8
Nicaragua	20.3
Amérique-Latine et Moyenne de la Caraïbe	21.7
Moyenne des pays de l'OCDE	34.2

La politique fiscale en Amérique latine et dans les Caraïbes a un énorme potentiel comme outil de redistribution; il devrait corriger les excès de la répartition inégale des revenus.

Il y a eu de bons exemples, comme la Bolivie où la reformulation de son régime d'imposition des hydrocarbures a fourni des ressources dédiées à un nouveau programme de protection sociale. Mais globalement, en Amérique latine et dans les Caraïbes, les pauvres supportent généralement une charge fiscale beaucoup plus lourde que les riches. Ainsi, dans de nombreux cas, les systèmes fiscaux font très peu pour augmenter la redistribution. La perception fiscale repose largement sur les impôts indirects (comme la taxe sur la valeur ajoutée sur les biens et services, plus de la moitié des recettes fiscales) et dans une moindre mesure sur les impôts directs, principalement sur le revenu du travail plutôt que sur la richesse. Cela signifie que le fardeau de l'impôt est supporté par ceux qui sont le moins en mesure de le payer, laissant des concentrations élevées de richesse en grande partie intacte. En Amérique latine et dans les Caraïbes, le produit moyen de l'impôt sur le revenu des personnes physiques est de 1,4% du PIB, contre 8,4% en moyenne pour les membres de l'OCDE. Comme il peut s'agir de l'impôt le plus progressif, une plus grande part de l'impôt sur le revenu des particuliers pourrait contribuer grandement à l'équité du régime fiscal.

En comparant l'impôt sur les plus-values, l'OCDE enregistre 11,4% du PIB contre 5,2% du PIB en Amérique latine et dans les Caraïbes, ce qui tend encore à favoriser les riches. Dans le pire des cas ; Paraguay, République dominicaine et Guatemala, ce chiffre est inférieur à 3,5%.[123] En Amérique latine, le taux d'imposition effectivement payé par les individus appartenant aux 10% les plus riches ne représente en moyenne que 5,4% contre 20% dans l'Union européenne.[124] La redistribution est également entravée par le faible niveau de l'impôt foncier qui, en Amérique latine, représente environ 0,85% du PIB, un niveau ridiculement bas. Les trois pays les moins performants sont la République dominicaine, le Honduras et le Salvador, qui rapportent tous moins de 0,2% du PIB.[125] Selon la CEPALC, l'impact de la politique budgétaire sur l'amélioration de la distribution des revenus reste limité, 3% plus bas, alors que dans les pays de l'OCDE, il est inférieur de 17%.[126]

Système Injuste ; cas du Guatemala

L'économie du Guatemala s'est développée au cours des deux dernières décennies et le pays est désormais classé dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire. Même si la réforme fiscale a été incluse dans les accords de paix de 1996, elle n'a pas été appliquée en faveur des plus pauvres. Une quasi-absence de services publics et de protection sociale, des niveaux élevés d'inégalité et de concentration de la richesse parmi les principaux moteurs du conflit interne existe encore.

Le Guatemala continue d'avoir le taux de recettes fiscales le plus bas en pourcentage du PIB (10% ou 13%, selon les estimations) et l'un des plus petits budgets gouvernementaux de la région. Cela signifie qu'il y a un grave manque de ressources gouvernementales pour faire face aux problèmes aigus du Guatemala, qui comprennent des niveaux élevés de malnutrition infantile et des taux de pauvreté deux fois plus élevés que la moyenne de l'Amérique latine.

Le Guatemala continue d'avoir le taux de recettes fiscales le plus bas en pourcentage du PIB (10% ou 13%, selon les estimations) et l'un des plus petits budgets gouvernementaux de la région. Cela signifie qu'il y a un grave manque de ressources gouvernementales pour faire face aux problèmes aigus du Guatemala, qui comprennent des niveaux élevés de malnutrition infantile et des taux de pauvreté deux fois plus élevés que la moyenne de l'Amérique latine.

[1] Por qué los impuestos aumentan la desigualdad en américa latina?, Red de Justicia Fiscal de América Latina y El Caribe

Comme le déclare Latindadd, partenaire de Christian Aid: 'Pour combattre les inégalités dans la région, nous avons besoin que les gouvernements investissent davantage dans les politiques de protection sociale avec une approche féministe et des droits humains. Néanmoins, cela n'est pas possible si nous maintenons un système fiscal injuste qui permet aux riches de ne pas payer ou payer des impôts très faible et accorder des privilèges fiscaux injustifiés aux multinationales qui, en outre, emploient des stratégies compliquées pour éviter les impôts.'[127]

Evasion Fiscale

L'évasion fiscale continue d'être une question clé dans la perte de recettes fiscales dans la région. On estime qu'en 2014, l'équivalent de 2,2 points de PIB a été perdu en raison du non-respect de la taxe d'exploitation et de 4,1 points de PIB dans le cas de l'impôt sur le revenu, soit un total de 320 milliards de dollars. Dans certains pays, le niveau d'évasion fiscale s'élève à 70%.[128]

Les facteurs structurels utilisés pour expliquer les taux d'évasion fiscale comprennent la complexité des systèmes, le manque de sensibilisation ou d'éducation fiscale et les niveaux élevés d'informalité.

Taxation et Genre

La politique fiscale a un rôle clé à jouer, au-delà de la redistribution générale, pour réduire les inégalités entre les sexes. La fiscalité peut mobiliser des ressources susceptibles de contribuer à la réduction des inégalités entre les sexes, mais des changements supplémentaires sont nécessaires dans la politique fiscale pour éliminer les préjugés sexistes profonds qui ont un impact sur l'inégalité économique des femmes.

Un récent rapport sur les femmes et la politique fiscale de l'IEEPP, partenaire de Christian Aid, a mis en évidence les aspects de préjugés dans le système fiscal des femmes au Nicaragua.[129]

♀ Les femmes font généralement les achats quotidiens des ménages ce qui contribue ainsi davantage à la TVA. De plus, les produits les plus couramment achetés par les femmes (serviettes hygiéniques, revitalisant capillaire) ont un taux de taxe plus élevé que ceux consommés principalement par les hommes, comme la mousse à raser.

♂ Le système fiscal au Nicaragua a des taux d'imposition plus faibles sur les gains en capital (location de biens, comptes bancaires) que l'impôt sur le revenu, ce qui profite aux hommes car ils ont plus de biens et de richesses que les femmes.

En Colombie, Christian Aid a soutenu la campagne « Menstruación Libre de Impuestos », se traduisant par «Menstruation Non-Imposable». L'objectif était de sensibiliser le public à l'injustice du système fiscal contre les femmes et de convaincre les politiciens de rendre le système fiscal équitable. L'injustice tient non seulement au fait que les produits d'hygiène destinés aux femmes sont taxés en tant qu'éléments de luxe, mais aussi au fait que les femmes paient plus d'impôts que les hommes en proportion de leurs revenus.

En décembre 2016, le parlement de la Colombie a approuvé une réforme fiscale. Bien que cette réforme ne soit pas trop progressive, elle a accordé une exonération sur les produits hygiéniques comme les tampons et serviettes. Elle a diminué la taxe de 19% à 5%.

Ce fut une bonne nouvelle pour environ 13 millions de colombiennes qui utilisent ces produits. La victoire est venue après que la intense campagne qui a été soutenue par plus de 50 membres du Congrès de six partis politiques différents.

Les femmes sont souvent chefs de famille et dépensent une plus grande partie de leur argent pour acheter des articles ménagers, la nourriture, des vêtements et des médicaments, ce qui signifie qu'elles paient plus en Taxe sur la consommation. La politique fiscale ne tient pas compte des spécificités sur le genre et la situation actuelle entraîne une charge supplémentaire pour les femmes, notamment les mères célibataires ou les femmes qui travaillent dans des emplois peu rémunérés et qui peuvent difficilement se permettre ce fardeau supplémentaire. En général, les femmes gagnent 20% de moins que les hommes pour des emplois similaires et ont moins de possibilités d'accéder au marché du travail en Colombie.[130]

La budgétisation sensible au genre a été un moyen par lequel la société civile a demandé des comptes aux gouvernements. Au Guatemala, le partenaire de Christian Aid, le CODEFEM et d'autres groupes de défense des droits des femmes ont fait campagne pendant plus de 10 ans pour obtenir une législation garantissant l'utilisation d'un classificateur de genre dans le budget national. C'était pour surmonter la question de devoir négocier chaque année avec le gouvernement pour trouver une façon de rendre le genre visible dans les budgets, du niveau local au niveau national.

Le CODEFEM a partagé des informations, formé des autorités publiques et organisé des activités de plaidoyer pour expliquer comment utiliser cet outil et dénoncer le manque de sa mise en œuvre par les organismes publics. L'utilisation du classificateur a mis en évidence qu'en 2014, malgré une augmentation du budget sensible au genre (c.-à-d. De l'argent marqué par le classificateur de genre) de 1,33% (2012) à 8,6% (2014), cela se traduit toujours par moins de jour par femme, ce qui peut difficilement représenter un investissement pour les femmes guatémaltèques.

Il y a une prise de conscience croissante que l'évasion fiscale doit être affrontée sur le plan national et international. Les conséquences économiques ainsi que l'exacerbation de l'inégalité, mais aussi cela signifie que l'État est incapable d'adopter des politiques fiscales appropriées. Le manque de recettes fiscales signifie qu'il n'y a pas de disponibilités pour les politiques publiques de développement et de redistribution.

Le Salvador en est un excellent exemple. En 2016, le partenaire de Christian Aid, ''Iniciativa Social para la Democracia'', a publié un rapport soulignant que le système fiscal salvadorien est caractérisé par un caractère régressif, présente également des niveaux élevés d'évasion fiscale (en 2013, 40% de l'impôt sur le revenu et 53% de taxe sur les ventes).[131] Cette situation ne servira qu'à discriminer les populations les plus pauvres de Salvador parce que le gouvernement n'a pas les moyens financiers suffisants pour fournir des services de base adéquats tels que la santé, l'éducation et l'eau. Actuellement, certaines pratiques d'évasion fiscales ne sont pas couvertes par la loi, ce qui pose des limites pour l'état dans ses actions.

Un autre défi, récemment en République dominicaine, est que lorsque les contribuables ne voient pas la qualité des dépenses de leurs impôts, il est peu probable qu'ils réduisent les pratiques d'évasion fiscale générale. Le Réseau Dominicain de Justice Fiscale a constaté que la confiance dans l'état et l'utilisation des impôts est importante pour assurer que les changements positifs dans le système fiscal sont reconnus et soutenus.[132]

Soulignement de l'/la (in)justice fiscale dans la région.

Latindadd, l'organisation coordinatrice du Réseau latino-américain de justice fiscale, partenaire de Christian Aid, cherche à améliorer la compréhension des questions de justice fiscale et de leur impact sur les populations d'Amérique latine et des Caraïbes.

Latindadd travaille à travers les organisations membres pour promouvoir l'éducation populaire sur des sujets clés. Il travaille également avec les autorités fiscales importantes dans la région pour engager le dialogue et encourager des alternatives et des améliorations pour la justice fiscale.

Latindadd est membre de l'Alliance Mondiale pour la Justice Fiscale (GATJ), ce qui signifie qu'elle peut faire la relation sur les questions de justice fiscale mondiale telles que l'évasion fiscale (par exemple, le transfert de bénéfices par les multinationales et le financement des ODD) dans l'Amérique-Latine et les Caraïbes.

Latindadd a fait la promotion de la campagne mondiale organisée par le GATJ, ''Multinationales, payez votre part''. Suite à la première année de cette campagne en 2015, il a déclaré: ''Tout ce qui a été réalisé au cours des 365 premiers jours avec des événements et des marches dans différents pays de la région visent à la sensibilisation aux problèmes de l'évasion et de l'évasion fiscales.''[133]

Latindadd coordonne régulièrement des réunions avec des organisations de la société civile et des gouvernements.

Par exemple, en octobre 2016, Latindadd a organisé une réunion avec les membres de 14 administrations fiscales de toute la région. Il s'agissait d'une série d'événements annuels visant à créer un espace de dialogue entre les administrateurs fiscaux et la société civile sur la fiscalité internationale pour renforcer la lutte contre l'évasion et l'évasion des multinationales et combattre l'accumulation de richesses dans les territoires offshore et paradis fiscaux.

Le Centro Interamericano de Administración Tributarias (Centre Inter-Américain des Administrations Fiscales) s'est réjoui le travail du Réseau Latino-américain de Justice Fiscale comme moyen de renforcer la coopération des administrations fiscales et de créer un espace de dialogue supplémentaire sur la fiscalité.

La fuite de ''Panama Papers'' en 2016 a permis de souligner une fois de plus la nature mondiale de l'évasion fiscale et d'impliquer des personnalités clés dans la région, comme le président argentin Macri. Elle a également souligné les énormes sommes d'argent cachées dans les paradis fiscaux. Par exemple, rien qu'en Colombie, il a mis en lumière le fait que les paradis fiscaux sont estimés à 100 000 millions de dollars.[134]

Entre 2002 et 2015, les fortunes des milliardaires d'Amérique latine ont augmenté en moyenne de 21% par an et Oxfam estime que ce chiffre est six fois supérieur à la croissance du PIB dans l'ensemble de la région. Comme cette richesse est principalement conservée à l'étranger dans les paradis fiscaux, cela signifie qu'une grande partie des bénéfices de la croissance dans la région restent entre les mains de quelques-uns et que la majorité de la population n'en retire aucun avantage.[135] La CEPALC estime que le fait d'éviter l'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés, cela a coûté à l'Amérique latine plus de 190 milliards de dollars, soit 4% du PIB, en 2014[136].

La moralité de l'impôt

''Des systèmes fiscaux mal conçus, l'évasion fiscale et l'évitement fiscal coûtent à l'Amérique latine des milliards de dollars de recettes fiscales non versées, des revenus qui pourraient et devraient être investis dans la lutte contre la pauvreté et l'inégalité'' [137].

Christian Aid a considéré les aspects théologiques et moraux de l'impôt équitable, ce qui a fortement saisonné les partenaires de l'église au Brésil.

Dans *Taxe pour le bien commun: étude de la fiscalité et de la moralité* [138], Monseigneur Francisco de Assis da Silva, de l'Église anglicane épiscopale du Brésil, a déclaré: ''Si l'État repose sur une base éthique et valeurs morales, il doit veiller à ce que ces valeurs s'étendent à travers ses institutions et ses processus pour atteindre son but''.

"Par conséquent, si la fiscalité est la principale source de revenus de l'état, la distribution des fonds levés par l'impôt dépendra toujours de la compréhension de ses différentes autorités. Les recettes fiscales pourraient être utilisées pour renforcer la domination, ou pourraient être dirigées par des critères éthiques et politiques de service à la société, en particulier dans les secteurs vulnérables ou exclus (dans la Bible, ce sont les pauvres, les étrangers, les orphelins et les veuves).

En effet, dans toute l'Amérique latine et les Caraïbes, la théologie de la libération a souligné le rôle de l'État en tant que défenseur de la justice sociale. Plus récemment, des secteurs plus conservateurs de l'église ont pris de l'importance dans le discours de la région, mais de nombreuses églises et organisations religieuses continuent de mettre en évidence la moralité et l'éthique qui devraient être associées à un état juste et transparent.

Incitations fiscales

En Amérique latine et dans les Caraïbes, les secteurs les plus dynamiques et les plus rentables sont souvent ceux qui bénéficient des avantages fiscaux les plus importants. Les incitations fiscales, déductions, exclusions ou exonérations de l'assujettissement à l'impôt offertes aux investisseurs, sont une grande partie de ce tableau général de la politique fiscale et de la manière dont elle contribue ou non à réduire les inégalités. Depuis les années 80, les incitations fiscales ont été un mécanisme commun utilisé par les gouvernements de la région, ostensiblement pour attirer les investissements directs étrangers (IDE).

Les incitations peuvent être un moyen légitime de stimuler certains secteurs de l'économie, mais si elles sont mal planifiées ou accordées dans le cadre d'accords sombres ou corrompus, elles peuvent alourdir le fardeau des contribuables les plus pauvres, épuiser les budgets publics et créer une concurrence déloyale.

Action Aid estime que l'impôt annuel sur le revenu des sociétés abandonné en raison des incitations fiscales en Amérique latine et dans les Caraïbes devrait atteindre 33,2 milliards de dollars par an.[139] Les avantages associés aux incitations fiscales comprennent l'attraction de l'investissement étranger, la compétitivité, création d'emplois et stimuler les économies locales. Cependant, dans de nombreux cas, les décisions concernant les investissements étrangers reposent sur d'autres facteurs, tels qu'une main-d'œuvre qualifiée, des infrastructures et la stabilité économique et politique, plutôt que sur des incitations fiscales.

Pas d'incitation à l'égalité des sexes

Pas d'impôt ou incitation fiscale, n'est jamais sexiste et aura des conséquences différentes pour les hommes et les femmes à cause des inégalités sociales et économiques existantes entre les sexes. Cependant, si elle est utilisée efficacement, une fiscalité progressive et des incitations bien pensées pourraient aider à lutter contre l'inégalité et le déséquilibre entre les sexes. Par exemple, des incitations pourraient être conçues pour réduire les écarts de rémunération et les inégalités entre les travailleurs et les contribuables. Mais au contraire, nous voyons souvent des incitations conduisant à plus d'inégalité et d'exploitation, comme on le voit dans le cas des travailleuses dans les zones économiques spéciales.

CEDLA, partenaire de Christian Aid, a mené une analyse de genre sur les politiques fiscales et de dépenses en Bolivie. Il a constaté qu'il existe peu d'incitations à soutenir les entreprises désireuses d'aider à lutter contre l'inégalité entre les sexes.

Par exemple, il n'y a pas de traitement fiscal spécial pour les entreprises informelles qui les aident à officialiser le statut de leurs employés et la plupart de ces travailleurs sont des femmes.

Il n'y a pas non plus d'incitations à donner la priorité à l'emploi des personnes les plus discriminées et désavantagées, comme les allégements fiscaux offerts aux entreprises qui offrent une formation ou embauchent plus de femmes, de jeunes ou de minorités ethniques.

Enfin, les entreprises ne sont pas incitées à prendre des dispositions en matière de garde d'enfants telles que les gardes d'enfants sur le lieu de travail, les bourses d'études, les cantines ou le travail flexible. De toute évidence, les employeurs pourraient être encouragés à introduire de tels avantages en leur offrant des avantages fiscaux à titre d'incitation.

Vulgarisation un complexe qui compte

FIFA's Foul Play (Las Jugadas de la FIFA) était une campagne fiscale menée par InspirAction Espagne (Christian Aid en Espagne), Christian Aid et des partenaires de toute l'Amérique latine et des Caraïbes.

La Coupe du Monde 2014 a donné l'occasion de faire campagne sur les importantes exonérations fiscales imposées au Brésil par la FIFA et ses sponsors dans le cadre des conditions de la FIFA pour les pays accueillant une Coupe du Monde. Les exemptions ont été estimées par le Tribunal des comptes publics du Brésil à environ 228 Millions de livres sterling.

C'est une somme que le Brésil, un pays extrêmement inégal et avec des niveaux élevés de pauvreté, peut difficilement se permettre d'accorder, d'autant plus que la facture totale de l'événement sportif a atteint 7 milliards de livres sterling, dont la moitié était financée par et les autorités locales.[140]

Le public a accueilli la campagne, grâce au mécontentement existant pour l'énorme coût financier et social de l'événement, ainsi que la manière accessible dont la campagne a exposé les liens entre les incitations fiscales, la pauvreté et l'inégalité.

Assurer la couverture de la campagne dans les médias espagnols, latino-américains et anglais a également contribué à sensibiliser à un problème peu connu.

Une étude régionale de la CEPAL a constaté que les incitations ne jouent qu'un rôle secondaire dans la décision d'investir dans un pays donné [141], tandis qu'une étude de la Banque interaméricaine de développement a montré que les incitations en Colombie n'ont pas stimulé l'IDE[142]. Ce qui joue un rôle beaucoup plus décisif pour attirer l'IDE sont des facteurs favorables aux entreprises tels que la main-d'œuvre qualifiée, l'infrastructure, la stabilité économique et politique, la sécurité juridique, la sécurité et l'accès au marché.

Tous ces éléments exigent un gouvernement capable de fournir des biens, des services et des institutions publics, payés par l'impôt. Cependant, ils semblent être bloqués dans une situation de rattrapage, en essayant d'utiliser des incitations pour attirer les investissements, mais en érodant ainsi leurs recettes fiscales et en réduisant leur capacité à investir de manière à accroître véritablement les perspectives d'attirer des IDE utiles.

Au lieu d'accroître la compétitivité, les incitations fiscales peuvent conduire à une course vers le bas alors que les pays tentent de se surpasser. Les emplois créés sont souvent mal payés, précaires et les travailleurs (généralement des femmes) n'ont pas les droits fondamentaux du travail. L'investissement étranger apporte souvent peu d'avantages à l'économie locale et les profits sont exportés.

Dépenses sociales

Outre que la perception fiscale et de structures fiscales régressives, d'autres domaines de la politique budgétaire jouent également un rôle dans le renforcement des inégalités dans la région, en particulier les décisions prises par les gouvernements en matière de dépenses sociales. Les deux décennies jusqu'en 2012 ont vu une augmentation des dépenses sociales, principalement en matière de sécurité sociale et d'assistance et de bien-être, en partie à cause du vieillissement de la population.

Certains pays des Caraïbes ont été l'exception à cette augmentation des dépenses. Sans surprise, en raison du séisme majeur de janvier 2010 et les défis persistants auxquels le pays fait face, les tendances des dépenses sociales haïtiennes sont velléitaires. L'accès de la population aux services sociaux de base est particulièrement inquiétant. Les dépenses d'éducation ont augmenté pour atteindre 4,2% du PIB en 2014, ce qui est proche de la moyenne pour l'Amérique latine et les Caraïbes, mais l'accès et la qualité de l'éducation demeurent des obstacles[143].

Une approche de dépenses sociales qui a attiré beaucoup d'attention est le programme de transfert monétaire conditionnel. Ce modèle fournit des prestations sociales en espèces directement aux ménages pauvres, ciblées sur la base de critères de ressources, et souvent combinées avec des conditions telles que les contrôles prénataux ou les enfants qui fréquentent l'école étant remplies. Comme l'argent est directement transféré entre les mains des pauvres (souvent lié à l'accès à l'éducation ou aux services de santé), il existe un fort potentiel de réduction de l'inégalité des revenus. Des programmes de protection sociale tels que ceux-ci sont essentiels pour garantir aux plus pauvres un revenu minimum pour garantir leur droit fondamental à l'alimentation.

Cependant, les programmes de transferts monétaires sont très différents entre les pays. En Amérique centrale, en République dominicaine et en Haïti, l'assistance sociale de base est particulièrement maigre. L'une des principales raisons pour lesquelles les dépenses sociales ont augmenté mais n'a pas eu d'impact majeur est que les montants dépensés pour les programmes de transferts monétaires sont en réalité très faibles. Comme espéré, la conclusion est que pour avoir un impact significatif sur la pauvreté et l'inégalité, les programmes nationaux doivent couvrir un nombre suffisant de pauvres et transférer des montants suffisamment généreux. D'autres défis incluent l'expansion des transferts monétaires pour les relier à d'autres politiques en matière d'éducation, de santé et d'inclusion sur le lieu de travail.[144]

L'un des principaux défis des programmes de transferts d'argent est qu'ils peuvent renforcer la pensée conventionnelle sur les divisions du travail, car les mères doivent effectuer un travail non rémunéré, assister à des réunions et à des cliniques (et souvent plus) pour remplir les conditions de paiement de leurs enfants. En outre, les femmes dans toute l'Amérique latine ont préféré la formation pour améliorer leurs perspectives d'emploi, par exemple dans la création de microentreprises, le marketing et la gestion des finances plutôt que des ateliers sur la santé et l'éducation.[145] Comme les programmes de transferts monétaires ne sont pas combinés, ils entravent leur droit, leur potentiel de gagner un revenu et limite leur capacité à exercer un rôle qui va au-delà de celui du principal dispensateur de soins.

Depuis 2012, le ralentissement des taux de croissance et l'affaiblissement des économies ont réduit les possibilités d'expansion des dépenses sociales. La fin des prix élevés des produits de base, les changements politiques et les chocs économiques mondiaux ont tous eu un impact sur les dépenses sociales dans la région. Les dépenses sociales ne doivent pas dépendre du cycle économique et certains pays ont créé des dépenses minimales dans certains secteurs, par exemple la santé et l'éducation. Dans de nombreux pays, de nouvelles sources et de nouveaux mécanismes de financement doivent être trouvés pour sauvegarder les avancées réalisées.

Nombreuses organisations soulève le besoin de services sociaux universels au-delà des programmes de transferts d'argent ciblés pour durablement les inégalités. La CEPALC soutient que les services sociaux universels sont essentiels pour mettre en œuvre les ODD dans la région[146]. La prédominance du ciblage suit essentiellement le modèle américain, mais les preuves montrent que la création de transferts et de services publics généreux et universels est le meilleur instrument pour assurer la redistribution revenu.[147]

Ce dernier est un modèle que la région ne devrait pas ignorer. Il apporte nombreux avantages comme le soutien de la classe moyenne, des sociétés moins segmentées et une prestation de services de meilleure qualité.

Conclusion

La politique fiscale a une grande capacité de réduction des inégalités. Les programmes de transferts d'argents conditionnels sont très loués, mais la couverture est insuffisante et ce n'est pas un modèle qui peut véritablement transformer, à moins d'être combiné avec un éventail de mesures complémentaires. Des dépenses sociales plus élevées sont nécessaires pour évoluer vers la fourniture de services sociaux universels de qualité. Les dépenses sociales doivent également être garanties en cas de récession économique ou de changement politique. Une refonte radicale des systèmes fiscaux régressifs et sexistes dans la région est nécessaire. Il faut veiller à augmenter les prélèvements fiscaux sur les revenus personnels, les impôts sur les sociétés et les taxes foncières.

On reconnaît également de plus en plus que la croissance économique en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui repose essentiellement sur une croissance tirée par les exportations, n'a pas permis de lutter contre les inégalités et la pauvreté.

Les bénéfices de cette croissance n'ont pas atteint les différentes couches de la population et ont été considérablement réduits par l'utilisation d'incitations fiscales. De plus, ce modèle est insoutenable: économiquement, socialement et écologiquement. Les ODD ont mis en évidence ce besoin d'équilibrer les facteurs économiques, sociaux et environnementaux à mesure que les futurs modèles de développement sont conçus. Les politiques fiscales couvrant l'investissement public et privé devront en tenir compte. La lutte contre l'évasion fiscale et l'évitement ainsi que la garantie que les incitations fiscales soient équitables et transparentes sont également essentielles à la refonte des systèmes fiscaux. Les riches de la région ont longtemps retardé le paiement de leur juste part.

Il y a bien sûr beaucoup de variété entre les pays et il est clair que les priorités ne sont pas les mêmes. Les pays à faible revenu en Amérique latine sont le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et la Bolivie (qui dépensent tous moins de 300 dollars par habitant) .[1]

Quant à Honduras, la part du budget consacrée aux dépenses d'éducation et de santé s'élevait à 32,8% et 14,7% respectivement en 2010, mais en 2016, ces dépenses étaient tombées respectivement à 20,1% et 10,1%. Parallèlement, les dépenses en matière de sécurité et de défense sont passées de 11,7% en 2010 à 13,6% 2016.[2]

Les pays qui dépensent le plus sont l'Argentine, le Chili, le Costa Rica et l'Uruguay, qui dépensent plus de 2 000 dollars par habitant. En Colombie, les dépenses sociales représentent 30,6% du budget total contre 39,5% au Pérou et 63,5% en Argentine[3]. Pourtant, les dépenses sociales n'ont pas eu un grand impact redistributif dans la région. L'une des raisons est qu'une grande partie des dépenses sociales est consacrée à la sécurité sociale et que ce paiement profite le plus à ceux qui ont des revenus plus élevés.

1 Social Panorama of Latin America, ECLAC, 2015.

2 ¿Hacia Dónde va la Política Fiscal Hondureña?, ICEFI, 2016.

3. Mario Valenciana of Red por la Justicia Tributaria, quoted in *El Tiempo*.

5. Inégalité et travail décent

Ci-dessus: Une famille plantant des semences de pois (haricots) dans un terrain en pente dans le village de Despagne près de Jérémie en Haïti.

Toute personne devrait pouvoir accéder à un emploi de qualité et sûr, au marché du travail offrant les mêmes chances et à une part équitable des bénéfices de la croissance économique. Le lien entre le travail décent et le développement est apparu comme l'un des moyens les plus efficaces de garantir que les avantages du développement soient partagés.[148]

Le point 8 des ODD stipule: "Promouvoir une croissance économique durable, inclusive et durable, un emploi plein et productif et un travail décent pour tous".

Dans un rapport interne sur le travail décent, Christian Aid a déclaré: ''Deux dimensions de la durabilité sont importantes: pour l'environnement, lui-même; mais aussi pour la capacité des personnes à jouir d'un niveau de vie décent ainsi que des droits fondamentaux sur leur lieu de travail. Un agenda qui ne laisse personne de côté devrait donc offrir des opportunités d'emplois décents: des emplois dans des conditions de travail sûres qui paient au moins un salaire décent, et qui offrent une progression et une sécurité.''

L'accès à des emplois de qualité constitue l'un des grands défis à dans la région et constitue également un obstacle à la réduction future des inégalités. Il existe un consensus croissant sur le fait que la pauvreté, l'extrême pauvreté et l'inégalité en Amérique latine et dans les Caraïbes ne peuvent être surmontées durablement sans des actions qui créent des emplois durables dans les zones urbaines et rurales, particulièrement pour les plus marginalisés.

'L'emploi et les changements de l'emploi affectent davantage les inégalités en Amérique latine que la croissance économique'

Banque Mondiale, *Education et productivité, clé pour réduire les inégalités pendant les périodes de faible croissance.*

Informalité

La région est caractérisée par un niveau élevé d'emplois précaires, informels et à faible productivité. Plus de la moitié des 300 millions de personnes employées en Amérique latine et dans les Caraïbes travaillent dans des microentreprises, en tant que travailleurs indépendants non qualifiés ou en tant que travailleurs non rémunérés.

De plus, sur les 50 millions de petites et moyennes entreprises de la région, 37 millions sont informelles, ce qui souligne l'énorme problème de l'informalité dans la région.[149] Le pourcentage de travailleurs informels n'a pas diminué ces dernières années malgré la croissance économique. Le travail informel est l'un des principaux défis pour le développement humain et l'inégalité dans la région.[150] L'informalité affecte particulièrement les femmes, les migrants, les autochtones, les Afro et les personnes ayant un faible niveau d'éducation, ce qui contribue aux inégalités persistantes.

Ceux qui travaillent dans le secteur informel n'ont généralement aucun filet de sécurité sociale. Des politiques améliorées en matière de retraites, de soins de santé et de congé de maternité sont essentielles dans le travail formel et informel pour réduire la vulnérabilité des femmes et des hommes. Une autre politique critique est celle qui régit le salaire minimum, qui a un grand potentiel pour réduire les inégalités et la pauvreté des travailleurs à faible revenu. Nous savons déjà que les syndicats jouent un rôle essentiel dans la réduction des inégalités salariales, ainsi que dans l'amélioration des conditions et des avantages plus larges que les travailleurs reçoivent. Les syndicats, cependant, n'ont pas une bonne expérience dans la région, où les politiques et les pratiques antisyndicales sont répandues.

Droits pour les travailleurs informels au Brésil

Ci-dessus: Une des commerçantes de rue à São Paulo.

À São Paulo, le partenaire du Centre des Droits de l'Homme Gaspar Garcia (CDHGG), partenaire de Christian Aid, travaille avec certaines des catégories les plus exclues de travailleurs informels de la ville, y compris des migrants boliviens, qui travaillent souvent dans des conditions de semi-esclavage.

São Paulo est une métropole de plus de 20 millions de personnes. Une grande partie de la population vit dans la pauvreté parce qu'elle gagne un salaire insuffisant pour subvenir à ses besoins et les politiques sociales publiques ne couvrent pas cet écart.

CDHGG soutient les vendeurs de la rue avec une gamme d'activités, comme des conseils juridiques, un soutien pour l'organisation et la défense des intérêts auprès des institutions et des autorités locales afin de rendre les fournisseurs plus visibles et de souligner les besoins des travailleurs informels (manque d'accès au crédit, prestation sociale et le logement). Il facilite également le dialogue et la négociation des droits avec les autorités locales.

La création du « Street Vendors Forum » pour les vendeurs informels de toute la ville a permis aux fournisseurs de s'engager avec les institutions et les autorités locales. Cela a contribué à créer un espace démocratique pour ces travailleurs à s'organiser. Récemment, le CDHGG a renforcé son travail d'autonomisation des femmes fournisseurs informels, qui font souvent face à des niveaux accrus d'harcèlement et de violence de la part de la police, violence à la maison et dans la rue. Le travail actuel est axé sur le renforcement de la participation des femmes au « Street Vendors Forum », et la création de plus d'opportunités pour elles de devenir des leaders dans le secteur et d'organiser la défense de leurs droits. Cela inclut l'aide juridique, les chirurgies légales et les ateliers de plaidoirie pour lutter contre la violence sexiste. Les femmes qui ont participé à ce travail ont déjà pu influencer les dirigeants locaux et former d'autres femmes confrontées à de pareilles situations.

Micro, Petites et Moyennes Entreprises (MPME)

Les progrès des Micro, Petites et Moyennes Entreprises sont essentiels, étant donné que la majeure partie de l'emploi en Amérique latine et dans les Caraïbes est créée par ceux-ci. Plus de la moitié des 300 millions de personnes employées dans la région travaillent en tant que salariés dans des microentreprises comptant moins de cinq travailleurs, en tant que travailleurs indépendants non qualifiés ou en tant que travailleurs non rémunérés. Ces conditions emploient 70% des travailleurs vivent dans la pauvreté et 50% des travailleurs se trouvent dans une situation vulnérable.[151]

Les investissements et le soutien aux MPME ont été faibles et ont néanmoins le potentiel de créer du travail dans des zones économiquement marginalisées. Cependant, il n'est pas surprenant que l'attention se soit clairement concentrée sur le modèle extractif orienté vers l'exportation qui promeut des secteurs tels que l'agro-exportation, les biocarburants, l'exploitation minière le pétrole et le gaz. La dernière décennie a vu une énorme expansion dans ces secteurs. Il y a beaucoup de lacunes inhérentes à cette approche, en particulier la concentration des terres et tous les impacts sociaux, environnementaux et des droits de l'homme impliqués par cela. Cela se traduit également par quelques politiques visant à promouvoir le développement durable des MPME. Des politiques sont nécessaires, notamment un accès accru au crédit, des procédures facilitant l'enregistrement des travailleurs, moins d'avantages injustes accordés aux grandes entreprises étrangères grâce à des incitations fiscales et à des structures fiscales plus progressives.

Salaire décent et indécent

Une politique fiscale telle que l'utilisation d'incitations fiscales signifie que, dans de nombreux cas, la qualité et les salaires des emplois créés par l'investissement étranger sont faibles. De nombreux pays de la région ont des salaires minima fixés par la loi; ces salaires ne reflètent souvent pas les besoins réels des travailleurs et peuvent légitimer les employeurs qui paient de bas salaires.

Les groupes de travailleurs (non seulement les syndicats, mais aussi les organisations de travailleurs informels) ont commencé à plaider en faveur du droit à un salaire décent. Selon une étude sur les salaires des travailleurs de l'habillement entre 2001 et 2011, la valeur réelle des salaires au Mexique, au Honduras et au Salvador a diminué en moyenne de 14,6%, tandis que les salaires moyens des travailleurs de l'habillement n'ont atteint que 41%. 50% au Guatemala, 47% au Honduras et 40% en République Dominicaine.[152] Une étude récente menée en Haïti a montré que «le coût de la vie actuel est plus de quatre fois supérieur au salaire minimum de référence» [153].

La baisse de la croissance du revenu du travail au bas de la pyramide des revenus et une assistance sociale moins efficace sont deux autres problèmes de la stagnation de la réduction des inégalités.[154] Au Brésil, par exemple, la baisse des inégalités au cours des années 2000 résulte davantage de l'effet des salaires et des régimes de retraite indexes sur le salaire minimum que le transfert d'argent comme « Bolsa Familia ».[155] Si les salaires et les pensions ne suivent pas le coût de la vie, comme cela a été le cas au cours des dernières années, nous ne pouvons pas manquer de constater une régression dans les progrès réalisés.

Support aux petits fermiers en Haïti

Les MPME ont du mal à concurrencer les grandes entreprises, souvent étrangères, qui bénéficient d'incitations fiscales ou d'un accès préférentiel aux marchés.

En Haïti, Christian Aid a soutenu le programme ''Lèt Agogo'' du partenaire « Veterimed » dans ses recherches sur les actions durables pour améliorer la production locale de lait et permettre aux petits agriculteurs de participer à la relance efficace de la production nationale de lait.

Depuis le lancement de la première production de lait stérilisé en 2006, « Veterimed » compte désormais 36 laiteries à travers Haïti.

« Veterimed » avait commencé à discuter des opportunités de diversification de la production et en 2015, ils ont redémarré la production de fromage (en attente depuis le tremblement de terre). « Veterimed » produit maintenant des fromages Cheddar et Gouda. Ceux-ci ont le potentiel d'améliorer le réseau ''Lèt Agogo'' et de continuer à promouvoir la production de lait local.

De nombreux efforts ont été déployés pour renforcer la capacité du personnel laitier à être un noyau essentiel de la production de fromage et à apprendre le processus. Quatre laiteries du réseau sont impliquées dans la production de fromage : Forêt des Pins, Bon Repos, Verrettes et Hinche. Ces laiteries ont actuellement une production annuelle de 40 000 livres de fromage et ont le potentiel de doubler rapidement leur production en fonction des besoins du marché. Le lait collecté auprès de plus de 260 agriculteurs est utilisé dans la production de fromage de ces laiteries.

Les principaux clients du fromage produit par ''Lèt Agogo'' sont les grands hôtels de Port-au-Prince, les supermarchés et les restaurants.

Marche de travail injuste

Les marchés du travail en Amérique latine et dans les Caraïbes sont caractérisés par de profondes divisions entre la qualité, les revenus, la formalité des emplois, les possibilités de mobilité professionnelle ascendante et l'accès à la protection sociale. A ceux-ci s'ajoutent des inégalités fondées sur le genre, la race, l'origine ethnique, l'âge, la situation géographique et le handicap afin de créer de nouveaux obstacles pour vaincre la pauvreté et les inégalités dans la région. Par exemple, une femme indigène d'une zone rurale est beaucoup plus susceptible d'être employée de manière informelle ou dans des secteurs à protection minimale tels que le travail domestique.

Pour mettre un terme à ce cycle, les gouvernements et la société civile doivent être conscients et s'attaquer de manière proactive à ce problème. Le support aux entreprises informelles (en particulier les petites et micro entreprises) pour l'enregistrement et l'accès au crédit permettent aux travailleurs d'accéder à de meilleures conditions de vie et à des clauses de protection sociale, particulièrement un accès accru aux retraites, aux congés de maternité, les droits des travailleurs, tels que la santé et la sécurité, la réglementation du temps de travail et les salaires décents; investir davantage dans l'éducation des jeunes (principalement l'enseignement professionnel et professionnel) et dans l'apprentissage des adultes, car l'écart de compétences est souvent identifié comme un obstacle majeur à la recherche d'un emploi et, finalement, à l'avenir de l'économie nationale.

Il est tout aussi important d'assurer à ce que toutes ces mesures tiennent compte des différentes dimensions de l'inégalité et de l'exclusion et de donner la priorité aux personnes les plus touchées par les normes de genre, l'ethnie ,la race et la discrimination fondée sur l'âge. Cela implique d'encourager les changements dans les politiques et pratiques d'emploi (aider les femmes à entrer dans des secteurs traditionnellement dominés par les hommes, en fournissant des services de garde d'enfants ou d'autres arrangements par exemples) ou en introduisant des proportions dans certaines professions ou rôles pour faire face aux disparités et l'introduction d'actions positives pour vaincre la discrimination ethnique et raciale sur le lieu de travail.

Un autre exemple, les Zones économiques en Amérique centrale. Les travailleurs, principalement jeunes les femmes ayant une éducation de base seulement, ont de maigres salaires, travail imprévisible et longues heures avec des contrats précaires et bafouage régulier des lois nationales concernant les droits du travail et avantages sociaux (p. ex. assurance maladie et pension contributions) .[1] Les écarts de rémunération entre genre est commun.

1 Agenda des droits du travail des travailleuses de l'industrie en Amérique centrale

Le travail et fossé entre les genres

Opportunités d'emploi: Malgré la réduction de l'écart, les femmes continuent de participer moins au marché du travail que les hommes: 50% contre 71% .[156] Les femmes sont plus susceptibles d'être au chômage que les hommes dans toutes les couches socio-économiques. En moyenne, les femmes gagnent 22% de moins que les hommes et sont plus susceptibles d'occuper un emploi temporaire, mal rémunéré et fragile, sans avantages sociaux tels que le congé de maternité.

Les plus grandes lacunes en termes de répartition du travail de qualité entre hommes et femmes se trouvent au Nicaragua, en Bolivie, au Pérou et en Colombie [157], même si les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes ont un meilleur accès à l'éducation que jamais auparavant. De plus, les cadres blancs, masculins et féminins, subalternes sont régulièrement acceptés comme la norme.[158]

Travail de soins non rémunéré : Les femmes assument également le fardeau en termes de travail de soins non rémunéré et travaux ménagers (y compris la collecte de bois de chauffage et d'eau) et les soins aux membres de la famille. Par exemple, au Honduras en 2009, les femmes employées consacraient en moyenne sept heures par jour au travail non rémunéré, contre une heure pour les hommes.[159]

Cette disparité est encore plus grave parmi les chômeurs. Par exemple, en Colombie, les femmes au chômage travaillent 35 heures par semaine, contre 12 heures par semaine pour les hommes.[160]

Le travail de soins gratuit, généralement effectué par les femmes est encore accru dans les zones rurales. Un manque de services tels que l'eau et l'électricité signifie que les femmes passent plus de temps à aller chercher de l'eau et du bois de chauffage. Un manque d'accès à l'énergie (électricité) signifie absence d'appareils ménagers, ce qui augmente le temps consacré aux tâches quotidiennes telles que la cuisine et le lavage des vêtements.

Les politiques de soins doivent être conçues comme des politiques universelles axées sur les droits. Ceci est particulièrement important lorsque les pays font face à des populations vieillissantes. Un changement culturel vers des tâches ménagères plus juste réparties entre les hommes et les femmes sera également nécessaire.

Une étude récente de l'IEEPP, partenaire de Christian Aid, a indexé quelques questions et statistiques clés sur les femmes et l'emploi au Nicaragua: [161]

- Les femmes ont moins de possibilités de travailler en raison de responsabilités de soins non rémunérées.

A suivre

Suite de la page 52

- Les femmes sont considérées comme étant moins productives. Souvent, les femmes créent des petites ou microentreprises à la maison pour s'assurer qu'elles peuvent également couvrir les tâches domestiques, mais cela les éloigne du commerce.
- Il y a moins de femme qui travaillent dans le domaine de la sante, les manufactures, le commerce et l'agriculture.
- Les femmes sont beaucoup moins capables d'être propriétaires de petites et moyennes entreprises (9,7% des femmes sont propriétaires de petites entreprises, comparativement à 58,1% des hommes). Pour les entreprises de taille moyenne, l'écart est encore plus grand, 7,9% 61,1% d'hommes).
- Des femmes qui sont propriétaires d'entreprises, plus de 50% sont chefs de famille, ce qui suppose un double travail.

Le rapport du CEDLA sur les femmes et l'emploi a montré que malgré les progrès économiques en Bolivie au cours de la dernière décennie et les progrès dans certains domaines de l'inégalité entre les sexes dans la société bolivienne, les femmes n'ont pas vu leurs possibilités d'amélioration d'emploi.[162] Les femme représente une majorité de travailleurs du secteur informel, dans des emplois peu qualifiés et des emplois mal payés et fragile, ce qui limite leur accès aux droits sociaux et au travail.

Selon le CEDLA: ''L'emploi, les salaires et les autres conditions de travail restent les principales variables de l'ajustement pour maintenir une insertion subalterne dans l'économie mondiale et atténuer les effets de la crise capitaliste sur l'économie nationale.'' Cela a augmenté la fragilité du travail et a touchées les femmes davantage. En 2014, 34% des femmes salariées et 75% des travailleurs indépendants étaient confrontés à une extrême instabilité de l'emploi, avec un revenu inférieur au coût du panier alimentaire. Ce ne sont pas seulement les femmes du secteur informel qui sont touchées, en général, les femmes en Bolivie font face à des taux de chômage plus élevés par rapport aux hommes.

Emploi rural

Le fossé entre les sexes en milieu rural est encore plus palpable. Le travail agricole reste la principale activité économique dans les zones rurales et les femmes travaillent souvent dans l'agriculture pour subsister et fournissent un travail non rémunéré aux ''chefs de famille''. Elles ont peu accès à leurs propres terres ou à des circuits de commercialisation.

L'un des principaux obstacles pour les femmes rurales est leur faible niveau d'éducation. Dans une étude réalisée en 2010 dans 13 pays, plus de la moitié des femmes rurales avaient entre zéro et cinq ans de scolarité et de nombreux pays affichaient un taux d'analphabétisme très élevé parmi les femmes qui cultivent la terre : Pérou (65,9%), Guatemala (60,7%), Bolivie (45,8%) et El Salvador (37,5%).[163]

Dans les régions où les cultures sont destinées à l'exportation, comme l'industrie florale en Colombie, les femmes sont recrutées dans des proportions plus élevées, mais ont tendance à être employées pour de faibles salaires temporaires ou saisonniers, avec une protection minime de leurs droits.

En Amazonie bolivienne, Christian Aid a exploré les possibilités de combiner l'emploi des femmes et le renforcement de la participation des femmes à la prise de décision. Christian Aid a travaillé avec de jeunes femmes dans les communautés amazoniennes, qui deviennent souvent mères à un très jeune âge, ont peu d'opportunités de terminer leurs études, de saisir des opportunités génératrices de revenus ou de réaliser leurs rêves de développement personnel en dehors du foyer.

Christian Aid, CIP et Soluciones Prácticas se sont embarqués dans un projet qui vise à renforcer l'organisation et la participation effective des jeunes aux forums de prise de décision sur les questions qui les concernent, à renforcer l'engagement local et la capacité à soutenir l'entrepreneuriat des jeunes dans le sud et l'ouest de l'Amazone bolivienne.

Travaux durables

Le discours sur les 'emplois verts' est devenu beaucoup plus courant dans l'agenda de développement.[164] Le rapport sur le développement humain du PNUD de 2015 mentionne le travail comme moyen de lutter contre la pauvreté et de surmonter les inégalités en renforçant les groupes minoritaires et en protégeant l'environnement par des emplois verts. .[165]

La nécessité d'accroître l'emploi pour réduire les inégalités ne peut être fait contre l'environnement. L'égalité et la durabilité sont au cœur des ODD et ce n'est pas seulement la qualité des emplois qui doit changer. La croissance en Amérique latine et dans les Caraïbes a été caractérisée par l'exportation de produits extractifs et de grandes entreprises agroalimentaires.

Sauf pour la Bolivie, où les bénéfices des industries pétrolière et gazière ont été investis dans des programmes de protection sociale, les retombées de la croissance tirée par les exportations n'ont pas été utilisées efficacement pour lutter contre les inégalités ou pour créer plus diversification dans l'économie ou pour renforcer la main-d'œuvre et les droits des travailleurs[166]. Cela dirige la région loin d'un modèle de politique fiscal et de développement qui soit inclusif, vert et durable.

La foi et la participation des jeunes pour développer la responsabilité sociale et la durabilité en République Dominicaine

En Amérique-Latine et dans les Caraïbes, les jeunes sont trois fois plus susceptibles d'être au chômage que les adultes[167]. La République dominicaine est l'un des pays où le partenaire régional CREAS octroie un diplôme international en leadership, responsabilité sociale et durabilité en collaboration avec l'Université National Evangélique. Cela vise à renforcer la capacité des jeunes entrepreneurs à développer des projets économiques socialement responsables et durables.

Modesto Ventura, l'un des participants, a déclaré que le cours est ''une occasion d'échanger des idées et d'explorer de nouvelles façons d'ajouter un angle de durabilité sociale à notre travail.' Modesto's Business Modest Details crée des meubles et des décorations en bois brut et recyclé. Il explique: ''Nous prenons ce que les grandes entreprises jettent ... et en utilisant une gamme de matériaux, de couleurs et de textures, les transformer en meubles exclusifs.''

Modesto coordonne un projet pilote intitulé ''Étudier, apprendre et travailler'' dans le quartier « El Corrientes de Los Corales », une zone très pauvre de la ville de Santo Domingo, où les revenus de la plupart des gens proviennent du travail informel.

Le rêve de Modesto est ''Créer des opportunités d'emploi pour les jeunes sans emploi ou sans revenu, comme Pablo, qui est récemment venu chez nous sans travail et qui souhaite étudier. Nous l'avons accueilli et maintenant il étudie pour sa carrière et travaille dans le domaine administratif de Modest Details.

Cette initiative crée de nouvelles relations dans la communauté et génère une prise de conscience sur la nécessité de prendre soin de l'environnement. Modesto et son équipe discutent avec des recycleurs de carton pour les relier au projet.

Il a ajouté: "Nous voulons être une entreprise qui contribue à l'éducation communautaire, pas simplement profiter des biens économiques ... ce n'est pas notre vision de devenir riche, mais de créer plus d'opportunités pour les jeunes leaders."

Selon Modesto, il existe des opportunités en République dominicaine, mais elles nécessitent une éducation de niveau universitaire. ''Il y a tellement de jeunes talents, et ce programme de diplôme international a été l'occasion de tirer parti de ces compétences et de nous permettre d'accéder à l'éducation pour sortir du cycle de l'inégalité''.

Conclusion

Bien qu'il y ait eu quelques réductions du chômage et des augmentations de productivité, la richesse dans la région continue d'être concentrée entre les mains de quelques-uns et une grande partie de la main-d'œuvre reste piégée dans des emplois informels ou de mauvaise qualité, où les droits des travailleurs ne sont pas respectés. Les personnes de ce groupe comprennent celles qui sont confrontées à des obstacles de longue date en raison de leur sexe, de leur âge, de leur classe sociale ou de leur appartenance ethnique et qui sont systématiquement laissées pour compte d'une génération à l'autre. Ces dimensions de l'inégalité représentent une barrière phénoménale, surtout lorsqu'elles se croisent. Comme le mentionne Latindadd: ''Il est important de mettre en évidence les problèmes qui doivent être abordés ensemble, tels que le haut niveau d'informalité, la génération de travail digne, les mesures de protection de l'environnement et le respect des droits humains et des peuples indigènes.''[168]

Des emplois décents peuvent créer une richesse réelle et partagée. Pourtant, il n'y aura pas assez d'emplois décents à moins que les États ne diversifient leur économie, investissent dans leur main-d'œuvre (éducation et formation continue), renforcent et appliquent les droits du travail et introduisent des mécanismes de protection sociale pour tous.

6. Inégalité et développement de faible émission en carbone

Ci-dessus: Un site minier à Ariquemes, État de Rondônia, Brésil. L'exploitation de la mine, l'élevage de bétail et la culture du soja ont fait de Rondônia l'un des endroits les plus déboisés de l'Amazonie, provoquant des tensions et violences entre les migrants et les populations indigènes.

L'ex Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki Moon, a reconnu que le changement climatique est la ''question déterminante de notre époque''. Dans son rapport intitulé *Progrès vers les objectifs de développement durable*, il affirme: 'Le changement climatique est la plus grande menace au développement, et ses retombés généralisés et sans précédent pèsent de manière disproportionnée sur les plus pauvres et les plus vulnérables. Une action urgente pour lutter contre le changement climatique et minimiser ses perturbations fait partie intégrante de la mise en œuvre réussie des objectifs de développement durable'.[169]

Les impacts du changement climatique en Amérique latine et dans les Caraïbes sont et seront ressentis beaucoup plus fortement par les plus pauvres et les plus vulnérables de la société, ceux qui n'ont pas d'autre choix que d'y vivre ou de gagner leur vie. Par conséquent, le changement climatique est susceptible de conduire à de nouvelles augmentations des inégalités dans la région.

La nature mondiale du changement climatique appelle une large coopération internationale pour renforcer le ressort climatique et la capacité d'adaptation à ses effets néfastes, développer des voies durables à faible émission de carbone et accélérer la réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Le 22 avril 2016, 175 États membres ont signé l'Accord de Paris dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Le nouvel accord, officiellement entré en vigueur le 4 novembre 2016[170], vise à réduire le rythme du changement climatique et engage les pays à faire la transition vers un avenir résilient au climat zéro carbone, en limitant l'augmentation de la température moyenne mondiale à 2 ˚C au-dessus des niveaux préindustriels, tout en poursuivant les efforts pour limiter l'augmentation de la température à 1.5˚C au-dessus des niveaux préindustriels.[171]

'Même si la région formée de ''Amérique Latine et les Caraïbes'' continuera apparemment d'être la région ayant la plus faible émission en carbone de tout mélange énergétique régional d'ici 2050, les tendances actuelles du développement économique entraîneront une augmentation des émissions de carbone dans la région.
Il est donc nécessaire que les pays cherchent des moyens à ce que leur économie soit plus verte et de réduire leur dépendance aux combustibles fossiles.'

Perspectives mondiale en matière d'environnement, évaluation GEO 6 pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, 2016

Il existe un énorme potentiel pour les énergies renouvelables dans toute l'Amérique latine et les Caraïbes, qui est largement inexploité. Pourtant, pour avoir une chance d'atteindre l'objectif de 1.5 ° C, les pays ont besoin d'un grand changement vers les énergies renouvelables et d'arrêter d'investir dans et de supprimer les subventions pour les combustibles fossiles. Cela doit s'accompagner d'une stratégie de gestion de la demande pour réduire la consommation d'énergie et promouvoir l'efficacité énergétique.[172]

Pour que l'Amérique latine et les Caraïbes atteignent effectivement les engagements de l'Accord de Paris, il est impératif que les pays passent des investissements publics et privés dans les combustibles fossiles à l'énergie sans carbone, qui à son tour soutiendra des économies durables et équitables. Toutefois, étant donné le modèle économique actuel de la région qui dépend des industries extractives, de l'agro-industrie et des mégaprojets (y compris les combustibles fossiles, les grandes centrales hydroélectriques et les biocarburants industriels), ce sera un véritable défi. En outre, la région est toujours confrontée à un accès inégal à l'énergie, les plus pauvres et les plus vulnérables, principalement dans les zones rurales, sont les moins accessibles, ce qui montre que les investissements dans l'énergie ne profitent pas à ceux qui en ont le plus besoin.

Pourtant, ce sont des défis que, au moins théoriquement, les pays de la région qui sont membres du Forum sur les changements climatiques ; Haïti, la République dominicaine, le Guatemala et le Honduras, ont promis d'aborder lors des négociations de la COP22 de la CCNUCC sur le climat à Marrakech[173]. Nous pensons que l'opinion publique dans la région doit encore être mobilisée pour imposer une action audacieuse du gouvernement et du secteur privé, et que le financement est au cœur du problème et de la solution au changement climatique.

Les gouvernements de la région ne peuvent pas agir seuls et doivent s'allier à la communauté progressiste des affaires et des investisseurs, qui a largement contribué au succès de Paris en soutenant publiquement un accord ambitieux.[174] Les financements publics et privés et les investissements doivent passer de fossiles des carburants et des infrastructures à haute teneur en carbone et le développement d'options faibles en carbone, propres et résilientes au changement climatique pour un avenir plus propre, plus sûr et plus prometteur.

Les pays qui n'ont pas accès aux services énergétiques modernes doivent être également supportés d'un accès universel à l'énergie, en privilégiant les technologies décentralisées et hors réseau pour briser le cercle de la pauvreté énergétique et fournir directement l'accès à l'énergie à des centaines de millions de personnes dans les zones rurales qui vivent sans réseau électrique et cuisinent du charbon de bois.

La CCNUCC et les ODD doivent devenir des moteurs importants des politiques climatiques et de développement national. L'Accord de Paris, en tant que composante intégrale de l'ODD 13 pour ''agir en urgence pour combattre le changement climatique et ses impacts'', fournira au monde, même en période d'incertitude, les bases d'une action climatique collective et d'un développement compatible avec le climat, n'ont pas été atteints par une politique purement interne, des relations bilatérales et régionales. Au fur et à mesure de l'application de ces accords, les mesures prises pour lutter contre le changement climatique constitueront un pas en avant vers la prise en compte des facteurs actuels et futurs qui aggravent la pauvreté dans la région ou sapent les progrès déjà réalisés. S'attaquer au changement climatique est alors une action fondamentale pour la lutte contre la pauvreté et se rapprocher d'un développement plus équitable et

Briser la relation de pouvoir entre les entreprises de combustibles fossiles et nos institutions financières et politiques est nécessaire pour permettre une économie durable dont nous savons que nous devons nous épanouir. Nous comprenons que la solution doit être systémique et qu'un mouvement de masse stratégique des capitaux d'investissement des combustibles fossiles vers les énergies renouvelables pourrait provoquer un tel changement systémique.

durable des peuples et des communautés d'Amérique latine et des Caraïbes.

Vulnérabilité du climat

Un certain nombre de pays d'Amérique latine et des Caraïbes figurent parmi les pays les plus vulnérables au changement climatique, un phénomène caractérisé par des inégalités à la base. Le changement climatique conduit à une aggravation de l'inégalité pour les pays et les personnes qui ont le moins contribué, mais qui souffrent le plus de son impact et de ses conséquences.

Le coût économique d'une telle destruction pour la région est potentiellement massive, une étude estime qu'elle ''pourrait augmenter progressivement et atteindrait environ 100 milliards de dollars par an d'ici 2050'' [175]. Il est donc crucial que le changement climatique soit de plus en plus au cœur des débats sur l'importance du développement durable. Cela contribuera également une garantie que le développement durable soit abordé de manière intégrale, en tenant compte non seulement de ses aspects économiques mais aussi de ses dimensions environnementales et sociales.

En dépit de quelques améliorations socioéconomiques dans la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ces dernières années, le dernier rapport du Groupe intergouvernemental sur le changement climatique déclare : ''Il y a un encore un niveau élevé et persistant de la pauvreté dans la plupart de pays, ce qui entraine un risque accru pour la variabilité et le changement du climat''.[176] Cela risque d'entraîner une aggravation de l'inégalité entre riches et pauvres. Les conditions météorologiques de plus en plus imprévisibles dans la région menaceront directement les moyens de subsistance de milliers de petits agriculteurs, l'approvisionnement en eau et les modèles d'agro-exportation qui en dépendent fortement.

Ce sont les plus pauvres qui vivent sans systèmes d'alerte hâtive, plans d'urgence, infrastructures ou soutien financier pour faire face aux catastrophes, qui souffriront de manière démesurée du changement climatique. Les effets de plus en plus graves du changement climatique exposent les pauvres de la région à des menaces de plus en plus graves, les situations d'urgence majeures et à évolution lente érodant leurs revenus et leurs actifs. Par conséquent, la relation entre changement climatique et pauvreté devient de plus en plus évidente, en particulier dans le ''hotspot'' d'Amérique centrale qui abrite certaines des personnes les plus pauvres de la région[177].

Haïti est un autre pays où la vulnérabilité aux catastrophes (incluant une fréquence croissante d'événements météorologiques extrêmes) et de haut niveau de pauvreté entrent en collision. En 2016, l'ouragan Matthew a donné l'occasion à Christian Aid et à ses partenaires de répondre à cette crise humanitaire d'appeler à la mise en œuvre des engagements pris lors du Sommet Humanitaire Mondial (SHM). Le premier SHM en 2016 a abouti au 'Grand Bargain', un engagement des principaux donateurs et grandes organisations humanitaires à rendre leurs dépenses plus flexibles, efficaces, transparentes et efficaces au niveau local.[178] Christian Aid et ses partenaires en Haïti ont appelé à une réponse à Hurricane Matthew ''d'utiliser plutôt que de remplacer les capacités locales; s'assurer à ce qu'au moins 25% de l'aide soit directement octroyée aux ONG nationales; et assurer la responsabilisation des communautés affectées a été renforcée ''.

L'Amérique Latine et les Caraïbes abritent une bonne proportion de la richesse naturelle de la planète.[179] L'avenir des économies de la région, de même que la capacité de ces pays à combattre la

Indices de Risque Climatique à Long-Terme

Selon les indice de risque climatique à long terme Germanwatch, paru en 2017, quatre pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont été identifiés dans les 10 premiers pays les plus touchés par les impacts des événements liés aux conditions météorologiques au cours des 20 dernières années ans allant de 1996 à 2015 ; Honduras (Premier), Haïti (Troisième), Nicaragua (Quatrième) et Guatemala (Neuvième). La République Dominicaine et El Salvador ont été classés 11ème et 15ème, respectivement.[1] Ces pays sont principalement situé en Amérique centrale 'Hotspot' et / ou ouragan commun couloirs.

La fréquence et l'intensité des conditions météorologiques et climatiques extrêmes sont susceptibles augmenter, '[2] et donc en raison de sa géographie et la population, de la répartition et la dépendance excessive des ressources naturelles, l'Amérique-Latine et les Caraïbes sont sous la menace de phénomènes souvent irréversibles notamment le changement climatique, la dégradation du bassin Amazonien, la fonte des glaciers des Andes, inondations, pénuries alimentaires et même l'augmentation des maladies tropicales.[3]

1 Les indices de risque de changements climatiques *2017: Qui souffrent avantage des extrêmes évènements climatiques? Evènements liés aux conditions climatiques en 2015 et de 1996 à 2015*, Sönke Kreft, David Eckstein et Inga Melchior, Germanwatch, 2017.

2 Les impacts du changement climatique en 2014, Adaptation et Vulnérabilité, Groupe Intergouvernemental Panel changements climatique, 2014, Chapitre 27, Amérique du Sud et Centrale.

3 Le climat et le développement, défi pour l'Amérique-Latine et les Caraïbes*: Les options pour un climat actif, Faible émission de carbone*, Walter Vergara, Ana R Rios, Luis M Galindo, et al, IADB, 2013.

pauvreté et à inverser les inégalités, dépend crucialement du capital naturel de la région et de la capacité des gouvernements d'en faire une gestion efficace.

Il y a de nombreux facteurs qui déterminent l'avenir de la région. Les changements climatiques sont une préoccupation majeure pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes à cause des impacts anticipés sur l'accès à l'eau, la production alimentaire, la santé, l'utilisation des terres et le capital physique et naturel.[180] Les modes non durables de production et de consommation exercent des pressions croissantes, comme la terre, l'eau et la biodiversité. Cela comprend l'expansion des activités agroalimentaires qui continuent de constituer une menace importante pour les systèmes naturels de la région, associée à une consommation mondiale et régionale croissante (une plus grande demande de produits alimentaires et de matières premières). De plus haut niveaux d'urbanisation s'accompagnent à la fois d'un niveau de pauvreté plus élevé et de besoins de consommation accrus de la part d'une population croissante[181]. Le manque d'attention à ces facteurs peut avoir des conséquences environnementales et socioéconomiques considérables.

Christian Aid a longtemps affirmé que le changement climatique est un catalyseur de la pauvreté, et la pauvreté est le résultat de l'inégalité du pouvoir. Tant que les sociétés d'énergies fossiles continuent d'exercer un pouvoir sans contrôle sur nos systèmes politiques, nos économies et même notre culture, nous pouvons nous attendre à ce qu'elles le fassent également dans le climat, au détriment des voix des pays les plus touchés du sud.

Vers un développement faible en carbone pour lutter combattre l'inégalité (énergétique)

Quant au ''carbone zéro'', il y a deux crises mondiales dans le secteur de l'énergie qui semblent souvent avoir des solutions contradictoires: l'urgence de s'attaquer au changement climatique par un passage rapide à l'énergie zéro carbone; et plus de 2 milliards de personnes qui continuent à vivre dans la pauvreté en partie parce qu'elles ont peu ou pas d'accès à l'énergie. Le manque d'énergie moderne limite l'autonomisation des femmes, l'accès aux services de base, le développement des petites entreprises et limite en fin de compte la prospérité ou la croissance équitablement partagée. En passant de l'énergie fossile à diverses sources d'énergie renouvelable, nous pouvons effectivement fournir un accès à l'énergie propre aux pays en développement, aidant à surmonter la pauvreté énergétique d'une manière qui n'aggravera pas le réchauffement climatique.

Le modèle de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes se base principalement sur les industries d'extraction et l'expansion de l'agro-industrie, qui s'accompagnent d'une série d'impacts environnementaux, économiques et sociaux souvent néfastes. En 2015, le Venezuela est l'un des principaux producteurs et exportateurs mondiaux de pétrole brut avec environ 300 milliards de barils, soit 17,7% du total mondial.[182] Le charbon est largement extrait en Colombie, l'aluminium au Brésil, en Argentine et le Pérou.[183] Le Brésil, possède plus de terres arables que tout autre pays sur terre, qu'il utilise pour cultiver du soja, du maïs, du coton, l'élevage de bovins, entre autres produits.

En 2014, une recherche dirigée par Christian Aid a démontré que de tels modèles de développement ne sont tout simplement pas favorables au développement économique à faible émission en carbone.[184] Bien qu'il y ait une reconnaissance limitée parmi les

Guatemala: Micro et petites installations hydroélectriques

Nous devons nous être prudent par rapport aux fausses solutions ''vertes'', comme les grands barrages et les biocarburants industriels, qui peuvent avoir des impacts sociaux et environnementaux préjudiciables et qui ont d'importantes préoccupations en matière d'utilisation des terres et de droits relatifs.

Contrairement aux problèmes créés par les centrales hydroélectriques à grande échelle, les micros et petites centrales hydroélectriques ont généralement été reconnues comme ayant réussi. Par exemple, au Guatemala, le partenaire de Christian Aid, Madre Selva Collective, a mis en place des petites centrales hydroélectriques à base communautaire qui profitent aux communautés indigènes. Les plantes sont largement acceptées par la population car elles ne s'accompagnent d'aucun effet environnemental ou socio-économique négatif et apportent au contraire certain avantages.[1]

En plus de la focalisation communautaire à petite échelle de ce projet, une autre valeur ajoutée est que c'est un moyen pour les peuples autochtones de ''défendre'' leurs terres, par conséquent, nous voulons aussi dire qu'ils sont capables de gérer directement les ressources naturelles des terres, dont ils sont les gardiens traditionnels.

1 *Développement à faible intensité de carbone en Amérique latine et dans les Caraïbes: évolution, Christian Aid Briefing Paper.*

parties prenantes de la région, il existe des preuves que les pays cherchent une nouvelle direction.

Pour les organisations partenaires locales de Christian Aid en Amérique latine et dans les Caraïbes, l'énergie n'est pas considérée comme un simple produit, mais plutôt comme un droit de l'homme. Nous soutenons que la réalisation d'un tel droit, en accédant à une énergie durable et à faible émission de carbone, est plus difficile (et devrait donc être priorisée) pour les ruraux pauvres et les femmes en particulier.

Cependant, nombre de facteurs affectent le développement des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique en Amérique-latine et dans les Caraïbes, spécifiquement l'absence de volonté politique de la part des gouvernements, souvent associée à un manque de connaissances techniques qui entrave le développement durable dans le secteur énergétique et renforce le marché de l'énergie et la domination exercés par les compagnies d'électricité, de gaz et de pétrole.

La durabilité des plans de développement à faible émission de carbone dans la région dépend de la réduction de la consommation d'énergie grâce à des mesures d'efficacité en énergie et d'économie d'énergie, au développement d'énergies renouvelables durables et au renforcement des capacités institutionnelles et techniques des gouvernements. Pour y parvenir et surmonter les défis, nous pensons que ce qu'il faut est une approche centrée sur la personne pour l'approvisionnement et la consommation d'énergie, ce qui implique une réponse aux besoins énergétiques des pauvres. Une telle approche doit intégrer une plus grande implication du secteur privé et un dialogue plus proactif entre les secteurs public et privé et la société civile.

Brésil: Liaison entre l'inégalité et les sexes

Le lien entre l'inégalité, genre et l'énergie est particulièrement évident lorsqu'on considère l'impact de mégaprojets, tels que les centrales hydroélectriques à grande échelle, sur les femmes.

Notre partenaire brésilien, le Mouvement des personnes affectées par les barrages, avec ONU-Femmes, a mené un programme d'évaluations participatives avec des femmes de communautés touchées par des barrages dans l'État de Rondônia, au nord-ouest du Brésil. Cela a démontré qu'avec l'arrivée des barrages, les femmes ont encore moins de possibilités d'emploi, car elles ont été déplacées de leurs maisons et de leurs terres vers des zones urbaines où aucune disposition n'avait été prise pour leur emploi[185].

Les évaluations participatives ont également montré que les femmes étaient plus susceptibles d'être exclues que les hommes des processus décisionnels liés à leur développement et qu'elles avaient le statut d'étude de ''personne affectée non reconnue''.

En résumé, l'étude a révélé que les femmes étaient les principales victimes de l'appauvrissement et de la marginalisation découlant de la planification, de la mise en œuvre et de la mise en service des barrages, mais qu'elles avaient le moins d'influence sur ces processus[186].

Le Mouvement des Personnes Affectées par les Barrages, MAB, a aussi soutenu les femmes dans les communautés touchées par le barrage hydroélectrique de São Luiz do Tapajós. Cela a été prévu pour la rivière Tapajós, avec une capacité de 8040 MW et une énergie ferme d'environ 4 000 MW. Le réservoir occuperait une surface de 729 km². Au moins 40 autres barrages sont prévus pour le bassin. Les barrages inonderaient une partie du territoire indigène et provoqueraient le déplacement des indigènes, ce qui est illégal. Avec l'apport de l'UE, le mouvement a fourni des ressources pour accroître la capacité de ces femmes à influencer la communauté et les autorités locales pour leurs droits. Démontrant un certain succès, à la mi-2016, l'organisme environnemental fédéral du Brésil a suspendu la licence pour le projet. Cependant, la décision ne signifie pas l'annulation du processus d'octroi de licences, mais cela le rend certainement plus difficile.

Il y a de nombreuses preuves relatives aux inégalités de genre dans l'utilisation de l'énergie. Cela peut être particulièrement remarqué dans les zones rurales ou par exemple d'incidences élevées de maladies telles que les maladies pulmonaires chroniques causées par la fumée intérieure du bois et du charbon de bois, feux de cuisson, qui touchent les femmes de manière démesurée. L'approvisionnement de cuisson propre grâce à des fourneaux économes en énergie, conjuguée à des efforts visant à remettre en question et à modifier le rôle spécifique lié au genre peut jouer un rôle crucial dans la libération du temps et de la capacité de production des femmes. En Amérique-centrale, des progrès ont été réalisés à cet égard. Le Guatemala, le Honduras, El Salvador et le Nicaragua ont lancé le Réseau régional pour l'égalité des sexes et l'énergie, une initiative qui vise à promouvoir l'égalité d'accès à l'énergie durable pour tous en influençant la politique gouvernementale.

L'Amazonie Bolivienne: défis de l'accès à l'énergie et solutions à faible carbone

L'Amazonie bolivienne occupe près de 230 000 miles carrés (59,6 millions d'hectares, près de 2,5 fois la taille du Royaume-Uni) et abrite plus de 30 communautés indigènes. L'Amazonie bolivienne est au cœur du débat sur les modèles de développement durable en tant que zone d'importance mondiale, à cause de son rôle clé comme régulateur climatique et méga-biodiversité pour la planète. Pourtant, elle est de plus en plus menacée par les sociétés d'abattage prédatrices, les industries extractives, les agro-entreprises et les grands projets d'infrastructure comme les routes et barrages.

Christian Aid travaille à renforcer la résilience et à améliorer la qualité de vie des communautés de l'Amazonie bolivienne. Ces communautés sont extrêmement vulnérables aux effets irritants des changements climatiques comme les inondations et les incendies de forêt en raison des saisons pluvieuses et sécheresses prolongées et plus intenses au cours des dernières décennies. En effet, au cours des 10 dernières années, en particulier en 2008 et 2014, Christian Aid et ses partenaires locaux ont dû répondre à certaines des pires inondations depuis le début des records dans cette région. Elles entraînent des glissements de terrain, détruisent les récoltes, noyer le bétail et le gibier, détruisent les infrastructures et contaminent les sources d'eau naturelles.

L'une des principales priorités du travail de Christian Aid avec les organisations partenaires locales en Amazonie est de développer des plans communautaires de préparation aux catastrophes et de renforcer la résilience par des systèmes agroforestiers, en améliorant l'accès aux marchés équitables et en renforçant les organisations communautaires.

À cette fin, Christian Aid, à travers les organisations nationales Inti Illimani, Soluciones Prácticas, Centre de Recherche et de Promotion du Campusinado et la Plataforma Boliviana Frente al Cambio

Ci-dessus: Un four solaire fourni par "Soluciones Prácticas", partenaire de Christian Aid, à une famille du projet pilote.

Climático, UNITAS, a piloté un projet en Bolivie pour fournir aux communautés amazoniennes des fours solaires afin de réduire leur dépendance au bois de chauffage. La dépendance du bois de feu en tant que combustible principal pour la cuisson entraîne la déforestation et on estime que chaque famille utilise jusqu'à 3 kg de bois de chauffage quotidiennement.

La collecte de bois de chauffage est principalement un fardeau pour les femmes (poids physique et durée). La déforestation veut dire que les femmes doivent marcher de plus en plus loin de leur communauté pour chercher du carburant. Les femmes passent environ une heure par jour à ramasser du bois pour le chauffage et jusqu'à quatre heures par jour à cuire du bois de chauffage selon les estimations. Brûler des combustibles fossiles à feux ouverts dans de petites maisons familiales est également un danger pour la santé et le bien-être des familles.

L'une des principales questions était de savoir si les familles utiliseraient les fours. Après tout, préparer des repas d'une façon si longue peut être une habitude difficile à changer. Les quatre premiers mois ont été compliqués, car les méthodes étaient très différentes, mais au fur et à mesure elles se sont adaptées à la cuisson solaire. *Suite au verso*

Suite de la page 60

L'une des participantes du projet, Doña Natividad Matareco, a expliqué: 'à 6 heures du matin, le four doit être bien placé pour recevoir les rayons du soleil. C'est ainsi que nous l'avons utilisé. Je laisse tout prêt très tôt et il est prêt à midi.'

Elle a également expliqué comment le four solaire a changé sa maison. 'Avant, il y avait beaucoup de discrimination. Je ne pouvais pas fréquenter les réunions. Je ne pouvais pas m'organiser en tant que femme. L'organisation des femmes dans la communauté organise des réunions le dimanche dans l'après-midi. Elles discutent de questions importantes concernant la communauté ou l'organisation. Maintenant, je peux, mais avant, je ne pouvais pas parce que je pensais que je ne pouvais y participer, je dois cuisiner, faire la lessive.'

Ainsi, le four solaire a non seulement un impact environnemental positif, mais peut également améliorer la vie des femmes qui les utilisent. Il est plus sain, moins pollué et fait gagner temps et argent.

Beaucoup de communautés avec lesquelles nous travaillons sont coupées des canaux de communication pour s'engager et se coordonner avec les marchés locaux, les autorités ou pour appeler à l'aide en cas d'urgence.

Certaines communautés utilisent des moteurs diesel pour alimenter les ampoules la nuit, mais la majorité dépend toujours des lanternes à huile et des bougies pour lire ou étudier. Si non, ils achètent des piles pour alimenter les torches ou écouter la radio et recevoir des nouvelles au-delà des forêts.

À cette date, les partenaires de Christian Aid ont introduit de petits panneaux solaires pour fournir à 34 familles dans trois communautés forestières de la région amazonienne. Les batteries sont légères et portables et peuvent être prises sur des bateaux de pêche la nuit ou utilisées pour d'autres activités productives lorsque le climat est plus frais.

Pompes à eau à alimentation solaire: Dans la communauté d'Altamarani, la source locale a été contaminée par un centre de transformation du sucrière située à proximité.

L'alternative pour les familles était d'utiliser l'eau de la rivière, mais celle-ci était contaminée par l'exploitation minière et d'autres processus industriels plus en amont. Le fardeau de la collecte d'eau retombait sur les femmes, qui ramenaient généralement les seaux d'eau lourde à la maison. Avec le soutien de la communauté, un nouveau puits de 30 mètres de profondeur a été creusé et une pompe à eau solaire a été installée.

Séchoirs solaires : Les femmes appartenant à l'association des producteurs Asociación de Mujeres Emprendedoras Tucupí (Association de Femmes Entrepreneures de Tucupi), de la municipalité de Palos Blancos, ont reçu l'assistance technique de notre partenaire Soluciones Prácticas pour construire un séchoir solaire pour les grains de cacao.

La récolte de cacao se fait pendant la saison des pluies et souvent les haricots moisissent et sont perdus parce qu'il n'y a aucune possibilité de les sécher.

L'objectif du séchoir solaire est d'augmenter la qualité, et donc le prix que les haricots peuvent valoir sur le marché et aussi de faire gagner du temps aux femmes car elles n'ont pas besoin de retourner constamment les haricots pendant la période de séchage.

Conclusion

La croissance dans le monde doit être contrainte et ses avantages partagés plus équitablement.[188] Il faut des modèles alternatifs de développement économique et de transformation des systèmes mondiaux pour permettre à tous de jouer un rôle productif et nous devons faire baisser le monde à un niveau faible en émission de carbone tout en assurant une utilisation plus durable et plus équitable des ressources pour tous à l'avenir. Une façon de faire face à cette inégalité consiste à élaborer une politique énergétique régionale basée sur une approche durable qui favorise la diversification des types d'énergie consommés en utilisant les ressources existantes, au lieu de promouvoir une plus grande consommation.[189]

En 2015, ils eurent de nombreuses opportunités, principalement les ODD et l'Accord de Paris, qui ont permis de placer le secteur énergétique mondial sur une trajectoire faible en carbone, d'injecter des investissements dans les énergies renouvelables et de fixer des objectifs clairs. Malgré la polarisation politique mondiale croissante voit les politiciens remettre en question cette trajectoire et même le changement climatique lui-même, le développement à faible émission en carbone à un sens économique de plus en plus sain.

Pour que l'Amérique-Latine et les Caraïbes respectent les engagements de l'Accord de Paris, il est crucial que les pays déplacent les investissements publics et privés des combustibles fossiles vers l'énergie à zéro carbone, qui, à leur tour soutiendra durablement et équitablement leurs économies. Cependant, étant donné le modèle économique actuel de la région, dépend des industries extractives, de l'agro-industrie et des mégaprojets (les combustibles fossiles, les grandes centrales hydroélectriques et les biocarburants industriels), se sera tout un défi. De plus, la région fait encore face aux problèmes d'accès à l'énergie pour les plus pauvres et les plus vulnérables, principalement dans les zones rurales, ce qui montre que les investissements énergétiques dans la région ne profitent pas à ceux qui en ont le plus besoin.

Il existe un énorme potentiel d'énergie renouvelable dans toute l'Amérique latine et les Caraïbes, qui est largement inexploité. Pourtant, pour avoir une chance d'atteindre l'objectif de 1,5 ° C, les pays doivent opérer un détour important vers les énergies renouvelables et arrêter d'investir et de supprimer les subventions pour les énergies fossiles. Cela doit s'accompagner d'une stratégie de gestion de la demande pour réduire la consommation d'énergie et promouvoir l'efficacité énergétique.[190]

Briser la relation de pouvoir entre les entreprises pétrolières et nos institutions financières et politiques est nécessaire pour permettre une économie durable dont nous avons grand besoin pour nous épanouir. Nous comprenons que la solution doit être systémique et qu'un mouvement de masse stratégique des capitaux d'investissement des combustibles fossiles vers les énergies renouvelables pourrait provoquer un tel changement systémique.

Conclusion and recommandations

L'inégalité reste une caractéristique majeure du paysage en Amérique latine et dans les Caraïbes. L'exclusion sociale, l'inégalité des revenus, politique de marginalisation et la vulnérabilité au changement climatique sont quelques-uns des nombreux aspects de l'inégalité. Il est amplement prouvé que des niveaux d'inégalité flagrants freinent le progrès, rendant l'éradication de la pauvreté beaucoup plus difficile et privant les citoyens de la pleine jouissance de leurs droits. Pour s'attaquer aux racines de l'inégalité en Amérique latine et dans les Caraïbes, il est important de comprendre la situation dans son ensemble. Identité (ethnicité, genre et sexualité), possibilités économiques et d'emploi, opportunités politiques et capacité à faire face aux impacts du changement climatique ou de la violence, toutes ces inégalités s'entrelacent et signifient que les efforts pour lutter contre les inégalités doivent être spécifiques au contexte.

Les femmes sont les plus touchées par rapport aux hommes dans tous les domaines de ce rapport, elles sont plus souvent victimes de violence, les systèmes fiscaux sexistes et ont moins d'opportunités de travail décent et sont souvent les plus touchées par le changement climatique. La discrimination fondée sur la race et l'appartenance ethnique est répandue et les groupes ethniques les plus pauvres sont les plus exclus. Le pouvoir est concentré entre les mains de quelques riches élites et multinationales. La tendance croissante à la concentration des terres, les conflits fonciers qui en résultent et l'absence de progrès en matière de réforme agraire et de régularisation des terres devraient être une préoccupation majeure pour les décideurs car c'est un prisme à travers lequel la plupart des inégalités peuvent être vues.

Les membres de la société civile et les organisations religieuses, comme nos partenaires, ont un rôle important à jouer en attirant l'attention sur l'impact de l'inégalité et en demandant des comptes aux gouvernements, aux institutions régionales et mondiales et aux membres du secteur privé.

Nous avons montré la manière dont les systèmes fiscaux injustes augmentent les niveaux d'inégalité. Plus de croissance ne suffit pas. Dans les sociétés très inégales, la croissance est un moyen inefficace de lutter contre la pauvreté, précisément parce qu'elle nécessite des augmentations significatives du PIB pour sortir les plus pauvres de la pauvreté. Ceci est particulièrement important dans le contexte des limites environnementales du monde. Ce facteur additionnel et critique nous oblige également à réfléchir beaucoup plus en profondeur aux nouveaux modèles économiques durables dont la région nécessite tant. Ces modèles, réclamés à la fois par le Nord et le Sud, doivent être manifestement favorables à l'équité. Le développement à faible émission de carbone est vital pour tous.

L'inégalité devrait être la question déterminante pour les gouvernements de la région lors de l'élaboration de nouvelles politiques, et doit être pleinement mise en œuvre pour être efficace, parallèlement à la garantie de l'accompagnement et du suivi de la société civile. Nos recommandations appellent à une refonte des systèmes fiscaux faibles et régressifs pour permettre aux dépenses de s'attaquer efficacement à la pauvreté et aux inégalités. Des dépenses sociales fortement améliorées (avec l'intégration des préjugés sexistes et ethniques appropriés) sont nécessaires.

Christian Aid croit fermement que la réduction des inégalités est un moyen efficace d'accélérer la réduction de la pauvreté. Pendant trop longtemps, les décideurs ont propagé la notion selon laquelle nous devrions nous concentrer sur la croissance et prendre en compte les inégalités plus tard. Nous croyons que le moment est venu de se concentrer sur la réduction des inégalités. Les ODD donnent l'opportunité de ''ne laisser personne en arriere'' et l'importance de combattre les inégalités pour le développement est maintenant reconnue beaucoup plus largement au-delà des mouvements sociaux et des cercles de développement.

En priorité, les dépenses publiques doivent également être orientées vers des programmes de création d'emplois, des stratégies de développement économique régional, des fonds de cohésion territoriale et des stratégies d'adaptation et d'atténuation du changement climatique pour protéger les pauvres. Il est également grand temps de réformer les stratégies nationales de développement économique dans la région et d'examiner quels autres modèles (équitables et faibles en carbone) pourraient mieux servir la société.

Recommandations

Les gouvernements, les institutions régionales, internationales et la société civile d'Amérique latine et des Caraïbes doivent de toute urgence s'attaquer aux inégalités sous toutes leurs formes et entre tous les groupes défavorisés. Beaucoup des recommandations ci-dessous incluent le développement de politiques, mais il est important de souligner l'application correcte et le suivi de celles-ci sont également cruciaux. La société civile, y compris les organisations religieuses, a un rôle clé à jouer dans l'accompagnement et le suivi de l'application de ces politiques. La société civile est également essentielle pour sensibiliser et tenir les gouvernements, les acteurs régionaux, les donateurs et le secteur privé responsables de la lutte contre les inégalités.

Discrimination raciale et ethnique

Attaquer urgemment les inégalités entre groupes ethniques. Voici les mesures à prendre:

- Une nouvelle priorisation des dépenses relatives aux services de base afin d'accorder une plus grande priorité au bien-être dans les zones où vivent les groupes ethniques.
- Mesures urgentes pour lutter contre les taux inacceptables de malnutrition chronique chez les enfants des groupes ethniques. Cela devrait être une priorité nationale au Guatemala, au Honduras et en Bolivie.
- Investir dans les données désagrégées est nécessaire pour mesurer les progrès dans la réalisation des ODD et élaborer des plans d'action nationaux ''ne laissez personne derrière'', y compris la fixation d'objectifs d'équité ''tremplins''.
- Sur le long terme, financer des initiatives par des fonds publics, visant à encourager les changements d'attitude et de comportement par rapport aux normes sociales qui renforcent la discrimination raciale.

Gouvernance, propriétés et pouvoir

Aborder d'urgence l'inégalité en matière de contrôle du pouvoir politique, de participation politique et d'accès à la terre. Voici les mesures à prendre:

- Des actions qui visent à améliorer la responsabilisation et la transparence dans les décisions gouvernementales et l'élaboration et la mise en œuvre de politiques spécifiques aux communautés vulnérables et marginalisées.
- La bonne application des proportions pour promouvoir la participation des femmes à la vie politique.
- Les efforts visant à inverser la tendance à la concentration des terres par la promotion de titres fonciers pour les communautés rurales pauvres, les actions qui mettent un terme aux conflits fonciers et les limitations d'octroi de concessions foncières aux industries extractives et autres secteurs.
- L'application complète de la Convention [169] de l'OIT pour garantir une consultation libre et préalable en connaissance de cause et le consentement des communautés indigènes et Afro est garantie avant que des concessions ne soient accordées et que l'utilisation des terres soit modifiée.
- Des actions qui visent à lutter contre l'impunité et à assurer la protection des défenseurs des droits de l'homme.

Violence

S'attaquer d'urgence au problème croissant de la violence, que ce soit le crime des gangs ou de la violence sexiste. Les mesures qui devraient être prises:

- L'implémentation de politiques et d'investissements pour générer des opportunités de réduction de la violence, l'accès à l'éducation, l'emploi, et à la terre dans les zones rurales.
- Fournir de la protection et accès à la justice. Le manque d'accès à la justice et les niveaux élevés d'impunité sont devenus des moteurs importants du crime et des gangs.
- Prendre en compte de l'impact différencié de la violence sur les hommes et les femmes et mettre en œuvre des initiatives financées par des fonds publics pour encourager les changements d'attitude et de comportement par rapport aux normes sociales qui renforcent l'inégalité entre les sexes et la discrimination LGBTI.
- Faire face aux déplacements en raison du crime organisé et à la violence des gangs. Spécialement en Amérique centrale, El Salvador, le Honduras et le Guatemala doivent adopter et appliquer des lois nationales sur le déplacement.

Justice fiscale

Des mesures devraient être prises pour utiliser le système fiscal afin d'aborder de front la concentration de la richesse et permettre à la région d'autofinancer son développement de manière globale. Voici les mesures à prendre:

- Une augmentation du prélèvement fiscal, basée sur une refonte complète du revenu direct et de la politique d'imposition des entreprises et de la propriété.
- L'adoption d'une approche de budgétisation sensible au genre au niveau national et régional pour s'assurer que le genre est systématiquement prise en compte.
- Une nouvelle priorisation et la reprogrammation des dépenses sociales afin de refléter clairement l'équité, et les engagements à œuvrer en faveur d'une prestation universelle de services sociaux et d'une éducation publique de qualité.

Emploi décent

Améliorer d'urgence l'accès à des emplois décents pour surmonter durablement la pauvreté et l'inégalité. Voici les mesures à prendre:

- La reformulation des politiques de salaire minimum, alignant les salaires minima sur le panier des ménages de biens essentiels et les pressions inflationnistes.
- Lier les stratégies de développement et de développement économique pour donner la priorité au soutien aux MPME, aux programmes de développement agricole et à l'exploration de secteurs susceptibles de générer des emplois verts durables. Financer les stratégies contre le chômage, de la formation technique et l'apprentissage, en particulier dans les régions défavorisées pour les jeunes, et améliorer les compétences dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre et à faible productivité.
- La législation du travail et suivi pratique pour promouvoir l'autonomisation économique des femmes et des groupes ethniques, y compris l'élimination de la discrimination salariale, l'autorisation des activités syndicales et la garantie d'une protection adéquate des droits du travail.
- Des stratégies de développement régionales et nationales réalistes avec le secteur privé pour promouvoir les avantages des pratiques commerciales pro-pauvres, et des modèles d'affaires basés sur des relations de respect et de confiance, tout au long de la chaîne d'approvisionnement.
- Assurer la transparence et la responsabilité dans toutes les exonérations fiscales et travailler à la suppression des exemptions et des incitations discrétionnaires.
- Lutter contre l'évasion fiscale transfrontalière en développant un cadre régional d'échange automatique d'informations fiscales, en poussant activement les milieux internationaux à réprimer le secret financier et les paradis fiscaux, et en appelant à la mise en œuvre de mesures de transparence des entreprises des pays respectifs.

Faible émission de carbone et inégalité

Relever d'urgence les défis posés par le changement climatique et le besoin urgent de passer à un développement sobre en carbone. Voici les mesures à prendre :

- Soutenir le développement économique faible en carbone dans le cadre du Programme de Développement Durable d'ici 2030 et du cadre climatique, et fixer des objectifs ambitieux en matière d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique aux niveaux mondial et national.
- Supprimer les subventions pour la production et la consommation de combustibles fossiles dans la région afin d'assurer des conditions de concurrence équitables pour les investissements faibles en carbone.
- Les politiques énergétiques nationales doivent favoriser les plus pauvres et les plus vulnérables pour soutenir un accès énergétique équitable et durable pour tous.
- Des mesures urgentes pour se concentrer sur les personnes pauvres qui sont particulièrement vulnérables au changement climatique et qui ont désespérément besoin de soutien pour adapter leurs moyens de subsistance et réduire leur vulnérabilité aux phénomènes météorologiques extrêmes et à la perte de leurs moyens de subsistance existants.
- Créer et mettre en œuvre des réglementations pour promouvoir un développement à faible émission de carbone qui déterminera les normes à appliquer et qui inclura la participation des acteurs du secteur privé pour développer des stratégies, des plans, des programmes, des projets et des initiatives.

End notes

1 'Latin America is the world's most unequal region. Here's how to fix it', Alicia Bárcena and Winnie Byanyima, ECLAC, 2016, www.cepal.org/en/articles/2016-latin-america-worlds-most-unequal-region-heres-how-fix-it

2 *The Scandal of Inequality in Latin America and the Caribbean*, Christian Aid, 2012, christianaid.org.uk/images/scandal-of-inequality-in-latin-america-and-the-caribbean.pdf

3 The 2030 Agenda for Sustainable Development was adopted at the UN's Sustainable Development Summit on 25 September 2015. This Agenda is a plan of action for people, planet and prosperity to fulfil the SDGs.

4 *Regional Human Development Report for Latin America and the Caribbean: Progreso multidimensional: bienestar más allá del ingreso*, UNDP, 2016, http://hdr.undp.org/sites/default/files/50228-undplac-web.pdf

5 'Income distribution under Latin America's new left regimes, Giovanni Andrea Cornia, *Journal of Human Development and Capabilities*, 11(1), 2010

'Declining Latin America inequality: market forces or state action', Nora Lustig and Luis Lopez-Calva, VOX, 6 June 2010.

6 See note 5, Cornia.

7 *The Rise and Fall of Income Inequality in Latin America*, CEDLAS, Working Paper No 118, L Gasparini and N Lustig, 2011, http://cedlas.econo.unlp.edu.ar/download.php?file=archivos_upload/doc_cedlas118.pdf

8 More than a third of intentional homicides in the world occurred in the Americas in 2012. See *Global Study on Homicide 2013*, UNODC, United Nations, 2014, www.unodc.org/documents/gsh/pdfs/2014_GLOBAL_HOMICIDE_BOOK_web.pdf

9 See note 4.

10 See note 4.

11 *Social Panorama of Latin America*, ECLAC, 2015,

http://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/39964/1/S1600226_en.pdf

12 *Human Development Report 2015*, UNDP, 2015,

hdr.undp.org/sites/default/files/2015_human_development_report.pdf

13 See note 11, ECLAC.
For Haiti, see World Bank Development Indicators, People, Distribution of Income, http://wdi.worldbank.org/tables

14 'The Gini index measures the extent to which the distribution of income (or, in some cases, consumption expenditure) among individuals or households within an economy deviates from a perfectly equal distribution. A Gini index of zero represents perfect equality and 100, perfect inequality.' See https://stats.oecd.org/glossary/detail.asp?ID=4842

15 See note 11, p14.

16 See note 11, p14.

17 See note 4.

18 'Decent work sums up the aspirations of people in their working lives. It involves opportunities for work that is productive and delivers a fair income, security in the workplace and social protection for families, better prospects for personal development and social integration, freedom for people to express their concerns, organise and participate in the decisions that affect their lives and equality of opportunity and treatment for all women and men.' – ILO.

19 *Percepções Sobre a Violência Doméstica Contra a Mulher No Brasil*, Instituto Avon/IPSOS, 2011, http://compromissoeatitude.org.br/wp-content/uploads/2012/08/Avon-Ipsos-pesquisa-violencia-2011.pdf

20 See note 4, p177.

21 'Austerity strikes human rights in Latin America', Grazielle David, INESC, 6 September 2016, www.inesc.org.br/news/2016/september/austerity-strikes-human-rights-in-latin-america

22 See note 4, p165.

23 See note 4.

24 *Guaranteeing indigenous people's rights in Latin America*, ECLAC, 2014. p36, http://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/37051/4/S1420782_en.pdf

25 *Atlas sociolingüístico de pueblos indígenas en América Latina*, UNICEF, 2009, p14, www.proeibandes.org/atlas/tomo_1.pdf

26 See note 4, p166.

27 *Leave No One Behind – from goals to implementation,* Christian Aid, 2015, p3, christianaid.org.uk/images/leave-no-one-behind-report.pdf

28 *Indigenous Latin America in the Twenty-First Century*, World Bank, 2015, p39, http://documents.worldbank.org/curated/pt/145891467991974540/pdf/98544-REVISED-WP-P148348-Box394854B-PUBLIC-Indigenous-Latin-America.pdf

29 *The Indigenous World 2016*, International Work Group for Indigenous Affairs, 2016, p86, www.iwgia.org/iwgia_files_publications_files/0740_THE_INDIGENOUS_ORLD_2016-eb.pdf

30 *República de Guatemala: Encuesta Nacional de Condiciones de Vida 2014,* Instituto Nacional de Estadística, 2015, p12, www.ine.gob.gt/sistema/uploads/2015/12/11/vjNVdb4IZswOj0ZtuivPIcaAXet8LZqZ.pdf

31 *Guatemala: Millennium Development Goals Report 2105*, Segeplán, 2016, p33, www.gt.undp.org/content/guatemala/es/home/library/mdg/iv_informe_odm.html

32 *Principales retos del presupuesto público 2016: Elementos para la discusión ciudadana*, ICEFI, 2016, p11, http://icefi.org/sites/default/files/contamos_20.pdf

33 Ibid.

34 See note 31, p32.

35 See note 30, p198.

36 See note 30, p198.

37 The percentage difference between boys and girls was 6.4 in 1991 and grew to 6.9 in 2006. In reality not much has changed in the last 15 years. See *Rights or Privileges? Fiscal Commitment to the Rights to Health, Education and Food in Guatemala*, ICEFI and CESR, 2009. The figure for non-indigenous girls in rural areas is 36%.

38 'Unicef: Guatemala ocupa el quinto lugar de desnutrición a nivel mundial', *La Hora*, 28 November 2014, http://lahora.gt/unicef-guatemala-ocupa-el-quinto-lugar-de-desnutricion-nivel-mundial/

39 See note 11.

40 See note 7.

41 *Championing Gender Justice in Latin America and the Caribbean*, Christian Aid, 2015.

42 World Development Indicators: Population dynamics, World Bank, 2015, http://wdi.worldbank.org/table/2.1

43 *Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios – Sintese de Indicadores 2014*. Instituto Brasileiro de Geografia e Estadistica, p5, www.ibge.gov.br/home/presidencia/noticias/imprensa/ppts/00000024052411102015241013178959.pdf

44 The term Quilombo originally referred to communities formed of slaves fleeing the plantations. Currently, it is used to mean black communities whose land in shared use came from the freed slaves purchasing land or former slaves' peaceful possession of land abandoned by the owners or other forms of collective territorial occupation.

45 Quadro Geral de Comunidades Remanescentes De Quilombos, Fundacao Palmares, 2016, www.palmares.gov.br/wp-content/uploads/2016/06/QUADRO-RESUMO.pdf

46 'Brazil: Quilombo communities fight exclusion', F Fraysse, Upside Down World, 4 September, 2007, http://upsidedownworld.org/main/brazil-archives-63/875-brazil-quilombo-communities-fight-exclusion

47 *Soberania e Segurança Alimentar para População Negra e Povos e Comunidades Tradicionais*, Conferencia Nacional de Seguranca Alimentar e Nutricional, 2015, p2, www4.planalto.gov.br/consea/eventos/conferencias/5a-conferencia-nacional-de-seguranca-alimentar-e-nutricional/encontros-tematicos/soberania-e-seguranca-alimentar-e-nutricional-da-populacao-negra-e-dos-povos-e-comunidades-tradicionais/carta-politica-popnegra-e-pct-pos-dk-e-me.pdf

48 Terras Quilombolas – Survey, Comissão Pró-Índio de São Paulo, 2015, www.cpisp.org.br/terras/asp/terras_tabela.aspx

49 See note 27, p6.

50 See note 21.

51 *Violence against Indigenous Peoples in Brazil*, CIMI, 2014, p17, www.cimi.org.br/pub/Relatorio Violencia 2014/_Relat.pdf

52 See note 51, p18.

53 *Quilombola Rights: A Study of the Impact of Ecumenical Cooperation*, Mara Vanessa Fonseca Dutra and Lucia MM de Andrade, Christian Aid and EED, 2011, unpublished.

54 *BTI 2016 – Bolivia Country Report*, Bertelsmann Stiftung, 2016, p20, www.bti-project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Reports/2016/pdf/BTI_2016_Bolivia.pdf

55 *Nota de prensa: CEPAL ratifica reducción de indicadores de pobreza y pobreza extrema en Bolivia*, Instituto Nacional de estadistica, 2015, p1, www.ine.gob.bo/pdf/boletin/NP_2016_16.pdf

56 *Promoting Gender Equality in Electoral Assistance: Lessons Learned in Comparative Perspective. Country Report for Bolivia*, UNDP, 2014, p4.

[57] The New Extraction: Rewriting the Political Ecology of the Andes, Anthony Bebbington, *NACLA Report on the Americas*, 2009.

[58] 'Dominican court ruling renders hundreds of thousands stateless', R Rojas, Reuters, 12 October 2013.

[59] Caribbean Ecumenical Conference on Migration – Socio-Pastoral challenges for the churches, Centro Bono, 2016, http://bono.org.do/realizan-conferencia-ecumenica-sobre-las-migraciones-en-el-caribe/

[60] Sustainable Development Goals, https://sustainabledevelopment.un.org/sdgs

[61] Haiti protesters stoke political crisis while powers seek consensus, Joseph Guyler Delva and Frank Jack Daniel, Reuters, 23 January 2016, /www.reuters.com/article/us-haiti-election-idUSKCN0V10V0

[62] *Introducing Political Settlements*, Christian Aid Occasional Paper Number 4, E Gutierrez, Christian Aid, 2011. christianaid.org.uk/images/final-political-settlements-paper.pdf

[63] Ibid.

[64] *Land Matters: Dispossession and Resistance*, Christian Aid, 2015, p9, http://programme.christianaid.org.uk/programme-policy-practice/sites/default/files/2016-03/land-matters-dispossession-and-resistance-case-studies-nov-2015.pdf

[65] Reforma tributaria desmonta o financiamento das politicas sociais, INESC, 2009.

[66] *Haiti: Selected Issues*, IMF, 2015, p5 www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2015/cr15158.pdf

[67] *Security of Human Rights Defenders and Communities*, ABColombia, 2016.

[68] 'Colombia approves amnesty agreed in Farc peace deal', 28 December 2016, www.bbc.co.uk/news/world-latin-america-38455493

'Revised Peace Accord Ratified', ABColombia, December 2016, www.abcolombia.org.uk/subpage.asp?subid=677&mainid=23

[69] See note 67.

[70] *Report of the Special Rapporteur on the rights of indigenous peoples on her mission to Brazil*, 8 August 2016, p9.

[71] *Mineria en Guatemala*, ICEFI, 2014

[72] Latinobarómetro is an annual public opinion survey that involves 20,000 interviews in 18 Latin American countries, representing more than 600 million inhabitants, www.latinobarometro.org

[73] 'Neither Trumpian nor Brexiteer', *The Economist*, 3 September 2016, www.economist.com/news/americas/21706344-latin-america-has-different-worries-united-states-and-europe-neither-trumpian-nor

[74] See note 73.

[75] 'Guatemala's Government Corruption Scandals Explained', Michael Lohmuller, InSight Crime, 21 June 2016, www.insightcrime.org/news-analysis/guatemala-s-government-corruption-scandals-explained

'Guatemala sets pace in corruption fight', Katy Watson, BBC, 14 September 2015, www.bbc.co.uk/news/world-latin-america-34195758

[76] 'El declive de la democracia- Latinobarometro 2016', Latinobarómetro, 2016, p8, www.latinobarometro.org/latNewsShow.jsp

[77] 'Call on EU and Brazil to address the criminalisation of the social protest and violations of labor, economic and social rights in the run up to the World Cup', FIDH, 25 April 2014, www.fidh.org/en/region/americas/brazil/15230-call-on-eu-and-brazil-to-address-the-criminalisation-of-the-social-protest

[78] *Bolivia: Challenges and Constraints to Gender Equality and Women's Empowerment*, World Bank, 2015, p25, https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/23829/Bolivia000Chal00women0s0empowerment.pdf

[79] *Proceso de Elaboracion de Politica Pública y Reglamentacion de la Ley No 243 "Contra El Acoso Y Violencia Politica"*, 2013, http://info.comvomujer.org.pe/catalogocomvo/21_Informe_Foro%20Nacional_Aplicaci%f3n_Ley_N%b0243_BO_2013.pdf

[80] Civil Society Watch Report, CIVICUS, 2016, p6, www.civicus.org/images/CSW_Report.pdf CIVICUS is a global alliance of civil society organisations and activists dedicated to strengthening citizen action and civil society around the world. Founded in 1993, CIVICUS strives to promote marginalised voices, especially from the Global South, and has members in countries throughout the world.

[81] *The Risks of Defending Human Rights, Oxfam*, 2016, www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/bn-el-riesgo-de-defender-251016-en.pdf

[82] This claim is based on global data collected annually on the numbers of HRDs killed, by organisations like Frontline Defenders; however, data is not readily available in all countries, eg, in 2014 Asia was incomplete.

[83] With the exception of 2014 when it fell slightly below those of 2013 and then rose again in 2015. 2013 was the year with the highest number recorded in Colombia – 78 HRDs killed in one year.

[84] The number of murders of human rights defenders in 2015 exceeded the average figure for the past 20 years, UN OHCHR , 2015, www.hchr.org.co/publico/comunicados/2015/onu-ddhh_Comunicado_Homicidio_defensores_derechos_humanos_2015.pdf

[85] *Programa Somos Defensores*, El Cambio, 2015 Annual Report.

[86] *Annual Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights, Addendum, Situation of human rights in Colombia*, 15 March 2016, www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session31/Documents/A.HRC.31.3.Add.2_AUV_EN.docx

[87] Ibid.

[88] 'Gobierno pide resultados para conocer autores de amenazas a defensores de derechos humanos', *El País*, 27 May 2015, www.elpais.com.co/elpais/judicial/noticias/gobierno-pide-resultados-para-conocer-autores-amenazas-defensores-derechos *Progress in the promotion, guarantee and defense of Human Rights in Colombia. First semester of 2015. Note S -GAIID-15-088842*, Republic of Colombia, 14 September 2015, p61.

[89] See note 85, p28.

[90] See note 85.

[91] *La Corrupción*, ICEFI, http://icefi.org/publicaciones/la-corrupcion-sus-caminos-su-impacto-en-la-sociedad-y-una-agenda-para-su-eliminacion

[92] See note 75, Lohmuller.

[93] 'Guatemalan justice system and citizen mobilization lead to major victory in the country's fight against impunity', ICTJ, 2015, www.ictj.org/multimedia/audio/guatemala-justice-victory-impunity-corruption

[94] See note 91.

[95] 'Civil society condemns murder of Berta Cáceres', FIAN, 4 March 2016, www.fian.org/en/news/article/civil_society_condemns_murder_of_berta_caceres/

[96] 'IACHR condemns the killing of Berta Cáceres in Honduras', OAS, 4 March, 2016, www.oas.org/en/iachr/media_center/PRleases/2016/024.asp

[97] 'Stronger commitment needed to protect civil society space', ACT Alliance, 7 March 2016, http://actalliance.org/act-news/stronger-commitment-needed-to-protect-civil-society-space/

[98] Civicus urges justice for murdered Honduran activist Berta Cáceres on International Women's Day, 2016, www.civicus.org/index.php/media-resources/news/910-media-statement-civicus-urges-justice-for-murdered-honduran-activist-berta-caceres-on-international-women-s-day

[99] Sustainable Development Goals, UN, https://sustainabledevelopment.un.org/sdgs

[100] See note 73.

[101] 'Breaking down the silos between Latin America's homicide reduction programs', I Caro, Open Society Foundation, 22 September 2016, www.opensocietyfoundations.org/voices/breaking-down-silos-between-latin-america-s-homicide-reduction-programs

[102] 'The most violent cities in the world: Latin America dominates list with 41 countries in top 50', *The Independent*, 25 April 2016, www.independent.co.uk/news/world/the-most-violent-cities-in-the-world-latin-america-dominates-list-with-41-countries-in-top-50-a6995186.html

[103] *Global Burden of Armed Violence, 2011*, Geneva Declaration, 2011, p23, www.genevadeclaration.org/fileadmin/docs/2014RRC/GBAV2011_WEB-full-report-REV.pdf

[104] *New humanitarian frontiers: Addressing criminal violence in Mexico and Central America*, Internal Displacement Monitoring Centre, 2015, p8.

[105] Ibid.

[106] 'Fuerza Especial de Lucha contra la Violencia', *El Deber*, October 2015. La violencia en cifras, www.coordinadoradelamujer.org.bo/observatorio/index.php/generalsim/principal/boton/1/sub/23/tem/1

[107] 'Faith paths to overcome violence against women and girls in Brazil', Sarah de Roure and Chiara Capraro, *Gender & Development*, 2016, 2(4), http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/faith-paths-to-overcome-violence-against-women-and-girls-in-brazil-617017

[108] 'Colombia Announces Start of Official Talks with ELN Guerrillas', James Bargent ,11 October 2016, www.insightcrime.org/news-briefs/colombia-announces-start-of-official-talks-with-eln-guerrillas

[109] 'Latin America's poverty is down but violence is up. Why?', R Muggah, *Americas Quarterly*, October 20 2015, www.americasquarterly.org/content/latin-americas-poverty-down-violence-why

[110] According to the International Labour Organization, the concept of decent work revolves around the availability of employment in conditions of freedom,

equity, human security and dignity. Another definition of decent work is provided by the UN Committee on Economic, Social and Cultural Rights on the Right to Work as 'work that respects the fundamental rights of the human person as well as the rights of workers in terms of conditions of work safety and remuneration. It also provides an income allowing workers to support themselves and their families… These fundamental rights also include respect for the physical and mental integrity of the worker in the exercise of his/her employment… [Decent work] presupposes the respect of the fundamental rights of workers.'

[111] *Situación Educativa de América Latina y el Caribe: Hacia la educación de calidad para todos al 2015,* UNESCO, 2013, www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/FIELD/Santiago/images/SITIED-espanol.pdf

[112] See note 109.

[113] According to Christian Aid's Tackling Violence Building Peace Strategy, GBV is any act that is perpetrated against a person's will and is based on gender norms and unequal power relationships. It includes physical, emotional or psychological, and sexual violence, as well as denial of resources or access to services. Violence includes threats of violence and coercion. GBV inflicts harm on women, girls, men, boys, transgender and intersex people and is a severe violation of several human rights.

[114] *Facts about gender-based violence in Latin America and the Caribbean*, IPPF, 2014, www.ippfwhr.org/sites/default/files/GBV-Fact-Sheet.pdf

[115] See note 4, p172.

[116] *El Salvador: Maras y violencia de género*, ORUMUSA, 2016.

[117] Colombia Police Directive for Criminal Investigation, in 'Cada día, 171 mujeres son víctimas de maltrato intrafamiliar', *El Tiempo*, 4 February 2016, www.eltiempo.com/colombia/otras-ciudades/casos-de-maltrato-familiar-en-colombia/16499862

[118] *Violencia contra personas LGBTI*, InterAmerican Commission on Human Rights/OEA, 2015, www.oas.org/es/cidh/informes/pdfs/ViolenciaPersonasLGBTI.pdf

[119] 'Developing countries face $2.5 trillion annual investment gap in key sustainable development sectors, UNCTAD report estimates', UNCTAD, 2014, http://unctad.org/en/pages/PressRelease.aspx?OriginalVersionID=194

[120] *Time to tax for inclusive growth*, ECLAC, 2016, p7, http://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/39950/1/S1600237_en.pdf

[121] 'Por que los impuestos aumentan la desigualdad en america latina', Red de Justicia Fiscal de America Latina y El Caribe, 18 July 2014, www.justiciafiscal.org/2014/07/por-que-los-impuestos-aumentan-la-desigualdad-en-america-latina/

[122] Revenue Statistics, Latin American Countries, OECD, 2014, https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=RSLACT

[123] See note 121.

[124] Fiscal Panorama of Latin America and the Caribbean, 2016, ECLAC, p52.

[125] *Tax Policy in Latin America: Assessment and guidelines for a second generation of reforms*, JC Gomez-Sabaini and D Moran, 2014, p42, www.daghammarskjold.se/wp-content/uploads/2014/12/2014-Tax-policy-in-Latin-America_CEPAL.pdf

[126] See note 11, pp26-27.

[127] 'Necesitamos una nueva arquitectura tributaria para acabar con las desiguladades', Paguen lo Justo, 18 November 2016, www.paguenlojusto.org/2016/11/18/necesitamos-una-nueva-arquitectura-tributaria-para-acabar-con-las-desigualdades/

[128] See note 120, p6.

[129] *Las Mujeres y Los Sesgos del Sistema Tributario en Nicaragua*, Puntos de Encuentro and IEEPP, 2016, www.ieepp.org/wp-content/uploads/downloads/2016/10/20160920_-Las-mujeres-y-los-sesgos-del-sistema-tributario-en-Nicaragua-FINALweb.pdf

[130] 'Estructura tributaria sera mas regresiva si se aprueba la reforma', Justicia Tributaria en Colombia, 22 November 2016 http://justiciatributaria.co/blog/2016/11/22/estructura-tributaria-sera-mas-regresiva-se-aprueba-la-reforma/

[131] ISD, informe de analisis sobre la evasion y elusion fiscal en El Salvador, 2016.

[132] 'Ceara Hatton demanda mejorar calidad del gasto y eficientizar el Estado', El Dinero, www.eldinero.com.do/30952/ceara-hatton-demanda-mejorar-calidad-del-gasto-y-eficientizar-el-estado/

[133] Un año de la campaña que las transnacionales paguen lo justo, Latindadd, 17 December 2015, www.economiacritica.com/2015/12/17/un-ano-de-la-campana-que-las-transnacionales-paguen-lo-justo/

[134] 'Por qué en Colombia la evasión fiscal no es delito', Marcelo Justo, BBC, 8 June 2016, www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-36472895

[135] See note 1.

[136] See note 120, p6.

[137] See note 1.

[138] *Tax for the Common Good – A Study of Tax and Morality*, Christian Aid, 2014, p35.

[139] *Give us a break: How big companies are getting tax-free deals*, Action Aid, 2013.

[140] 'La FIFA juega sucio en Brasil', Marta González, *El País,* 12 June 2014.

[141] *Foreign Investment in Latin America and the Caribbean: 2006*, ECLAC, 2007, www.cepal.org/en/publications/foreign-investment-latin-america-and-caribbean-2006-report

[142] Ibid.

Corporate Tax Stimulus and Investment in Colombia, IADB, 2010, www.iadb.org/en/research-and-data/publication-details,3169.html?pub_id=IDB-WP-173

[143] IMF Country Report, Number 15/158, IMF, 2015, p25.

[144] *Horizons 2030: Equality at the Centre of Sustainable Development*, ECLAC, 2016.

[145] 'Cash transfers, gender equity and women's empowerment in Peru, Ecuador and Bolivia', Maxine Molyneux and Marilyn Thomson, *Gender & Development*, 2011, 19(2), pp195-212.

[146] See note 143, ECLAC.

[147] *The Political Economy of the Budget in the Americas*, D Sánchez-Ancochea and I Morgan, eds, 2009.

[148] See note 110, ILO.

[149] See note 4, UNDP, p18.

[150] 'La informalidad en la mira', ILO, 24 June 2014, www.ilo.org/americas/sala-de-prensa/WCMS_248122/lang--es/index.htm

[151] See note 4, UNDP, p18.

[152] *Global Wage Trends for Apparel Workers 2001-2011*, Workers Rights Consortium, 2013, http://cdn.americanprogress.org/wp-content/uploads/2013/07/RealWageStudy-3.pdf

[153] *The high cost of low wages in Haiti*, AFL-CIO Solidarity Center, 2014, www.solidaritycenter.org/wp-content/uploads/2014/11/Haiti.Living-Wage-Study-FINAL-updated.3-11-15.pdf

[154] 'Inequality is stagnating in Latin America: should we do nothing?', George Gray Molina, 27 August 2014, *The Guardian*, www.theguardian.com/global-development-professionals-network/2014/aug/27/inequality-latin-america-undp

[155] See note 2.

The Real Brazil: The inequality behind the statistics, Christian Aid and CEBRAP, 2012.

[156] *Trabajo decente e igualdad de género*, ECLAC, ILO, FAO, et al, 2013, www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---americas/---ro-lima/---sro-santiago/documents/publication/wcms_233161.pdf

[157] Ibid.

[158] *New Century, Old Disparities*, H Ñopo, 2012.

[159] See note 143, p168.

[160] See note 143, p169.

[161] See note 129.

[162] *Di de la Mujer Boliviana ¿Celebració n?*, CEDLA, 2016, http://cedla.org/sites/default/files/Obess_octubre-11-Esp-Mujer.pdf

[163] See note 155.

[164] Typically, the 'green agenda' has been seen as about environmentalism. For both Christian Aid and CAFOD, it is essential that the notion of a 'green job' incorporates adequate standards of fairness; just as a simple focus on inclusion will not ensure the transition to an environmentally sustainable economy, creating new 'green industries' will not automatically lead to fair outcomes or better income equality. (*Rising to the global employment challenge: decent work for all*, Christian Aid and CAFOD, 2017).

[165] See note 12.

[166] 'Doubts come to surface after the "Decade of Latin America"', John Paul Rathbone, *Financial Times*, 12 May 2013.

[167] *Trabajo decente y juventud en America Latina*, ILO, 2013, p11, available at: www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---americas/---ro-lima/documents/publication/wcms_235577.pdf

[168] *La hora de los privados: Financiamiento del Banco Interamericano de desarrollo al sector privado en America Latina,* Latindadd, 2015, p8, www.latindadd.org/wp-content/uploads/2015/03/Financiamiento-BID.pdf

[169] 'Progress towards the Sustainable Development Goals, UN Secretary-General, 2016, www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=E/2016/75&Lang=E

[170] 'Landmark climate change agreement to enter into force', UNFCCC, 5 October 2016, http://newsroom.unfccc.int/unfccc-newsroom/landmark-climate-change-agreement-to-enter-into-force/

[171] *COP 22 briefing paper: moving forward from Paris*, Mohamed Adow, Christian Aid, 2016, christianaid.org.uk/Images/time -for-climate-justice-briefing-nov-2016.pdf

[172] Ibid.

[173] The CVF vision, CVF, 2016, www.thecvf.org/marrakech-vision/

[174] See note 170.

[175] *The Climate and Development Challenge for Latin America and the Caribbean: Options for climate-resilient, low-carbon development*, Walter Vergara, Ana R Rios, Luis M Galindo, et al, IADB, 2013, pp13-14, https://publications.iadb.org/bitstream/handle/11319/456/The Climate and Development Challenge for Latin America and the Caribbean. Options for climate-resilient%2c low-carbon development.pdf?sequence=1

[176] Climate Change 2014 Impacts, Adaptation, and Vulnerability, Intergovernmental Panel on Climate Change, 2014, p1502, www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/wg2/WGIIAR5-FrontMatterB_FINAL.pdf

[177] CEPALSTAT, GDP per capita 2014, http://interwp.cepal.org/sisgen/ConsultaIntegrada.asp?IdAplicacion=6&idTema=131&idIndicador=2206&idioma=i

[178] *The Grand Bargain – A Shared Commitment to Better Serve People in Need*, 2016, https://consultations2.worldhumanitariansummit.org/bitcache/075d4c18b82e0853e3d393e90af18acf734baf29?vid=581058&disposition=inline&op=view

[179] *Global Environment Outlook GEO-6 Regional Assessment for Latin America and the Caribbean*, UNEP, 2016, http://unepliv e.unep.org/media/docs/assessments/GEO6_LAC_Regional_Assessment_Rp_Final.pdf

[180] Ibid.

[181] Ibid.

[182] *BP Statistical Review of World Energy*, 2016, p6, www.bp.com/content/dam/bp/pdf/energy-economics/statistical-review-2016/bp-statistical-review-of-world-energy-2016-full-report.pdf

[183] *Mineral Commodity Summaries*, US Geological Survey, 2014, p67, http://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/commodity/gold/mcs-2014-gold.pdf

[184] *Low-Carbon Development in Latin America and the Caribbean*, Christian Aid, 2014, christianaid.org.uk/Images/Low-carbon-development-LAC-November-2014.pdf

[185] 'Mujeres afectadas por las represas', Mundubat, 2012.

[186] 'Afectados por Represas', Informe de la Comisión Especial

[187] *Low-Carbon Development in Latin America and the Caribbean: Evolution, experiences and Challenges*, Gaby Drinkwater, Christian Aid, 2014, christianaid.org.uk/Images/Low-Carbon-Development-LAC-briefing-English-November-2014.pdf

[188] *Partnership for Change: The power to end poverty*, Christian Aid, 2012, christianaid.org.uk/Images/2012_strategy.pdf

[189] See note 183.

[190] See note 170.

Nous contacter

Christian Aid
35 Lower Marsh
Waterloo
London
SE1 7RL
+44 (0) 20 7620 4444
info@christian-aid.org
christianaid.org.uk

England and Wales registered charity number. 1105851 Scotland charity number. SC039150 UK company number. 5171525 Registered with The Charity Commission for Northern Ireland NIC101631 Company number NI059154 Republic of Ireland Charity Commission number 20014162 Company number 426928. The Christian Aid name and logo are trademarks of Christian Aid © Christian Aid